



**Les pratiques des puissances émergentes
en matière de guerre de l'information par le contenu**

**Benoit ASSALA
Moustapha DIABY**

**Coretta MELYON
Kitchafolwori SEKONGO**

ABSTRACT

Nowadays, Information is one of the privileged strategy of states and organizations in their various confrontations. The development of ICTs and greater access to the Internet have contributed to reducing the digital divide between the traditional powerful States and the countries considered as peripheral. The practice of informational warfare has therefore spread worldwide, and this reality is observed in developing countries.

Countries and/or organizations implement informational strategies for internal competition and/or external influence purposes. The quest of more democratization in some countries gives a new primacy to public opinions which are the object of campaigns of disinformation, manipulation, or war of influence. The field of application is vast and includes electoral issues, power struggles, ethnic or religious conflicts, economic competitions, border issues or conflictual relationship between some countries and the international community, etc.

Information warfare contributes to profoundly changing perceptions and beliefs in the societies. Firstly, they are used on a large scale, often without any ethics and with impunity. Secondly, there is a fertile ground for their expansion, given the low or average level of education, the lack of strong and independent democratic institutions, limited access to alternative means of fact checking, etc. The consequences are a growing number of revolts and social movements (Wokism, Pan-Africanism, Kemetism, anti-imperialism, etc.), political or intercommunal violence...

The non-recognition or minimization of this reality, namely by Western nations is often the cause of many blunders and errors of appreciation. It is therefore necessary to take an interest in this issue. China and Russia have already understood (), to in their relations with the states whose societies are seeking international recognition, reparation for past injustices, affirmation of their identities, etc.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN EUROPE CENTRALE

La Turquie entre stratégies de contrôle de l'opinion nationale et projection de puissance
La Hongrie et les campagnes de dénigrement contre la démocratie libérale

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE

L'Inde entre confrontations de groupes socio-politiques et opérations d'influence extérieure
L'Indonésie face la montée en puissance des manipulations de l'information dans le jeu politique

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN AFRIQUE

Le Maroc et ses opérations d'influences internes et extérieures
L'Ethiopie au cœur d'un affrontement informationnel autour du conflit au Tigré

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN AMERIQUE LATINE

Le Brésil face aux enjeux de désinformations politiques
Les pays d'Amérique latines en proie à une campagne de revendications des peuples autochtones

CONCLUSION

INTRODUCTION

« Il vaut mieux faire l'information que la recevoir ; il vaut mieux être acteur que critique. ». Cette citation de Winston Churchill est plus que d'actualité dans un monde où l'information devient un puissant vecteur d'influence et de puissance.

Le développement des technologies de l'Information et de la communication (TIC) a permis l'avènement de la société dite de l'information qui peut se définir comme « *une forme particulière d'organisation sociale, dans laquelle la création, le traitement et la transmission de l'information deviennent les sources premières de la productivité et du pouvoir* » (définition du sociologue Manuel Castells).

L'humanité dispose aujourd'hui de nombreuses opportunités qui favorisent l'accès et la production facile et quasi instantanée de l'information. Au niveau socio-économique, nous assistons à un rapprochement du temps, à une réduction des délais, à une minimisation des coûts, à de meilleures perspectives économiques avec de nouveaux biens et services liés au monde virtuel ou immatériel, etc. Notre ère a aussi permis un rapprochement inédit des populations et civilisations par une meilleure communication, connaissance et compréhension des uns et des autres. Cependant, force est de constater que loin d'avoir fait disparaître le *bellicisme* qui caractérise depuis longtemps les rapports humains, l'information a aussi élargi le champ des moyens d'actions utilisés dans les conflits.

Considérée comme un pouvoir par sa capacité à façonner et influencer l'opinion et la connaissance, le contrôle de l'information ouvre de nouveaux espaces de confrontations et entraîne de nouvelles formes de conflictualités. L'utilisation de l'information comme arme n'est pas nouvelle en soi et a toujours existé dans les rapports humains. En effet, la polémologie a permis de mettre en évidence plusieurs expressions de **guerre informationnelle** depuis l'antiquité. De nos jours, son usage est de plus en plus mis en avant et acquiert en importance eu égard à la limitation des formes traditionnelles de guerre.

Devant la délégitimation des guerres auprès des opinions publiques, les Etats et organisations ont de plus en plus recours aux moyens non cinétiques et à des stratégies indirectes. La guerre de l'information occupe désormais une place centrale dans les confrontations et dans la pensée stratégique.

Définitions des termes et concepts théoriques

Avant d'aller plus loin, il convient de mieux appréhender théoriquement le concept de « guerre de l'information ».

Par guerre de l'information, il faut entendre, selon la définition du Portail de l'IE, « *une combinaison d'actions humaines ou technologiques destinées à l'appropriation, la destruction ou la modification de l'information* ».

Pour Daniel Ventre (CNRS), elle représente « *toute activité destinée à acquérir données et connaissances (et à en priver l'adversaire) dans une finalité stratégique, soit par des systèmes (vecteurs et moyens de traitement de l'information), soit par le contenu, en assurant une domination informationnelle* ».

La guerre de l'information peut recouvrir plusieurs formes, selon qu'elle a lieu dans le domaine militaire ou civil.

Dans le domaine militaire, elle englobe « *toutes les actions humaines, techniques, technologiques (opérations d'information) permettant de détruire, de modifier, de corrompre, de dénaturer ou de pirater (mais la liste des actions n'est pas exhaustive) l'information, les flux d'informations ou les données d'un tiers (Pays, Etat, entité administrative, économique ou militaire...) en vue de brouiller, d'altérer sa capacité de perception, de réception, de traitement, d'analyse et de stockage de la connaissance.* » (Cours EGE).

- Dans le milieu économique, les opérations de guerre d'information se matérialisent essentiellement à travers la tromperie, la contre-information et la résonance.
- La guerre de l'information a deux dimensions qui sont le *contenant* et le *contenu*. De ce point de vue, elle se pratique par :
 - Le contenant en visant les systèmes d'information (piratage, virus, paralysie ou destruction des communications) ;
 - Le contenu, avec les opérations de propagande et de contre-propagande, la désinformation, les manipulations des connaissances de nature institutionnelle, académique, médiatique, sociétale, etc.

Contexte de l'étude

Pendant longtemps, la guerre de l'information a été le domaine réservé des grandes puissances qui, s'appuyant sur leurs avancées technologiques, ont mis en place des doctrines et des moyens visant à garantir leur supériorité dans le domaine informationnel.

En effet, la guerre de l'information par le contenant nécessite des capacités technologiques indéniables pour être efficace. Fort de cette réalité, dans l'article « les principes de la guerre de l'information » , il était déclaré que « *la guerre de l'information, utilisant toute la gamme des techniques, depuis les plus élémentaires jusqu'aux plus élaborées, ne concernera qu'un petit nombre de nations évoluées, celle de la 3^{ème} vague ; les autres, celles de la 2^{ème} et de la 1^{ère} ne disposant que de technologies inférieures* ». Ainsi, les pays périphériques, exclus du jeu des grandes nations, ont longtemps été utilisés comme des espaces de confrontations et de rivalités entre les grandes puissances qui y agissaient directement ou par moyens détournés.

A titre d'exemple, l'édition 2020 du rapport « Africa Risk-Reward Index », élaboré par le cabinet d'expert-conseil mondial sur les risques, Control Risks et NKC African Economics, révèle que « *le continent africain est devenu un champ de bataille à part entière pour les opérations d'influence et la guerre de l'information que se livrent les acteurs de la géopolitique* » tels que les USA, la Russie, la France, la Chine, etc.

Au-delà de l'Afrique, ces affrontements se déroulent sur tous les continents ou aires géographiques où les intérêts de ces puissances sont en jeu.

Toutefois, la réduction progressive de la fracture numérique et l'accessibilité croissante de la population mondiale aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux nouveaux espaces virtuels a contribué à étendre la pratique de la guerre de l'information.

De plus, **la guerre de l'information par le contenu**, qui est l'objet de notre étude, s'appesantit plus sur l'aspect cognitif. Elle devient -plus accessible à une certaine catégorie de pays souvent absents des sphères de décisions stratégiques mondiales dominées par les puissances traditionnelles. De simples spectateurs ou victimes, ces pays, moins puissants, ont commencé à être actifs dans le domaine de la guerre de l'information par le contenu. Ils ont de plus en plus recours, avec une certaine efficacité, à l'information pour atteindre leurs buts. Leurs opérations visent essentiellement à façonner et influencer leurs environnements dans le sens de leurs intérêts économiques, sociaux, politiques, religieux et aussi à affirmer leur relative puissance.

Cette guerre de l'information se manifeste aussi à travers les phénomènes de *Fake news*, de désinformation, de manipulation de l'information, d'encerclement cognitif qui ont pris une ampleur sans précédent et peuvent s'observer à l'échelle mondiale. Ces phénomènes obéissent à des logiques locales et des dynamiques propres qui n'ont parfois rien à voir avec les grands enjeux géopolitiques mondiaux ou sont - utilisés dans le cadre d'affrontements avec les grandes puissances :

- Dans le cadre de dynamiques internes, l'information est utilisée pour des affrontement entre groupes communautaires ou socio-politiques, pour des motifs religieux, de manipulations de l'opinion interne ou à visée électoraliste. Les acteurs sont autant les Etats que les partis politiques, les acteurs de la société civile, les ONG, etc.

- Face à des grandes puissances ou à la communauté internationale, l'information devient une arme du « faible au fort ». Elle est d'autant plus redoutable qu'elle s'appuie d'une part sur une délégitimation des grandes puissances au passé discutable (esclavage, colonisation, génocide, pollution environnementale, etc.) et d'autre part sur une remise en cause de leur puissance actuelle devant l'échec de leurs interventionnismes aux effets désastreux (Irak, Lybie, Syrie, Afghanistan, etc.). La naissance de mouvements tels que le « wokisme », « *Black live matters* », les demandes de réparation ou de restitution de biens pillés, en sont une illustration.

Problématique

Ces nouveaux modes d'affrontements, bien que peu médiatisés dans les puissances dominantes, contribuent pourtant à bouleverser des équilibres dans des zones d'influence régionales. A terme c'est l'ordre international qui pourrait être remis en cause.

Tenant compte de leurs réalités, ressources disponibles et positionnements dans le système international, il convient donc de s'interroger sur les caractéristiques de la guerre de l'information telle que pratiquée par les pays émergents.

Objectifs

L'objectif principal de ce mémoire est de rendre compte de l'émergence d'une véritable culture de guerre de l'information par le contenu hors du périmètre des puissances traditionnelles qui sont connues pour être actives dans ce domaine. Plus précisément :

- Quelle est l'étendue de ce phénomène sur les différents continents ?
- Quelles sont les principales motivations qui entraînent ces pays dans ce type de confrontations ?
- Existe-t-il des similitudes, adaptations et différences avec les méthodes mises en œuvre par les puissances traditionnelles ?
- Quelle est la portée locale, régionale et internationale de ces pratiques de guerre informationnelle ?

Méthodologie

Notre analyse qui sera descriptive et comparative, se fera essentiellement à travers des études de cas de certains pays qui illustrent cette guerre de l'information par le contenu. : Inde, Indonésie, Turquie, Hongrie, Maroc, Ethiopie et Brésil.

Annonce du plan

Nous nous attacherons à mettre en évidence les pratiques de guerre informationnelle par le contenu dans certains pays des grands blocs continentaux, à savoir l'Europe centrale, la zone indopacifique, l'Afrique et l'Amérique latine.

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN EUROPE CENTRALE

LA TURQUIE, ENTRE STRATEGIES DE CONTROLE DE L'OPINION NATIONALE ET PROJECTION DE PUISSANCE

La Turquie, un pont entre l'Asie et l'Europe

La Turquie se trouve au cœur de plusieurs aires géographiques et géopolitiques que sont l'Europe, l'Asie, la Méditerranée, etc.

Situé de part et d'autre des Dardanelles et du Bosphore, ce pays constitue un pont entre les continents Asiatique et Européen, et entre la mer Noire et le Bassin méditerranéen. Cette position géostratégique particulière en a fait, tout le long de l'histoire, un territoire âprement disputé pour son importance aussi bien militaire que commerciale. Héritière des empires Byzantin puis Ottoman, la Turquie actuelle est devenue une république à l'issue de la première guerre mondiale, sous la présidence de *Mustafa Kemal* (Attaturk). Elu en 1923, ce dernier va entamer un vaste chantier de modernisation de la jeune république et mener une politique d'occidentalisation du pays (laïcité dans la constitution, droits des femmes, etc.). Cette politique nommée le *kémalisme*, sera suivie par ses successeurs jusqu'à l'arrivée de l'AKP (un parti islamiste) au pouvoir et de *Recep Tayyip Erdoğan* qui devint Premier ministre en 2003, puis Président depuis 2014.

La Turquie, pays musulman, avec un régime politique pluraliste est perçue dans le monde arabe comme un modèle réussite économique à copier à la et. Fort de son dynamisme économique et d'un environnement mondial marqué par le multilatéralisme et l'anti-impérialisme, la Turquie va commencer à afficher des ambitions de puissance, avec une volonté affichée d'influencer son environnement aussi bien terrestre que maritime. Aujourd'hui, elle est devenue une puissance qui compte dans la sous-région et même au-delà. Engagée militairement dans plusieurs conflits , notamment en Syrie, en Irak ou en Libye (depuis janvier 2020), elle est aussi engagée dans « une sorte de politique de la canonnière » en Méditerranée orientale (depuis 2018) où elle a dépêché des navires de prospection gazière au large de Chypre.

Mais au-delà de la puissance militaire, elle déploie aussi un *soft power* à travers le monde. Elle est devenue un acteur important de l'aide au développement, notamment en Afrique. Cette volonté d'étendre son influence pour devenir un acteur incontournable dans le jeu de puissance régional et mondial est toutefois mis à mal par des fragilités internes.

D'abord, sous l'effet d'une récession économique, la hausse de la pauvreté, de l'inflation et du chômage sont venues remettre en cause ce modèle socioéconomique tant mis en avant.

Ensuite, sur le plan politique interne, les limogeages massifs dans l'armée, les services de sécurité, la justice et l'éducation, les repressions et/ou interdiction de partis politiques, ONG et journalistes montrent un durcissement du régime. En effet, se basant sur une idéologie qui conjugue nationalisme et islamisme, nous constatons un glissement autoritaire du régime qui s'est accentué depuis le coup d'état manqué de 2016.

Sur le front social, l'on note aussi une exacerbation des antagonismes entre laïcs et musulmans devant ce qui apparait comme une remise en cause du système kémaliste. La question Kurde est aussi remise sur le devant de la scène avec une radicalisation des positions de l'Etat qui a contribué à envenimer les rapports entre communautés et a entraîné une spirale répressive.

Les stratégies de contrôle de l'opinion nationale

Les réseaux de propagande pro -AKP

Le 11 juin 2020, Twitter a annoncé le démantèlement de 7 340 comptes attribués à la jeunesse de l'AKP et qui ont tweeté environ 37 millions de fois. Ce réseau visait à critiquer les opposants au régime tout en promouvant l'image du parti au pouvoir. Déjà en 2018, l'Institut international de la presse (IPI) avait recensé plus de 2 000 cas d'abus en ligne, de menaces de mort, de menaces de violence physique, d'abus sexuels, de campagnes de diffamation et de piratage contre des journalistes en Turquie. Mises en œuvre par des groupes structurés comme les « AK trolls » qui sont une armée de près de 6000 membres, ces campagnes de désinformation visent principalement à façonner l'opinion publique et contrer les critiques du gouvernement sur les médias sociaux.

Ces faits, loin d'être isolés, mettent en évidence une campagne globale de désinformation et surtout d'intimidation visant au contrôle de l'opinion publique turque. Ces guerres informationnelles sont menées sur plusieurs fronts et les principales cibles sont l'opposition politique, la presse, les ONG et les minorités kurdes.

Considéré à son arrivée au pouvoir comme un homme-providence, Erdogan a progressivement fait basculer la Turquie vers un autoritarisme avec la remise en cause de nombreux acquis démocratiques. Bien sûr, cette volonté rencontre une forte opposition politique avec plusieurs mouvements de contestations, à l'image des rassemblements du parc de Gezi. Cette situation de tensions politiques a même conduit à une tentative de coup d'état qui a échoué face à la résistance de dizaines de milliers de sympathisants du PKK répondant à l'appel télévisé de Erdogan. Cet événement a bien sûr servi de prétexte pour lancer une véritable chasse aux sorcières dans l'armée, la justice et la presse.

Parallèlement à ces arrestations et limogeages massifs, une véritable campagne de désinformation a été mise en œuvre. Une multitude d'acteurs pro-gouvernementaux anonymes et identifiés ont investi les réseaux sociaux et submergé internet d'informations et d'opinions en anglais et dans d'autres langues pour influencer l'opinion publique mondiale. Des trolls soutenus par le gouvernement et des comptes pro-AKP identifiables ont mené une campagne soutenue pour faire l'éloge d'Erdogan et exprimer leur soutien à la purge en cours contre les putschistes.

Considéré comme le principal instigateur de ce coup d'état manqué, le prêcheur *Fetullah Gulen* est présenté comme un pion de l'Occident pour déstabiliser la Turquie.

Globalement, tel que révélée dans une analyse de *Orion Policy Institute* intitulée « Political Astrourfing in Twitter scape : The Role of Troll Armies in Turkey's Democratic Backsliding », il ressort que les principales activités de ces groupes de soutien sont :

- Diffuser de fausses informations tant en faveur du gouvernement AKP que contre les partis et groupes d'opposition.
- Inviter leurs adeptes à tweeter sur des sujets prédéterminés afin d'influer sur les tendances des médias sociaux.
- Présenter les partis et les personnalités de l'opposition comme des alliés et des défenseurs de certains groupes déclarés hors-la-loi (les Kurdes, les membres du Mouvement Gulen, les minorités).
- Chercher à justifier les politiques les plus controversées du gouvernement AKP et à discréditer plusieurs enquêtes judiciaires lancées sur les méfaits de certains responsables politiques (par exemple, corruption, pots-de-vin, violations des droits de l'homme) ; Inciter et justifier la violence, la cruauté et l'injustice à l'encontre de certains membres de groupes d'opposition.

Les campagnes de contrôle des médias

Dans la même foulée, la presse fait face à une campagne d'intimidation sans précédent, avec un contrôle des médias d'état, des arrestations, des fermetures de journaux etc. Selon un

journaliste et représentant de « Reporter sans frontières » (RSF), M. Onderoglu « *les journalistes de l'opposition ont des difficultés à obtenir des cartes de presse, les chaînes de télévision critiques sont arbitrairement condamnées à des amendes par le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK) et les journaux de l'opposition ont perdu les recettes publicitaires du gouvernement.* Le contrôle des médias est une réalité avec près de 80% de la presse écrite qui est directement pro-gouvernementale et 90 % des chaînes de télévision grand public qui sont composées de chaînes diffusant des émissions pro-gouvernementales (M4D Project Media Monitoring Report 2020). Les partis d'opposition sont ainsi lésés dans les médias avec peu ou pas de temps d'antenne. Ainsi lors des récentes élections locales de 2018, selon Human Right watch, (ONG HRW)« *du 14 au 30 mai, la télévision d'État a couvert Erdogan et le parti AK au pouvoir pendant plus de 67 heures, tandis que le principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple) et son candidat, Muharrem Ince, ont bénéficié de six heures. La candidate du Bon Parti, Meral Akşener, a bénéficié de 12 minutes, et les autres partis d'opposition de moins, le HDP de Demirtas n'ayant bénéficié d'aucune couverture* ».

Par ailleurs, - nombreux journalistes sont emprisonnés, souvent sur la base d'accusations de soutien ou de production de propagande pour des organisations terroristes et d'outrages au Président de la République. Selon RSF et le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), la Turquie a été le pire pays pour la liberté des médias en 2016.

L'offensive informationnelle antikurde

Parallèlement aux opérations de sécurité et militaires contre les groupes liés au PKK, se déroule une propagande et une campagne en ligne visant à influencer les opinions. Dans cette guerre pour l'opinion publique, toute une stratégie de communication en de multiples langues (anglais, espagnol ; français, etc.) a été mis en œuvre pour justifier l'opération « printemps de la paix », dont les buts seraient de : « *protéger les frontières, lutter contre le terrorisme, rétablir la paix en Syrie et réinstaller jusqu'à trois millions de réfugiés qui ont fui en Turquie* ».

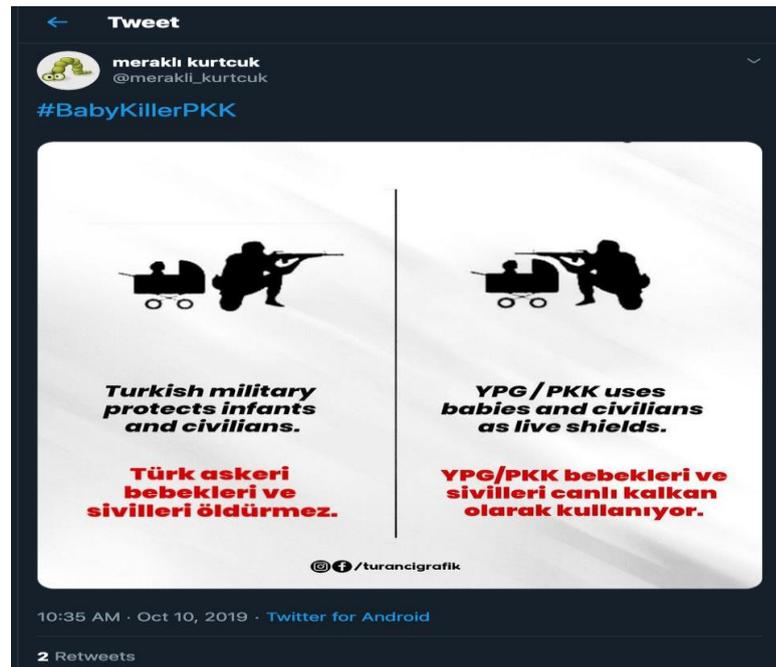
Des dizaines d'images ont mis en scène des soldats turcs câlinant des bébés, nourrissant des enfants affamés et portant des femmes âgées se sont répandues sur Twitter et Instagram où elles ont été likées, retweetées et vues des milliers de fois. Ces images se sont par la suite révélées fausses. Sur Twitter, l'on a pu assister à une véritable guerre d'information à coups de hashtags.

Les mouvements pro-kurdes ont lancé une campagne en ligne qui est devenue virale, avec l'hashtag #NATOSTopErdogan. En réponse, les mouvements pro-Erdogan ont répliqué avec des hashtags tels #TurkeyJustKilledTerrorists, #BabyKillerPKK.

Toutefois, derrière cette campagne en ligne, l'organisation « Digital Forensic Research Lab » a donné des preuves suggérant qu'une partie du trafic de l'hashtag était alimenté par des comptes de type bot¹. Dans le contenu, les comptes mettaient en avant un narratif qui assimilait les Kurdes syriens et le PKK, se référant souvent aux deux entités simplement sous le nom de "YPG/PKK". Il a aussi présenté les deux entités kurdes comme des groupes terroristes qui tuent régulièrement des civils innocents, y compris des enfants. Ces propos étaient illustrés par des images et photos montrant des enfants et des civils qui auraient été tués ou utilisés comme des boucliers par les forces kurdes.

¹ Abréviation du mot robot, un bot (ou agent conversationnel) est un logiciel intelligent conçu pour converser avec son utilisateur.

Image1 : Tweet opposant l'armée turque aux "YPG/PKK".



(Source : @merakli_kurtcuk/archive)

Les projections de puissance de la Turquie sur la scène internationale

Les opérations de lobbying et d'influence extérieure

Depuis les années 2000 et l'arrivée du parti AKP au pouvoir, la Turquie est de plus en plus visible et active sur la scène internationale. Dans le Moyen-Orient et particulièrement dans le monde arabe, elle était citée en exemple en tant que nation musulmane démocratique, laïque, intégrée dans l'économie mondiale, prospère et faisant partie d'institutions occidentales clés comme l'OTAN. Cette influence s'est particulièrement accrue lors des « printemps arabe », qui « a créé un environnement propice à l'idéalisation du modèle de gouvernance turc (le " modèle turc ") et à sa promotion par les puissances occidentales » (Elsa Zotian.2013²).

Toutefois, très vite, son activisme croissant fait d'expéditions militaires multiples, son discours anti-occidental et surtout sa politique intérieure répressive ont contribué à remettre en cause ce modèle de gouvernement. Dans le but de soigner son image internationale, la Turquie utilise l'influence comme une arme. Sur le site « Global Influence Operations Report », plusieurs opérations d'influence de la Turquie sont reportées, essentiellement à travers des organisations fournissant des services à la diaspora turque, à des groupes islamistes, à des organisations politiques et éducatives, etc.

Ainsi, le 5 décembre 2016, Wikileaks a publié des milliers d'emails de Berat Albayrak, qui est le ministre turc de l'Énergie et gendre du président Recep Tayyip Erdoğan. Dans ces mails, il est révélé que Halil Danismaz (président de la Turkish Heritage Organization), une organisation à but non lucratif basée à New York qui soutient fortement Erdogan, a proposé à Albayrak un plan pour contourner les lois américaines sur le lobbying. Il s'agissait d'embaucher des journalistes qui pourraient obtenir un accès aux « cercles politiques et bureaucratiques américains », y compris les membres du Congrès. Plus largement, le gouvernement turc a élaboré un réseau

² Beyond soft power: The stakes and configurations of the influence of contemporary Turkey in the world.

d'organisations (la Turkish Heritage Organization, la Fondation SETA, le Centre Diyanet d'Amérique, etc.) qui agissent comme des agents étrangers dont le but serait d'amplifier l'influence du gouvernement turc. Ces derniers mèneraient également des campagnes d'espionnage et d'intimidation contre les opposants politiques d'Erdogan.

Toujours aux Etats-Unis d'Amérique, le Centre for International Policy (CIP), [un think tank américain a rapporté](#) que « *la Turquie a engagé au moins onze sociétés de lobbying américaines en 2020, qui ont versé des contributions de campagne totalisant plus de 500 000 USD* ». Selon ce même [rapport](#), ces efforts de lobbying qui sont tournés en direction des politiciens, media et think tanks « *ont été fortement concentrés sur les membres des commissions impliquées dans la législation qui pourrait avoir un impact sur les ventes d'armes américaines à la Turquie ou entraîner l'imposition de sanctions à l'encontre de ce pays* ».

En Europe, L'AKP a également construit un réseau d'associations loyalistes à travers l'Europe, sous l'égide de l'Union des démocrates turcs européens (UETD), créée en 2004. Bien qu'étant officiellement apolitique, elle fonctionne en réalité comme une extension de l'AKP.

Ses représentants défendent et reprennent les points de vue d'Erdogan dans les médias européens. Ils sont aussi constitués comme des groupes de pression dans les différents pays où ils organisent des manifestations et rassemblements de masse sur des questions importantes pour le régime turc. Ses différentes branches accueillent régulièrement des ministres et des parlementaires de l'AKP ainsi que des experts et des universitaires lors d'événements organisés dans toute l'Europe.

En Afrique, l'intérêt croissant de la Turquie pour le continent s'inscrit aussi bien dans l'exportation de son modèle politico-religieux, mais aussi dans une optique économique. S'inspirant de la diplomatie chinoise, par le biais de délégations et de forums d'affaires, elle organise des forums et des sommets Turquie-Afrique depuis 2008. Au niveau diplomatique, Erdogan a visité près de 30 pays africains en apportant des cadeaux et des infrastructures. La Turquie met avant un [discours anticolonial en se présentant comme](#) « *l'ami de l'Afrique et son partenaire de développement, qui s'oppose au colonialisme, à l'impérialisme et à d'autres formes d'exploitation. Le discours anti-occidental de la diplomatie publique turque envers l'Afrique aide Ankara à faire contrepoids aux puissances coloniales, telles que la France et d'autres puissances européennes* ».

Selon Mehmet ÖZKAN, dans son article « Turkey's 'New' Engagements in Africa and Asia : Scope, Content and Implications », « *le plan d'ouverture à l'Afrique a été abordé de manière sérieuse par le parti AKP depuis 2002 et a été mis en œuvre, avec le soutien d'un certain nombre d'ONG telles que TUSKON et İHH* ». Ainsi, les ONG turques ont redynamisé leurs activités humanitaires en Afrique en créant des hôpitaux, des mosquées, des orphelinats, des écoles et des collèges, des puits d'eau... particulièrement, une ONG comme İHH a lancé dans plusieurs pays africains des campagnes d'opérations de la cataracte, de lutte contre la sécheresse en Afrique de l'Est, de forage de puits, etc.

Ces actions de lobbying sont également concentrées sur la traque et la délégitimation du mouvement Fethullah Gülen accusé d'avoir orchestré un coup d'État. Le gouvernement turc a officiellement exigé que les organisations et les écoles affiliées à Gülen soient fermées, et que les Gülenistes recherchés en Turquie soient extradés. Malgré les réticences de plusieurs pays, cette traque a porté des fruits dans plusieurs autres pays. La Malaisie et l'Arabie saoudite ont remis des suspects de Gülen à la Turquie et de nombreux pays ont fermé des écoles liées au mouvement après avoir subi la pression du gouvernement turc.

Plus officieusement, des opérations d'espionnage impliquant aussi bien les services de renseignements turcs, les diplomates que les organisations pro-AKP sont menées et visent à cibler et intimider tous les membres de l'organisation de Gülen. Une guerre informationnelle s'est engagée au niveau international entre les deux organisations par le biais d'articles de presse, de livres, et de publicités. Par exemple, le 13 mars 2021, une affiche géante a été mise

sur les célèbres panneaux numériques de Times Square à New York. Cette publicité dont les auteurs sont issus de la communauté turco-américaine avait en mentions « Stop Gullen » et "Il vit en Pennsylvanie. Il a tué 251 personnes innocentes". Elle avait été affichée en réponse à une même publicité de ce genre faite par une organisation réputée proche de Gullen (Advocates of silenced Turkey) et qui appelait à « stopper » Erdogan. Plus globalement, les pro-Gullen dénoncent une régression de l'état de droit en Turquie et une campagne de diffamation et de persécution à leur endroit. Ainsi, Dogan Koc, après l'analyse de centaines d'articles et de livres, a essayé de mettre en évidence une campagne de diffamation de Fethullah Gulen et de son mouvement qui est opérée de manière stratégique. Selon ce dernier, le prêcheur « est simultanément dépeint comme un danger islamique qui essaie secrètement de ressusciter le califat et comme une marionnette américaine et sioniste ... qui détruit la Turquie et l'islam... ».

Image 2 et 3 : Panneaux publicitaires "Stop Gülen" et "Stop Erdogan" à Times Square



(Source : Agence Anadolu
)

L'offensive informationnelle turque à travers la diplomatie religieuse

Dans un autre registre, la Turquie étend son influence via la religion musulmane dont elle se veut le porte-flambeau. Dans plusieurs pays, allant de l'Amérique latine à l'Afrique subsaharienne et même l'Europe, la Turquie construit des mosquées, finance l'éducation religieuse et fait la promotion de son leadership islamique, essentiellement à travers des institutions comme le « Diyanet » (l'administration en charge des affaires religieuses). A l'international, elle est gérée par le biais de consultants en affaires religieuses dans les ambassades et d'attachés aux affaires religieuses dans les consulats de la République de Turquie. Présents dans plusieurs pays, ils contrôlent près de 900 mosquées en Allemagne et près de 270 mosquées en France³. Au départ apolitique, elle a vu son rôle considérablement renforcé depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir avec un budget quadruplé et une extension de ses compétences pour en faire un instrument au service de l'agenda politique et idéologique du parti. En effet, l'on note une inflexion notable des discours qui sont alignés sur la ligne officielle de l'AKP dont elle est devenue un porte-voix.

Aujourd'hui, en dehors de la diaspora turque, la fondation « Dinayet » offre - un soutien éducatif et matériel aux communautés musulmanes : organisation de voyages pour le hadj, formation de prédicateurs, publication de livres et traduction du Coran dans les langues locales... Elle offre également des bourses à des étudiants d'Afrique, des Balkans, d'Asie centrale et d'Amérique latine pour leur permettre d'étudier la religion en Turquie et organise des rencontres officielles, telles que le Conseil islamique d'Eurasie, le Conseil islamique des pays des Balkans, le Sommet musulman des pays d'Amérique latine et le Sommet des dirigeants religieux africains...

³ [« Espionnage de la Diyanet: quand les musulmans de Belgique seront-ils enfin considérés comme des compatriotes? » \[archive\]](#), sur *Le Soir*, 8 avril 2017.

De nombreuses allégations font état de ce que la Diyanet sert à recueillir des renseignements sur des groupes de la diaspora anti-AKP dans certains pays européens. Par exemple, en février 2017, la police allemande a conduit une [opération contre quatre religieux musulmans accusés d'espionner pour la Turquie](#) dans « *un effort concerté pour connaître les activités des personnes qui affectent la politique intérieure en Turquie, ainsi que pour influencer l'opinion étrangère* ». Il faut dire que le Diyanet a elle-même révélé ses activités de renseignement concernant le mouvement Gülen en Europe et en Asie en produisant un rapport devant une commission parlementaire turque chargée d'enquêter sur la tentative de coup d'état de 2016. Elle a affirmé avoir recueilli [des renseignements via des imams dans 38 pays](#).

Une autre organisation qui est centrale dans ce réseau d'influence est Milli Gorus ("Vision nationale"). Fondé à la fin des années 1960 par Necmettin Erbakan, le mentor politique d'Erdogan, Milli Gorus est une organisation islamiste, nationaliste qui compte environ 300 000 membres et sympathisants et contrôle des centaines de mosquées, principalement en Allemagne. Cette association s'est retrouvée dans une polémique en France pour son refus de signer la charte des principes pour l'islam de France. Elle a même été qualifiée « *comme un agent infiltré de la Turquie par le gouvernement* ». De même, Didier Leschi⁴ affirme que "*Depuis plusieurs années, il y a une très nette convergence idéologique entre la Diyanet et Millî Görüş*", notamment sur les questions liées à l'identité musulmane et turque, au génocide arménien.

⁴ Didier Leschi, *Misère(s) de l'islam de France*, Paris, éditions du Cerf, 2016,

LA HONGRIE ET LES CAMPAGNES DE DENIGREMENT CONTRE LA DEMOCRATIE LIBERALE

La Hongrie, tête de file du mouvement “ illibéral” en Europe

La Hongrie est un pays d'Europe centrale sans accès à la mer mais traversée par deux grands fleuves navigables que le Danube et la Tisza. Ses frontières actuelles résultent de l'éclatement des Empires austro-hongrois, allemand et ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale.

En effet, à la suite du traité de Trianon de 1920, elle fut réduite aux deux tiers de son territoire d'antan. Aux côtés de l'Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale, elle est intégrée au bloc soviétique en tant que pays vaincu.

Sous tutelle russe, la république de Hongrie est dirigée par le parti hongrois des travailleurs. Cette période de l'histoire de ce pays sera marquée par révolution hongroise de 1956. Elle débute le 23 octobre par une manifestation étudiante qui vire à l'insurrection populaire. Dirigée contre le gouvernement communiste dont le siège est occupé et les occupants massacrés, cette insurrection réclame le retour à la démocratie, à la légalité, à l'indépendance de la Hongrie. Les dirigeants font appel à l'armée russe qui réprime violemment les manifestations avec près de 20000 morts et des milliers de déportation.

En février 1989, sous l'impulsion d'un jeune cadre réformateur, Miklós Németh, à la tête du pays, le parti communiste (PC) hongrois accepte le principe d'une transition graduelle vers le multipartisme. Le PC hongrois s'autodissout et devient le parti socialiste hongrois. Après une réforme constitutionnelle qui instaure la séparation des pouvoirs, les droits de l'homme et les droits civiques, la quatrième république de Hongrie est officiellement proclamée le 23 octobre 1989 (jour du 33e anniversaire de la révolte de 1956). D'ailleurs, elle aura contribué grandement à l'effondrement du rideau de fer et du mur de Berlin avec sa décision d'ouvrir ses frontières aux milliers d'Allemands de l'Est.

La Hongrie s'engage alors sur la voie de la libéralisation et entame un rapprochement avec le bloc occidental qui aboutit à son adhésion à l'OTAN en 1999. Par la suite, elle intègre l'Union Européenne le 1er mai 2004 après de multiples réformes démocratiques et économiques.

L'arrivée au pouvoir de Viktor Orbán, après une victoire écrasante de sa coalition Fidesz - KDNP (démocrates-chrétiens) va se traduire par un virage vers le conservatisme et le concept de “*démocratie illibérale*”.

Ce concept a été créé par Fareed Zakaria, politologue américain, qui l'employa à la fin des années 1990 pour qualifier des régimes politiques bien que possédant un système d'élections libres, restreignent le développement d'institutions libres et démocratiques.

La “*démocratie illibérale*” est aujourd'hui, publiquement assumée par le Premier ministre Victor Orbán qui l'affiche autant que ses positions ultraconservatrices, chrétiennes et anti-immigration. Le 26 juillet 2014, lors de son discours à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de l'Université libre d'Etat, il affirmait que le « *nouvel Etat que nous sommes en train de construire en Hongrie est un Etat illibéral, un Etat non libéral* ».

Ces positions, à contre-courant des valeurs prônées par les autres démocraties européennes, va compliquer les rapports entre la Hongrie avec l'UE. En effet, la nouvelle constitution hongroise adoptée par le Parlement le 18 avril 2011 fait l'objet de nombreuses critiques, tant du côté de l'opposition et de la communauté internationale que du peuple hongrois.

Le texte comporte une série de lois nationalistes dans les domaines politiques et économiques, sur le fonctionnement de la justice, des médias, de l'église, etc. Par ailleurs, il remet en cause la politique migratoire de l'UE (érection d'un mur de 175 km de barbelés entre la Hongrie et la Serbie, placement en détention systématique des demandeurs d'asile...).

Cette confrontation entre les deux entités aboutira en 2018 à l'ouverture d'une procédure à l'encontre la Hongrie par le parlement européen. Puis, en 2019, le parti de Orbán (le Fidesz) est suspendu du Parti populaire européen (PPE) en raison de positions trop eurosceptiques. De son côté, Viktor Orbán s'est lancé dans une offensive idéologique en dénonçant la politique générale de l'UE jugée trop libérale

Les campagnes de désinformation internes et tentatives d'influence externe

Un contrôle quasi monopolistique de l'opinion nationale

Dans la foulée de son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orbán a méticuleusement démantelé le pluralisme des médias avec une nouvelle loi qui renforce le contrôle institutionnel de la presse. Il va alors s'enclencher un mouvement de centralisation, essentiellement à travers une prise de contrôle des médias d'état par des loyalistes au parti au pouvoir. Aussi, sous la pression du gouvernement, le secteur des médias a progressivement vu la montée en puissance des oligarques proches de Orbán qui vont racheter la quasi-totalité de la presse privée.

Le paroxysme de cette situation est atteint le 28 novembre 2018, quand environ 500 médias, tous appartenant à des hommes d'affaires proches du parti au pouvoir, ont été regroupés au sein de la Fondation de la presse et des médias d'Europe centrale (KESMA). Cette association est d'ailleurs dirigée par *Gábor Liskay*, ancien rédacteur en chef d'un journal et ami d'enfance du premier ministre Orbán. Comme le résume si bien *Patrik Szicherle* et *Péter Krekón*, dans un article de presse publié le 18 novembre 2021, « *le gouvernement Orbán a mis en place un modèle de centralisation des médias semblable à celui de la Russie, qui a permis de manipuler la population par le biais d'une désinformation centralisée et d'un empire médiatique qui suit les ordres politiques* ».

Parallèlement au contrôle de la quasi-majorité des médias, le gouvernement a réduit au silence la presse encore indépendante ou d'opposition par des lois répressives et la délégitimation des journalistes. Les efforts visant à porter atteinte à la crédibilité des médias indépendants aux yeux du public prennent la forme de campagnes publiques de dénigrement.

Un exemple reste la campagne antisémite contre deux journalistes du portail d'information en ligne Index.hu, avec des affiches de leurs portraits placardés dans tout Budapest devant un drapeau. Bien que mené par l'extrême-droite, l'agence responsable de la diffusion de ces affiches était contrôlée par l'État. Plus généralement, les médias non affiliés au parti au pouvoir sont accusés d'être des agents étrangers, des traîtres ou pourfendeurs de la Hongrie. Ils sont aussi exclus de l'accès à l'information et exclus des événements publics.

Cette volonté de contrôle se poursuit - sur les réseaux sociaux où comme le révèle le site « stopfake.org » a mis évidence « *les campagnes de désinformation et l'activité des trolls pro-gouvernementaux, qui travaillent souvent de concert avec les médias contrôlés par le gouvernement, façonnent les opinions publiques... soutiennent les messages et les politiques du parti Fidesz au pouvoir, tant au niveau national qu'international* ».

Un groupe Facebook pro gouvernemental très populaire "ELEG", avec des centaines de milliers d'abonnés, publie régulièrement des informations aux contenus violents et haineux. Dans la panoplie des instruments utilisés, se trouvent des photos manipulées de réfugiés, des calomnies sur certains politiciens européens comme Macron (qualifié d'homosexuel ou Jean-Claude Juncker (qualifié d'alcoolique).

D'autres organisations telles « Megafon » ou Axióma Intézet (l'institut Axiome) sont très actives sur Facebook avec des campagnes publicitaires, des vidéos, interviews qui visent surtout à influencer la jeunesse aux idées conservatrices. Si la première organisation est politique, la deuxième traite plutôt des questions idéologiques et morales.

Bien que niant tout financement publique, des liens étroits des fondateurs de ces institutions avec le parti au pouvoir ont été démontrés.

Par ailleurs, afin de contourner les restrictions des géants américains d'internet (Twitter, Facebook, etc.), des développeurs hongrois ont lancé un réseau de médias sociaux alternatif appelé « Hundub » qui dit exclure toute censure. Cette application semble servir les intérêts du parti au pouvoir. En effet, « [Viktor Orbán a été l'un des premiers hommes politiques à s'inscrire sur la plateforme](#). Magyar Nemzet, un journal favorable au gouvernement, a fait l'éloge de la plateforme en la qualifiant d'alternative à Facebook, véritablement hongroise et exempte de censure ».

Les opérations d'influence à l'international

A l'international, dans le but de véhiculer les idées de Orbán, une agence de presse dénommée "V4N1" a vu le jour à Londres. Bien qu'enregistrée de droit privé, les investigations font vite apparaître des liens étroits entre cette agence avec les milieux proche du régime de Budapest. En effet, selon une recherche effectuée par [valaszonline.hu](#), V4NA appartient à une société liée à l'un des conseillers d'Orbán, ainsi qu'à l'ambassadeur de Hongrie à Londres. Naturellement, elle « [promeut un discours exclusivement conservateur, nationaliste, anti-immigration et de droite, totalement en phase avec la rhétorique du gouvernement hongrois](#) ».

Un examen rapide des titres tels « Un migrant tue sa femme convertie au christianisme », "La Grèce inondée par les migrants" ou "L'immigration est une guerre de cultures et de civilisations" achève de nous convaincre sur la ligne éditoriale de cette agence. Ces articles qui sont publiés en plusieurs langues (anglais, français, etc.) visent à atteindre un public plus large. Plus globalement, fort de son assise nationale (il en est à sa troisième réélection), Viktor Orbán chercherait aujourd'hui à exporter son modèle et prendre la direction d'un mouvement européen conservateur, chrétien et anti-immigration.

Déjà présent au parlement européen au sein du Parti populaire européen (PPE), il veut rassembler les partis de droites radicales et souvent antieuropéens de toute l'Europe. Comme le rappelle Jules Lastennet, l'objectif principal serait « [de faire émerger un puissant pôle illibéral et ainsi de jeter les bases d'une contre-révolution](#) ». En cela, il pourrait aussi s'appuyer sur le groupe de Visegrád (la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie) dont les dirigeants partagent les mêmes positions idéologiques.

Dans son environnement immédiat, il y a une volonté d'hégémonie qui se traduit par la promotion de « la grande Hongrie », en référence aux frontières d'avant la 2^{ème} guerre mondiale qui incluaient de grandes parties de la Serbie, de la Roumanie et de la Slovaquie actuelles, ainsi que la moitié nord de la Croatie.

En introduisant la notion de citoyenneté et distribuant des passeports aux minorités hongroises dans ces pays limitrophes, le gouvernement hongrois entend les lier à Budapest et influencer sur les politiques de ces pays. Ainsi, le régime de Budapest a soutenu de nombreux projets (rénovation de châteaux, églises, maternités) ayant une importance pour la minorité hongroise qui vit dans le Sud de la Slovaquie. Ce serait près de 250 millions d'euros que le gouvernement hongrois aurait accordé aux communautés hongroises vivant dans d'autres pays, avec des fonds publics mais aussi par le biais de fondations telles que le [Fonds Bethlen Gabor](#).

Dans un registre moins officiel, un débat [parlementaire à l'UE](#) a mis en évidence des tentatives d'influence des dirigeants hongrois sur la Slovaquie. Ces opérations de renseignements politiques et de soutien aux médias qui ont des liens avec le parti d'opposition nord-macédonien VMRO-DPMNE viseraient à renverser le gouvernement.

Par ailleurs, en développant des thèmes comme le christianisme, et les valeurs familiales traditionnelles, Orbán aura réussi à rassembler des figures européennes du christianisme et même faire des émules aux Etats-Unis dans les milieux conservateurs et pro-Trump. La Hongrie est aussi devenue le site de multiples conférences et événements religieux internationaux à l'image de sa conférence internationale sur la persécution chrétienne » (du 26 au 28 novembre 2019) ou le 52^{ème} Congrès Eucharistique International (du 5 au 12 septembre 2021) ... De même,

le 11^{ème} Congrès mondial des familles, avec des centaines d'autres militants anti-avortement et anti-LGBT s'est tenue en mai 2017 à Budapest avec comme objectif principal de promouvoir la famille naturelle.

La remise en cause des principes démocratiques

L'exaltation de « l'illibéralisme » et du nationalisme

S'appuyant sur sa majorité au parlement, le parti Fidesz de Viktor Orbán a réussi à imposer des restrictions aux libertés individuelles, à restreindre les pouvoirs de plusieurs institutions (les partis politiques, les médias, les ONG, la justice...) et à contrôler les groupes religieux, les universités, le secteur privé...

Cette promotion se fait aussi par le biais d'une offensive informationnelle qui repose sur un discours identitaire, une rhétorique xénophobe et anti-migration, mais aussi par la promotion de thèses conspirationnistes et de mythes.

Une étude de Michael Toomey⁵ met en évidence cette exaltation du nationalisme qui repose en partie sur la manipulation et la révision des événements et figures historiques majeurs de la Hongrie par Orbán. Par analogie, les interprétations faites de ces événements sont utilisées comme des leçons pour les actions contemporaines de son gouvernement.

Plus spécifiquement, dans son analyse, il montre comment Orbán et le Fidesz utilisent et construisent des récits autour du Traité de Trianon et de Miklós Horthy, le dirigeant de la Hongrie de l'entre-deux-guerres pour légitimer et consolider leur pouvoir.

Par exemple, en construisant un "traumatisme culturel" autour du Traité de Trianon (considéré comme une humiliation par les Hongrois), il se pose en sauveur et en défenseur d'une nation hongroise martyrisée dont il cherche à restaurer la grandeur et à qui il cherche à éviter un "second Trianon".

Dans un autre registre, il se pose ainsi en défenseur d'un modèle de famille traditionnelle et des valeurs chrétiennes. Cette narrative entre dans sa volonté d'influence nationale car il s'est attiré les sympathies dans l'église catholique locale, à l'image de l'évêque Laszlo Kiss-Rigó. Ce dernier est connu pour son soutien au parti Fidesz. En 2015, il a publiquement défendu les thèses du 1^{er} ministre Orbán et s'est même insurgé contre l'appel du pape à accueillir les réfugiés. Qualifiant les migrants d'invasisseurs, d'arrogants et de cyniques, il affirme que « [le pape ne sait pas de quoi il parle](#) ».

Afin d'ancrer définitivement ses idéologies conservatrices dans la société, le Fidesz a mis en place un écosystème de groupes de pression et d'influence dans le monde universitaire et culturel.

Ainsi, selon [le New York Times](#), « en 2021, le gouvernement a placé toutes les universités publiques, sauf cinq, sous le contrôle de fondations gérées par le secteur. Ces universités ont rejoint un écosystème croissant de 32 fondations et de groupes de réflexion, pour la plupart conservateurs et affiliés au gouvernement, qui ont reçu environ 3,5 milliards de dollars de fonds publics en 2020 ». Des think tank comme "Tihanyi Foundation" sont un exemple d'institutions privées chargées de former la future élite des intellectuels de droite.

Sur le plan sociétal, un autre think tank, notamment le Center for Fundamentaental rights (CFR) dirigé par Miklós Szánthó, un avocat lié au parti Fidesz, appartient aussi à cette galaxie d'intellectuels qui défendent les positions pro-gouvernementales. Sur son [site officiel](#), il considère « la préservation de l'identité nationale, de la souveraineté et des traditions sociales chrétiennes comme sa mission ». Ses experts apparaissent régulièrement dans les médias pro-gouvernementaux, publient des articles et des vidéos avec des discours contre les migrants et les homosexuels...

⁵ Toomey, Michael. (2018). History, Nationalism and Democracy: Myth and Narrative in Viktor Orbán's 'Illiberal Hungary'. New Perspectives. Vol. 26, No. 1/2018.

Une rhétorique xénophobe, anti-migration et anti-UE

Avec l'aide de cette formidable machine à propagande, le Fidesz a réussi à faire de l'immigration le principal sujet politique en Hongrie grâce à des campagnes continues basées sur une rhétorique incitant à la haine contre les migrants et les musulmans, des théories du complot et la désinformation.

En réponse à la crise migratoire de 2015, la Hongrie qui était plutôt un pays de transit, va construire un mur à la frontière sud du pays. Par la même occasion, le gouvernement de Viktor Orbán lance une campagne de communication anti-migrants qui selon Human Right Watch aurait coûté près de 16 millions d'euros. Visant à montrer un soutien populaire à ses idées et le caractère démocratique de ses actions, plusieurs consultations populaires seront organisées. Ces referendums qui ont été largement en faveur des idées de Orbán, ont tous été précédés d'une campagne intensive, avec une domination sans partage de l'espace informationnelle des messages gouvernementaux

Mais au-delà des déclarations et actions officielles, cette rhétorique est reprise sur les réseaux sociaux par d'autres acteurs proches du pouvoir et des think tank. En effet, utilisant des histoires et images diffusées auparavant par des médias appartenant au gouvernement russe ou des sites non vérifiés, ils mettent en garde contre "[une invasion de l'Europe par les migrants](#)".

Selon [le Center for Media, Data and Society \(CMDS\)](#), il existe « *un réseau national de trolls, de faux profils et de sites Facebook diffusant de la désinformation en Hongrie... Ce système bien construit comprend des fakes news, des images et des vidéos manipulées, et des discours haineux pour susciter la colère. Et bien sûr, l'accent est mis sur les réfugiés ... présentés comme brutaux et violents* ».

D'ailleurs, [lors des élections législatives de 2018](#), « *à deux semaines du vote, des milliers de panneaux publicitaires anti-migrants, théoriquement sans rapport avec la campagne, sont apparus. Ils représentaient une longue file de migrants, avec le mot STOP* » .

Image 4 : Panneaux d'affichage anti-migrants installés pendant la campagne électorale en Hongrie.



Source : Photo de Leonhard Foeger/Reuters

Beaucoup de théories du complot ont aussi été incorporées à cette campagne et présentaient la migration comme à un phénomène qui était non seulement encouragé, mais aussi activement financé et contrôlé. La principale cible de ces allégations était évidemment George Soros, homme d'affaires milliardaire américain d'origine judéo-hongroise, l'UE et accessoirement certaines organisations de la société civile indépendante.

Sur le plan judiciaire, une loi qui facilite l'interdiction des ONG soutenant les migrants et présentant un "risque pour la sécurité nationale" a été votée au parlement. Cet ensemble de lois dénommé "Stop Soros" cible clairement le milliardaire américain, lui-même originaire d'Hongrie, et sa fondation « Open Society ».

Parallèlement aux entraves judiciaires, une campagne de dénigrement et de diabolisation est lancée dans les médias et sur les réseaux sociaux contre George Soros et l'UE. Ce dernier, entre autres, est accusé d'influencer les leaders européens pour "lancer des projets d'immigration expérimentaux avec les pays africains ; ... d'introduire des quotas d'installation obligatoires ; ... [de réduire l'aide financière aux pays opposés à la migration.](#)"

Il serait aussi le chef d'un vaste réseau réunissant ONG, partis d'opposition, médias critiques et organisations internationales qui complotent pour prendre le contrôle de la Hongrie. Par exemple, en août 2013, l'hebdomadaire hongrois "Heti Válasz" a publié un article sur [les actions présumées du "réseau Soros"](#) en Hongrie. Par la suite, cet article fut repris par plusieurs autres organes pro-gouvernementaux qui l'ont développé pendant des mois avec des allégations de financements de multiples OSC dont la mission est de discréditer la Hongrie.

Est également visé l'Université d'Europe centrale (CEU) de Budapest (fondée par George Soros), qui est accusé par un site web très populaire "Origo" de se livrer à des fraudes en délivrant de faux diplômes. Ce site, autrefois réputé indépendant, a été racheté par Istvan Szaraz, un oligarque favorable au gouvernement qui l'a transformé en une machine de propagande.

Même dans les rues, des milliers d'affiches anti-Soros, avec en titre « Don't let Soros have the last laugh" ont été financés par le gouvernement. Les images du milliardaire ont bien sûr soulevé le courroux des associations juives car elles feraient référence à l'imagerie et aux caricatures antisémites des années 1930 et 1940.

Par ailleurs, surfant sur un sentiment grandissant de méfiance à l'égard des institutions européennes face à son impuissance à juguler les problèmes socio-économiques contemporains, plusieurs politiciens populistes ont commencé à afficher un euroscepticisme dans leur discours.

En Hongrie, en réponse aux critiques de l'UE face aux dérives du gouvernement qualifié d'incompatibles avec les valeurs démocratiques, ce dernier a lancé une véritable campagne de dénigrement des institutions européennes. En 2017, une consultation nationale intitulée « Halte à Bruxelles » a été lancée auprès des ménages avec plusieurs affirmations et allégations fausses d'un [point de vue factuel ou extrêmement trompeuses.](#)

Cette campagne a particulièrement visé Jean Claude Juncker (ancien président de la commission) et Frans Timmermans (vice-présidente de la commission). Ces deux personnalités ont vu leur image sur des affiches et posters les associant avec Soros, avec des légendes qui les accusent de tenter de promouvoir l'immigration illégale en Hongrie.

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES DANS LA ZONE INDO-PACIFIQUE

L'INDE ENTRE CONFRONTATIONS DE GROUPES SOCIO-POLITIQUES ET OPERATIONS D'INFLUENCE EXTERIEURE

L'Inde, une puissance régionale en quête d'une stature internationale

L'Inde est une ancienne civilisation millénaire qui s'est constituée et diversifiée au fil des invasions des Indo-Aryens, d'Alexandre le Grand, des musulmans, des mongoles, jusqu'à la colonisation européenne. Elle a ainsi appartenu à l'empire britannique des Indes qui comprenait le Bangladesh et le Pakistan actuel. L'Inde recouvre son indépendance en 1947, après une partition avec le Pakistan. Cette partition est d'ailleurs à l'origine de la 1^{ère} guerre indo-pakistanaise au sujet des territoires du Cachemire.

Avec l'accession de Nehru au pouvoir en 1947, des réformes sont engagées visant à faire entrer l'Inde dans l'ère de la modernité. Cette marche vers le progrès ne s'est plus arrêtée et aujourd'hui le pays figure parmi des nations émergentes. Elle est ainsi passée d'un pays traditionnel connu pour ses famines catastrophiques à une grande nation agricole et exportatrice de produits alimentaires, notamment grâce à la révolution verte. Parallèlement à l'agriculture, les secteurs des services (finance, informatique, etc.) et manufacturiers (textile, produits pharmaceutiques, acier, etc.) ont connu un pareil essor. En 2021, avec une population estimée à 1,3 milliards d'habitants, l'Inde est classée cinquième puissance économique mondiale en dollars courants avec un produit intérieur brut (PIB) de 3 050 Mds de \$ (FMI).

Fort de sa puissance économique et démographique, elle s'est érigée en pôle de puissance régionale et se lance aujourd'hui à la conquête du monde.

Sur la scène internationale, elle était surtout reconnue pour sa politique de non-alignement au cours de la guerre froide qui se caractérisait par une volonté de neutralité dans la rivalité Est-Ouest. Toutefois, ce principe semble avoir évolué aujourd'hui avec la diplomatie tous azimuts menés par les dirigeants actuels. Cette nouvelle vision géopolitique est plus ambitieuse et les priorités sont : le soutien au développement intérieur, la stabilisation des relations en Asie du Sud et [la consolidation des grands partenariats stratégiques](#).

En quête de puissance, l'Inde veut la reconnaissance internationale, surtout qu'elle évolue dans une sous-région asiatique en proie à beaucoup de rivalités, surtout avec la Chine et le Pakistan. La multiplication des conflits frontaliers et surtout l'état de belligérance permanent qui subsiste entre ces pays ont entraîné une course aux armements dans la sous-région. Ils disposent tous de l'arme nucléaire et l'Inde se classe aujourd'hui parmi les cinq plus grandes puissances militaires au monde.

Toutefois, ses immenses réalisations socio-économiques ne doivent pas faire oublier les problèmes sociaux internes auxquels elle doit faire face. L'Inde reste encore un pays très inégalitaire (énormes disparités de revenus et de richesses), avec une société où subsistent beaucoup d'archaïsmes (système des castes, place des femmes, conflits religieux et ethniques, etc.)

Les défis restent donc très nombreux et il s'agira pour le pays de montrer sa capacité à améliorer ses indicateurs de développement humains et à exercer son influence au-delà de l'Asie. En attendant, le gouvernement actuel tenu par le nationaliste hindou Narendra Modi Modi et son parti le Bharatiya Janata Party (BJP) font face à toutes ces problématiques qui sont sources de tensions internes et externes. Les rapports de forces qui émergent de la confrontation entre le

gouvernement indien et des acteurs locaux ou internationaux se jouent aussi dans la sphère informationnelle.

Les problématiques de politique intérieure : Confrontation entre groupes sociaux et politiques

La machine de propagande du BJP

Comme résumé dans l'article « *Disinformation : A New Type of State-Sponsored Violence* » du India Forum du 20/09/2021, « *Si les tentatives du parti au pouvoir pour contrôler les médias et les messages ne sont pas nouvelles en Inde, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est l'utilisation des nouvelles technologies pour "gérer" et exercer un "contrôle centralisé" afin de diffuser la désinformation dans le but de harceler et d'intimider les critiques.* ». En effet depuis son arrivée au pouvoir, le BJP et son leader ont mis en place une formidable machine médiatique à des fins de propagande « pro-BJP » et de désinformation sur ses adversaires.

Dans les médias traditionnels, le parti au pouvoir dispose de tout un réseau d'une douzaine de chaînes d'information nationales et régionales, connu sous le nom péjoratif de « GODI media » en raison de leurs contenus tendancieux et souvent partisan.

Il n'est pas utile de préciser que l'Inde apparaît aujourd'hui comme, le pays d'ingénieurs, réputé mondialement pour ses entreprises de services informatiques. Elle démontre l'ambition de jouer un rôle central dans les domaines de l'innovation et des nouvelles technologies et de devenir un acteur majeur de la « révolution » start-ups grâce à ses coûts peu élevés.

Sur les réseaux sociaux, Modi et ses partisans sont très présents et actifs. Ils doivent, en grande partie, leur arrivée au pouvoir à un activisme sur ces plateformes en ligne.

En son sein, le BJP dispose d'une cellule informatique du (BJP IT Cell) qui a créé un formidable réseau composé milliers de groupes WhatsApp où sont véhiculés des messages du parti via les smartphones. Toutefois, selon une étude réalisée, ce réseau a permis de manipuler les tendances sur Twitter par le biais de publications de masse coordonnées. En effet, dans le cadre de leur enquête, les auteurs ont « rejoint près de 600 groupes WhatsApp pro-BJP et ont pu découvrir des preuves de 75 campagnes de manipulation d'hashtag sous la forme de messages de mobilisation contenant des listes de tweets pré-rédigés ».

Toujours en termes de manipulation, une enquête du media d'investigation «the wire » a mis à jour l'utilisation par les milieux proches du BJP de "Tek Fog" qui est une application très sophistiquée capable de contrôler les tendances (trends) les plus discutées sur Facebook ou Twitter. Cette application a permis, en contournant les protections mises en place, de « *gonfler artificiellement la popularité du parti, harceler ses détracteurs et manipuler les perceptions du public à grande échelle sur les principales plateformes de médias sociaux* ». A titre d'exemple, ce procédé aurait permis au mois d'avril 2020 de « [publier 50 000 messages contenant le même mot clé en 30 minutes](#) ».

Tout cela est rendu possible par un accès aux données privées des populations. Ainsi, en mars 2008, un pirate informatique français connu sous le pseudonyme de Elliot Alderson a affirmé que l'application mobile de Modi (NaMo app) envoyaient les données personnelles des utilisateurs (adresse électronique, photo, sexe, nom, etc.) à un domaine tiers (une société américaine de solutions de marketing mobile appelée CleverTap). Ces allégations ont été confirmées par le site de fact-checking « Alt News ». Alors qu'il est illégal de partager des données sans consentement, le BJP a tenté de se justifier en déclarant que « les données sont utilisées à des fins d'analyse par un service tiers, similaire à Google Analytics ».

Le gouvernement indien est aussi cité dans l'affaire "Pegasus", avec près de mille personnes qui auraient été espionnées dont des militants des droits de l'homme, journalistes, avocats, académiciens, hommes d'affaires, politiciens de l'opposition, ... Malgré les injonctions de la cour suprême qui a lancé une enquête indépendante sur les faits, le gouvernement refuse de confirmer ou non les accusations portées contre lui au nom de la sécurité nationale.

Indépendamment de ses organes, le BJP a mis en place une armée de cyberactivistes, comme le groupe de trolls WhatsApp BJP "Cyber Army 400+". Ces derniers relaient des fausses informations comme la collusion entre les terroristes et le parti de son principal opposant. Dans étude, un utilisateur du portail « Reddit » du nom de « /u/on osmosis » a mis en évidence plus de 18 mille comptes twitter répandant des fakes news pour le compte du BJP. Ces résultats viennent confirmer une étude antérieure de la BBC qui a mis en évidence que les comptes publiant des fakes news sont plus dans l'environnement progouvernemental.

Ces plateformes en ligne servent aussi à soigner l'image de Modi et le présenter comme un réel leader populaire et aimé du peuple. Cependant, cette popularité sur les médias en ligne est à prendre avec certaines précautions. Sur Twitter, par exemple, afin de montrer sa popularité, le Premier ministre indien a été accusé d'user de faux followers pour gonfler les chiffres. En effet, un audit de Twitter révèle que 60% des 41 millions de followers qui le suivent sont faux, [soit près de 25 millions de faux comptes](#).

La campagne antimusulmane

Depuis les indépendances et la partition avec le Pakistan, les Hindous sont la population majoritaire, - qui coexiste avec une minorité musulmane (environ 14,2 % de la population). Ces deux communautés ont souvent des rapports antagonistes qui débouchent parfois sur de violences. Ces dernières années, avec l'arrivée au pouvoir du parti de droite nationaliste hindoue Bharatiya Janata Party (BJP), les tensions se sont aggravées. Cette situation a même dégénéré en février 2020, lors des émeutes de New Delhi qui a mis aux prises communautés musulmanes et milices hindous. Ces violents affrontements intercommunautaires ont fait officiellement 32 morts et 200 blessés dans des quartiers musulmans. Le gouvernement est non seulement accusé de n'avoir rien fait pour arrêter les violences, mais plus grave d'avoir attiser la haine. En effet, la communauté musulmane est sujette à une campagne de haine et désinformation de la part des nationalistes Hindou, avec la complicité ou le déni, actuellement au pouvoir. [Cette campagne mise en œuvre aussi bien dans les médias traditionnels que les réseaux sociaux](#), « *fonctionne comme une machine bien huilée qui présente une complexité interne et laisse au parti au pouvoir une grande marge de manœuvre pour un déni plausible lorsque ses partisans ont recours au meurtre* ».

Également Human Right Watch, dans un rapport incriminant le gouvernement, a accusé « les dirigeants et les partisans du BJP ... de discréditer les manifestants, en particulier les musulmans, en les accusant de conspirer contre les intérêts nationaux ». Dans ce même rapport, le gouvernement est aussi accusé d'alimenter l'islamophobie avec certains responsables du BJP qualifiant les rassemblements musulmans de "crime taliban" et de "corona terrorisme".

Plus récemment, à l'occasion de la pandémie mondiale du COVID, des rumeurs d'infection intentionnelle des Hindous par les musulmans sont apparues sur les réseaux sociaux. Il en a résulté le refus d'accès aux musulmans à certains établissements résidentiels et hôpitaux par exemple. Ces rumeurs seraient le fait « des partisans des groupes Hindutva et du parti au pouvoir sur WhatsApp et d'autres médias sociaux » qui inondent les réseaux sociaux « de questions, d'images, de GIF et de discours de politiciens chargés de désinformation ».

D'autres théories du complot selon lesquelles les musulmans chercheraient à courtiser les femmes hindoues dans l'intention de les convertir à l'Islam se sont répandues dans la société indienne. Ce phénomène connu sous le nom de « love Jihad » n'est pas nouveau en soi et peut s'assimiler aux théories du « grand remplacement ». Cette peur de voir l'identité et la majorité hindoue disparaître sous l'effet d'une augmentation du nombre de musulmans a été instrumentalisée et amplifiée ces dernières années. Dans les milieux politiques et des nationalistes Hindous, de véritables campagnes de désinformation et d'intimidation coordonnées sont menées.

Au niveau politiques des lois visant à freiner les mariages interreligieux et les conversions forcées sont encouragées et promulguées dans certains états. Des brigades hindoues se sont même constituées pour empêcher par tous les moyens les mariages interreligieux. Leurs tactiques reposent sur l'intimidation, soit par des menaces, soit en s'attaquant physiquement aux cérémonies de mariage ou en appelant à des "crimes d'honneur".

Des groupes essentiellement liés aux groupes suprématistes hindous (Sangh Parivar) répandent de fausses informations selon lesquelles « les hommes musulmans utilisent la "sorcellerie" pour retourner les filles hindoues contre leur famille, ou que les musulmans sont des "prédateurs sexuels" qui s'en prennent aux femmes hindoues, ou encore que [l'Inde sera une "nation islamique" d'ici 2060.](#) »

Image 5 : marche contre le "love jihad" dans la ville occidentale d'Ahmedabad en 2018



Source : Getty image

Sur le plan économique, un boycott contre la certification halal des aliments emballés et les restaurants qui servent de telles nourritures, a été lancé sur les réseaux sociaux. Les groupes nationalistes hindous ont propagé des rumeurs qui accusent les musulmans de cracher sur la nourriture pour le rendre Halal. Par la même occasion, ils ont publié une liste de restaurants appartenant à des non-musulmans, en affirmant qu'ils offraient une nourriture sans crachat.

1) La campagne naxaliste

L'insurrection naxaliste est un mouvement maoïste qui est apparu en 1967 lors d'une révolte paysanne dans le village de Naxalbari au Bengale occidental et s'est répandu dans les États centraux du Bihar, de l'Orissa et de l'Andhra Pradesh. Leurs récurrentes attaques contre les forces gouvernementales ont conduit l'ancien premier ministre Manmohan Singh, en 2006, à décrire ce mouvement comme le "plus grand défi jamais posé à la sécurité intérieure" de l'Inde. En plus des réponses cinétiques qui n'arrivent pas à bout de cette rébellion, le gouvernement indien est aussi engagé dans une guerre informationnelle.

Lors des manifestations anti-naxalites de 2005 dans le district de Bijapur, les autorités y virent un opportunité de mettre à mal l'influence de ce mouvement « en transformant de façon spectaculaire ces réunions de protestation locales en raids contre des villages considérés comme pro-naxalites, et en permettant aux manifestants de fonctionner comme des milices connus sous le nom de Salwa Judum » (Rapport « Being Neutral is Our Biggest Crime » - HRW 2008).

Ensuite, le gouvernement s'est lancé dans une campagne médiatique anti-naxaliste afin de les affaiblir, contrer leur propagande et convaincre la population des méfaits de l'extrémisme de gauche. Cela se traduit par la diffusion de spots dans les médias montrant les destructions

d'infrastructures vitales (ponts, chemins de fer, antennes téléphoniques, écoles...) causées par les maoïstes, avec cette question posée à la fin : Qui est contre le développement ?

D'autres opérations de communications mettent aussi en lumière des anciens membres du mouvement qui se sont rendus et racontent en détail leurs désillusions. Des rumeurs sont aussi lancées sur les règles au sein de la guérilla qui interdiraient le mariage et forceraient les hommes à pratiquer la vasectomie.

Les pratiques de guerres économiques en Inde

Les affrontements informationnels dans les contrats d'armement

L'Inde évolue dans un contexte sécuritaire - qui est caractérisé par des tensions et rivalités avec - le Pakistan, qui en fait l'un des plus grands importateurs d'armes au monde. Comme indiqué dans une note parlementaire, « *En 2019, le gouvernement a finalisé une feuille de route prévoyant de dépenser 130 milliards de dollars pour moderniser les forces armées et renforcer les capacités afin de contrer efficacement les défis posés par les pays voisins comme le Pakistan et la Chine* ». A cet effet, elle passe des contrats avec de nombreux pays et/ou compagnies pour moderniser son armée. Toutefois, devant la volonté affichée de faire émerger une base industrielle et technologique de défense (BITD) indienne et ne plus dépendre de l'extérieur, le 1^{er} ministre Narendra Modi a lancé l'initiative « Make in India ». Dans ce cadre, l'Inde a institué des clauses de transferts de technologies, mais aussi une clause de compensation qui veut qu'au moins 30% de la valeur du marché soit sous-traité localement.

Des mesures de limitation des achats auprès de fournisseurs étrangers pour certains équipements ont été prises. Derrière toute cette volonté politique et ce cadre légal, plusieurs manœuvres visant à remettre en cause ces contrats sont observées. Comme le révèle l'article « *Apart from FDI limit increase, Modi govt's defence reforms won't boost 'Make in India'* » (The print -17 mai 2020), « *l'Inde est connue pour ses retards dans la prise de décision, ..., ses annulations d'appels d'offres et les exigences qualitatives déraisonnables de ses forces armées* ». Ainsi, le ministère de la défense a annoncé l'annulation de deux appels d'offres de l'armée avec les Emirats Arabes Unis et la Corée du Sud, d'une valeur d'environ 2,5 milliards de dollars, pour des fusils et des systèmes de missiles de défense aérienne (SPAD-GMS) au profit d'une commande locale. C'était le souhait d'un lobby de plusieurs entreprises indiennes qui avait écrit au ministre de la Défense, pour demander que leurs produits soient placés sur un pied d'égalité dans le segment des armes légères.

Il existe aussi des affaires de corruption qui entraînent des annulations de contrat, comme ce fut le cas de l'acquisition en 2010 de 12 hélicoptères de transport VVIP (Very Important Person) achetés à AgustaWestland et qui se sont révélés incapables de voler aux hautes altitudes requises pour traverser l'Himalaya. Dans cette affaire, un scandale de corruption avait éclaté quand il a été prouvé que la firme avait remporté l'appel d'offres en soudoyant des fonctionnaires indiens pour manipuler les spécifications de l'appel d'offres en leur faveur. Le marché a ainsi été annulé.

L'annulation du contrat de 600 millions de dollars en 2007 pour l'achat de 197 hélicoptères à Eurocopter illustre bien ces manœuvres. Alors qu'elle avait remporté l'appel d'offre, le gouvernement indien a décidé de son annulation. Officiellement, des écarts importants avaient aussi été constatés avec les spécifications techniques mentionnées dans le contrat. Des allégations de corruption dans la procédure d'appel d'offres ont aussi surgi avec des liens présumés entre un général de l'armée et des agents indiens d'Eurocopter. Sous couvert d'anonymat, un responsable de la Commission centrale de vigilance a aussi révélé une plainte de Bell Helicopter qui dénonçait les motifs de son éviction de l'appel d'offre.

Aujourd'hui, c'est l'accord signé en 2016 avec la France pour l'acquisition de 26 avions Rafales et qui est sujet à des polémiques. Déjà critiqué pour son coût, les révélations de François

Hollande dans Mediapart en 2018 faisant état « des pressions sur Dassault pour qu'elle s'associe à la société indienne Reliance Defence » ont soulevé un scandale en Inde. Les parlementaires de l'opposition ont demandé une enquête détaillée sur l'accord, alléguant le favoritisme, la mauvaise gestion des fonds publics et la mise en danger de la sécurité nationale. Ces allégations furent réfutées aussi bien par le 1^{er} ministre que le gouvernement français. En 2021, toujours Mediapart affirme que « Dassault Aviation et Thales ont versé des millions d'euros à Sushen Gupta, un intermédiaire indien, pour influencer le marché des avions de chasse ». Ce que dément l'entreprise qui a déclaré avoir agi dans le strict respect de la législation anti-corruption française (la loi Sapin 2). L'affaire a été emmenée devant les tribunaux avec une décision finale de la cour suprême qui a rejeté toutes les charges.

La « diplomatie de la pharmacie » de l'Inde

L'industrie pharmaceutique en Inde est la 3^{ème} plus large industrie au monde (en termes de volume) et le plus grand pourvoyeur de médicaments génériques. Cette capacité à fournir des médicaments abordables et conformes aux normes de qualité sur les marchés mondiaux est bien exploitée par l'Inde dans ce qu'il convient d'appeler « la diplomatie de la pharmacie ». Lors de la pandémie du VIH/sida, alors que les grands producteurs pharmaceutiques avaient exigé des prix excessivement élevés pour ces médicaments, l'Inde est venu en aide aux pays africains en fournissant des médicaments antirétroviraux à des prix abordables.

Ce choix commercial est attaqué par les grandes firmes occidentales, notamment sur les aspects de propriétés intellectuelles, de brevets et de qualité des produits. L'UE envisage désormais de subordonner toute importation de produits pharmaceutiques à des inspections préalables des installations de fabrication. Face à cette nouvelle législation qui compliqueraient ses exportations, l'Inde a entamé des campagnes de lobbying et de dénonciation. Ainsi, l'industrie pharmaceutique indienne pointe du doigt le lobby des grands groupes européens, plus spécifiquement l'EFPIA (Fédération européenne d'associations et d'industries pharmaceutiques). Cette dernière est accusée de faire pression sur la commission européenne pour saper la compétitivité de l'Inde. De même aux USA, l'association India Brand Equity Foundation (IBEf), et la Indian Pharmaceutical Alliance (IPA), tous deux soutenues par le gouvernement indien se sont vivement opposés face à ce qu'elles qualifient de « *campagne de dénigrement orchestrée par l'American Enterprise Institute (AEI) contre l'ensemble de l'industrie pharmaceutique indienne* », avec pour l'objectif est de ternir son image.

Aussi, afin de soigner son image, l'Inde a engagé une offensive informationnelle avec des initiatives telles la campagne "Brand India Pharma" dont les objectifs sont de : contrer les perceptions négatives de son secteur pharmaceutique ; promouvoir le concept de « pharmacie du monde ».

Dans les affrontements au sujet des brevets, l'Inde a été déjà attaqué, en justice par des firmes telles que "Novartis" et "Bayer" mais pour l'instant sans succès. En riposte, elle a lancé, en coordination avec des ONG comme "Médecin Sans Frontière", une campagne visant à faire pression sur ces groupes pharmaceutiques. Un exemple est la campagne dénommée "Drop the Case" contre "Novartis" qui a rencontré un succès mondial, avec plus de 500 milles signatures recueillies.

Image 6: Campagne “Drop the Case”



Source : image de MSF, Access campaign

Dans le contexte actuel de la pandémie du COVID et toujours dans le cadre de cette “ guerre des brevets”, l’Inde joue un rôle prépondérant dans le mouvement mondial d’abandon des brevets par les grands groupes pharmaceutiques occidentaux. Avec l’Afrique du Sud, elle a introduit une demande de dérogation aux règles de l’Accord de l’OMC sur - la propriété intellectuelle (l’ADPIC) afin de permettre aux fabricants de vaccins génériques ou autres de produire davantage de vaccins. Elle est soutenue par des dizaines de pays en développement mais doit faire face à l’opposition des pays développés. Ces derniers ont d’ailleurs été accusés par l’Inde pour leur « nationalisme vaccinal » en s’accaparant toutes les doses disponibles sans penser aux autres. Ces campagnes de dénonciation ont été largement relayées dans la presse indienne. Un ex-ambassadeur indien, dans une tribune écrite , a dénoncé le fait que « *en monopolisant l’approvisionnement en vaccins, les pays développés jettent les bases d’une crise humanitaire mondiale* ».

Les opérations d’influence de l’Inde sur la scène internationale

Après une enquête, l’ONG *EU Desinfo Lab* a révélé en 2019 « une vaste opération d’influence menée par l’Inde pendant 15 ans en s’appuyant sur plus de 750 faux médias, des dizaines d’ONG fantômes, des politiciens et think tank, etc. » Au centre de ce réseau, des acteurs indiens servant les intérêts du gouvernement et du premier ministre Narendra Modi dont « *Srivastava Group* » un conglomérat d’entreprises et *Asian News International*, la plus grande agence de presse vidéo d’Inde. Plus précisément, il s’agissait d’accroître le soutien international au profit de l’Inde auprès d’organisations internationales tels que l’ONU et l’UE, tout en dénigrant le Pakistan et la Chine.

En effet, cette enquête a mis à jour comment ce réseau avait influencé des membres du Parlement européen pour qu’ils écrivent des articles d’opinion soutenant la position du gouvernement indien, souvent contre le Pakistan ou la Chine, qui étaient ensuite publiés sur les sites web d’information fictifs.

Image 7 : schéma récapitulatif des opérations du groupe Srivastava



Source : EU DisinfoLab

Par ailleurs, le média canadien « Global News », sur la base d'un document gouvernemental très sensible , a révélé que « *les services de renseignement indiens ont tenté d'utiliser l'argent et la désinformation pour influencer secrètement des politiciens canadiens* », pour soutenir les intérêts du gouvernement indien. Dans cette affaire, un ressortissant indien a même comparu devant les tribunaux pour des accusations d'espionnage. Tout en niant les faits, il a reconnu avoir été approché par les services de renseignement de son pays pour des actions de lobbying ; ce qu'il aurait refusé. Apparemment, comme il en est ressorti du dossier, une de ses tâches était entre de convaincre les politiciens que des fonds d'aide canadien au Pakistan servaient à soutenir le terrorisme.

Une autre affaire, publiée par le Deccan Herald, révèle que la technologie d'une société américaine a été espionnée par le gouvernement indien.

En effet, en 2021 des chercheurs de la société de cybersécurité russe *Kaspersky* ont révélé une campagne de cyber-espionnage ciblant les ordinateurs Microsoft Windows dans des entités gouvernementales et de télécommunications en Chine et au Pakistan, entre juin 2020 et avril 2021. Un logiciel pirate dénommé « Bitter APT » développé par la société « Exodus Intelligence » était utilisé pour effectuer cet espionnage. La société Exodus Intelligence a reçu une commande de la part du gouvernement Indien initialement pour protéger certains flux de données contre des attaques de pirates informatiques.

L'enquête a révélé que l'Inde a modifié, à travers ses sous-traitants, le programme source pour attaquer le système d'exploitation Windows sur lequel ce logiciel pourrait être installé.

L'INDONESIE FACE LA MONTEE EN PUISSANCE DES MANIPULATIONS DE L'INFORMATION DANS LE JEU POLITIQUE

L'Indonésie, un archipel leader de l'Asie du Sud-Est

L'Indonésie est un archipel de l'Asie du Sud-Est Pays composé de 17500 îles et positionné stratégiquement entre l'Asie et l'Australie. La dimension maritime de ce pays qui donne à la fois sur les océans Indien et Pacifique n'est plus à démontrer. Elle est au carrefour des principales voies maritimes et un acteur important du commerce international.

L'histoire de l'Indonésie s'est faite sur des peuplements successifs qui remontent depuis les temps anciens. C'est d'ailleurs sur ce territoire que fut découvert les ossements d'un ancien spécimen de la race humaine, connu sous le nom de « Homme de Java ». L'Indonésie actuelle est héritière de plusieurs royaumes (royaumes sumatranais, javanais, balinais, ...) qui apportèrent diverses civilisations et religions dont le bouddhisme et l'islam.

Le pays connut diverses colonisations : d'abord les Portugais dès 1500 puis les Hollandais à partir de 1600. Au cours de la deuxième guerre mondiale, les Japonais mirent fin à ce système colonial européen en envahissant et occupant l'île. Le pays n'accéda à l'indépendance qu'à la fin de la guerre et quelques jours après la capitulation de l'empire japonais (Le 17 août 1945). Les débuts de la république furent difficiles, avec une série d'instabilités politiques qui vont entraîner des coups d'état. La fin du long règne du général Suharto (1966-1998) qui démissionnera à la suite de manifestations populaires, va permettre l'instauration d'une démocratie plus ouverte.

Depuis, des évolutions significatives sur le plan politique et économique peuvent être observées à la suite d'une multitude de réformes. Le pays, au cours de cette nouvelle ère politique va se transformer pour devenir un pays émergent. Sous l'effet d'une croissance économique élevée et régulière, en vingt ans, elle a multiplié par quatre son PIB et divisée par deux son taux de pauvreté par habitant.

Au plan international, l'Indonésie fait partie des cinq membres fondateurs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) créée en 1967 et dispose d'atouts pour être une puissance géopolitique. En effet, en plus de sa position géostratégique, elle est membre du G20, 1^{ère} économie de l'ASEAN, le plus grand pays d'Asie du Sud-Est et quatrième population mondiale, plus grand pays musulman du monde...

Toutefois, les défis tant internes qu'externes demeurent et sont nombreux :

- Sur le plan interne, le principal défi reste celui de l'unité nationale. Nous assistons à une persistante des volontés séparatistes de certaines provinces et territoires. Déjà en 1999, après plusieurs années de conflits, le Timor Oriental obtint l'indépendance à la suite d'un referendum d'autodétermination. Aujourd'hui, le conflit en Papouasie de l'Ouest fait régulièrement l'actualité. De manière générale, les différents pouvoirs qui se sont succédé font régulièrement face à des conflits persistants entre les communautés ethniques et religieuses, au terrorisme, à l'instabilité économique, etc.
- Sur le plan international, l'Indonésie n'échappe pas à la conflictualité qui règne dans la sous-région, principalement autour des questions de souveraineté sur la mer de Chine méridionale. Sur ce sujet, elle est en prise avec la Chine dont les revendications territoriales chevauchent la zone économique exclusive des îles Natuna d'Indonésie. Elle est aussi opposée à la Malaisie dans un conflit de frontière maritime au niveau de la mer de Sulawesi.

En définitive, l'Indonésie reste un pays en plein essor depuis son processus de démocratisation des années 1990. Elle dispose de plusieurs atouts pour affirmer sa puissance au niveau sous-régional et mondial. Elle doit cependant réussir le pari de l'unité et de la stabilité nationale dans un pays où la peur d'un retour vers les vieux démons autoritaristes reste toujours présente dans

les esprits. Les enjeux électoraux prennent donc une grande importance et créent une ambiance très conflictuelle propice à la désinformation et à la manipulation de l'opinion.

L'usage de la désinformation et les enjeux électoraux

En Indonésie, les opérations coordonnées de désinformations et manipulations de l'opinion menées par le gouvernement et les autres acteurs politiques sont manifestes au moins depuis les élections présidentielles de 2014. (Freedom of the Net, 2019). En avril 2019, Facebook a annoncé avoir supprimé 234 comptes, pages et groupes indonésiens de Facebook et Instagram pour avoir, de manière coordonnée, diffusé des fausses informations sur internet. Ces personnes utilisaient de faux comptes et publiaient fréquemment des informations locales et politiques, notamment sur des sujets tels que les élections à venir, les fraudes électorales présumées, les opinions des candidats et les écarts de conduite présumés de personnalités politiques.

Cet exemple met en exergue l'utilisation à grande échelle de la désinformation dans la vie politique indonésienne. Ce phénomène est d'autant plus complexe et sérieux qu'il est exacerbé par des rivalités politiques de plus en plus extrêmes, le sectarisme et la montée du conservatisme religieux. L'essor des réseaux sociaux offrent aux personnalités politiques, des plates-formes pour partager des slogans et mobiliser leurs partisans, mais aussi provoquer et calomnier les rivaux.

Pour cela, les politiciens paient les services d'armées en ligne chargées de faire leur propagande et mettre en œuvre leurs opérations de désinformations. Ces groupes connus sous le nom de "Buzzer teams", avec de faux ou vrais comptes, amplifient les messages et créent des "buzz" sur les réseaux sociaux. Par leurs activismes, ces équipes influencent les populations et les médias indonésiens qui se réfèrent souvent aux hashtags tendance comme des baromètres de l'opinion nationale.

Le gouvernement, malgré les promesses de lutte contre ce phénomène, semble aussi employer de telles tactiques. Des témoignages pointent du doigt des équipes pro gouvernementales qui utilisent des comptes twitter (@lasMardiyah, par exemple) affichant « un flux constant de messages gouvernementaux et de propagande pour le président Joko Widodo - principalement des retweets sur les infrastructures et les succès diplomatiques de l'Indonésie, ou sur la nécessité de protéger l'unité nationale ». Pour confirmer ces accusations, une enquête du site d'investigation DFRLab sur l'élection présidentielles de 2019 a mis en évidence une utilisation de comptes spams qui postaient de manière répétée des hashtags pro-Jokowi. Par exemple, en un mois, l'hashtag #JokowiLagi aurait reçu environ 25 % des tweets provenant d'applications automatisées.

Au cours de la campagne présidentielle de 2019, de nombreuses fausses informations ont circulé et ont été alimentés par les partisans du président Joko Widodo et de son rival Prabowo Subianto. Le premier était présenté comme chrétien ou communiste, tandis que le second était accusé de vouloir supprimer l'armée ou encourager la polygamie.

Au-delà des deux candidats, les institutions telles que la cour constitutionnelle ou la commission électorale ont fait l'objet de canulars. Ainsi, une vidéo démentie par la suite mais qui a fait l'objet de plus de 17 milles tweets, a mis en scène la saisie dans un port de Jakarta de millions de bulletins de vote pré-marqués en provenance de Chine. Même après les élections et la victoire du président sortant, des tentatives de tronquer les résultats des élections et induire les populations en erreur ont été observées, comme nous le révèle des enquêtes de l'AFP Fact Chek.



Source : AFP Fact-Check

Les campagnes de haine et d'intolérance religieuse en ligne

L'utilisation croissante de la désinformation sur les réseaux sociaux ont contribué à amplifier l'intolérance religieuse. Malgré une tradition d'islam modéré, le conservatisme gagne du terrain en Indonésie. Il est alimenté par un nombre croissant de groupes et de leaders conservateurs charismatiques et très efficaces dans l'usage des réseaux sociaux pour diffuser leur idéologie mais aussi des campagnes de haine.

Des organisations islamiques extrémistes, à l'instar du *Muslim Cyber Army* (MCA) s'inscrivent dans cette logique d'attiser la polarisation et l'intolérance ethnique et religieuse en ligne. Bien qu'ayant débuté légalement par des revendications politiques, ce groupe a progressivement plongé dans des activités illicites, avec tout un réseau d'organisations satellites utilisant différents noms du MCA tels que les « Family MCA », « United MCA », « Special Force MCA », « Muslim Sniper », etc... Une dizaine de cyberactivistes de ces groupes ont d'ailleurs été arrêtés par la police pour avoir mené clandestinement des opérations coordonnées d'hacking et de désinformation. Ils sont, entre autres, accusés « de diffuser des « fake news » et des discours de haine pour attiser les schismes religieux et ethniques, attiser la paranoïa à l'égard des homosexuels, des communistes présumés et des Chinois... ». Ces faits sont corroborés par une enquête indépendante du Guardian qui a permis de découvrir un système de centaines de bots, de faux comptes et de comptes semi-automatisés, « créé dans le seul but de tweeter des contenus et des messages incendiaires destinés à amplifier les tensions sociales et religieuses ». Ils sont aussi accusés de pratiquer de l'intimidation, à travers une surveillance des réseaux sociaux pour identifier les présumés blasphémateurs en ligne, les harceler et demander la suppression des comptes incriminés. Pour cela, ils ont recours au doxing pour infiltrer les comptes d'autres utilisateurs afin de publier des informations à caractères personnels de leurs ennemis, ainsi que leurs adresses et numéros de téléphone.

Afin de donner la réplique aux groupes radicaux, des organisations pro-gouvernementales et anti-islamistes se sont mobilisées en ligne et hors ligne. Ils diffusent des contenus promouvant la tolérance et le pluralisme en coordination avec des associations musulmanes plus tolérantes telles le « Muslim organisation Nahdlatul Ulama » (NU). Toutefois, dans un registre moins officiel, certains de ces militants seraient accusés d'utiliser les mêmes armes de désinformations que les islamistes afin de discréditer des figures connues des milieux radicaux (fausses accusations, doxing, images photoshoppées).

Les affrontements informationnels sur le conflit en Papouasie de l'Ouest

Le long conflit entre le gouvernement central d'Indonésie et le mouvement séparatiste de libération de la Papouasie occidentale empoisonne la vie politique du pays depuis l'indépendance et peine à être résolu, malgré les engagements des pouvoirs successifs. Ces dernières années, le conflit s'est aggravé avec une radicalisation des positions et un regain des opérations militaires de part et d'autre.

Toutefois, loin des rhétoriques et discours officiels, les deux camps ont recours à des méthodes de désinformation visant à promouvoir une certaine image de leurs adversaires et influencer les opinions sur leurs perceptions du conflit.

Facebook a ainsi supprimé 69 comptes Facebook, 42 pages et 34 pages Instagram en lien avec un réseau actif de bots diffusant des contenus pro-gouvernementaux sur internet. L'existence de tels réseaux a aussi été constatée sur les autres principales plateformes telles Youtube et Twitter. Ces derniers utilisaient des noms ou hashtags (#FreeWestPapua, #WestPapuaGenocide, #WestPapua et #fwpc) en apparence en faveur du mouvement séparatiste, mais redirigeaient les internautes vers des sites hors plateforme qui affichaient des contenus diabolisant les indépendantistes ou vantant les actions du gouvernement indonésien dans la région.

Malgré les tentatives de dissimuler leurs identités, le site d'investigation « Belingcat » a pu prouver l'implication d'un cabinet de conseil en communication InsightID, basé à Jakarta, comme étant les auteurs de cette opération.

De même, une enquête de Reuters a révélé un réseau de sites web financés et coordonnés par l'armée qui publie de la propagande pro-gouvernementale sous couvert d'informations indépendantes. Cette information a été démentie par le gouvernement. Toutefois, à l'aide du logiciel « *Domain Tools* », Reuters a pu identifier 10 de ces sites Web se présentant comme des organes de presse indépendants mais qui sont en réalité enregistrés sous un numéro de téléphone mobile appartenant à un caporal du service information de l'armée indonésienne du nom de Yunanto.

Du côté du mouvement de libération de la Papouasie occidentale, les stratégies visent essentiellement à :

- Mener des actions diplomatiques pour une reconnaissance internationale ;
- Mettre en lumière les atteintes aux droits humains, les repressions violentes et autres atrocités commises par le gouvernement indonésien.

Les mouvements indépendantistes mènent des campagnes de lobbying en direction du reste du monde et principalement dans la zone pacifique. Cette stratégie rencontre peu de succès car, à l'exception de Vanuatu qui affiche un soutien clair, les autres pays restent silencieux à cause du poids de l'Indonésie dans la sous-région. En revanche, les campagnes de dénonciation sont nombreuses, majoritairement portées par des ONG. Par exemple, la Coalition internationale pour la Papouasie (ICP) qui se définit comme « une coalition internationale d'organisations confessionnelles et organisations de la société civile qui s'attaquent à la grave situation des droits de l'homme en Papouasie occidentale » publie régulièrement [des rapports à charge contre le pouvoir de Jakarta](#).

Ce militantisme et cette mobilisation du peuple papou se traduit également par des manifestations de rue, des pétitions auprès des pays et des organisations internationales et sur les réseaux sociaux. Des sites en ligne comme « West Papua Media Alerts » présents sur Facebook et Twitter se présentent leur objectif comme étant « *de rapporter les dernières nouvelles de la Papouasie occidentale, vérifiables de manière indépendante* ». Une autre initiative en ligne qui demandait aux internautes du monde entier de poster leur photo avec l'hashtag #LetWestPapuaVote, a été un large succès.

Profitant du soutien mondial accordé au mouvement « Black Live matters », les associations de libération du peuple papou ont compris l'intérêt d'assimiler leur combat à une lutte contre le racisme institutionnel de Jakarta à leur égard. Le slogan « Papuan Lives Matter » a vite émergé sur les réseaux sociaux pour donner une nouvelle impulsion au combat de ces populations qui, pour certains, revendiquent leur origine noire.

Dans la même veine, à la suite d'une vidéo montrant l'intervention musclée de militaires indonésiens sur un adolescent papou, des publications en ligne ont vite fait un lien avec le meurtre de George Floyd aux Etats-Unis dans des conditions similaires. La médiatisation de cette scène avait d'ailleurs poussé le gouvernement à formuler des excuses publiques.

Image 10 : Montage image entre le meurtre de George Floyd et celle de deux policiers militaires indonésiens piétinant la tête d'un adolescent papou sourd, dans la région de Merauke le 26 juillet 2021

Kekerasan warga disabilitas di Merauke, Danlanud dan Dansatpom dicopot

Reporter: Admin Jubi

July 29, 2021

10:47 am



Source : [Tabloid Jubi](#)

Il faut toutefois reconnaître que ces milieux pro-indépendances s'adonnent aussi à de la désinformation. Le site *AFP Fact-check* a démontré des manipulations d'images et de vidéos tendant à montrer la gravité des émeutes contre le statut d'autonomie, des exactions de l'armée indonésienne ou d'un supposé soutien de la star *David Beckham* à leur mouvement de libération.

Images 11 et 12 : Exemple de Fact-check sur des informations diffusées par les organisations papoues



Source : *AFP Fact-check*

LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN AFRIQUE

LE MAROC ET SES OPERATIONS D'INFLUENCES INTERNES ET EXTERIEURES

Le royaume du Maroc et la consolidation de son statut de puissance africaine

Le Maroc est un pays d'Afrique du Nord délimité au Sud par la Mauritanie, au Nord par le Déroit de Gibraltar et la mer Méditerranée, à l'Est par l'Algérie et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. Le pays est une monarchie héréditaire et constitutionnelle fondé en en 789 par Idris Ier, un descendant du prophète Mahomet (petit-fils d'Ali et de Fatima, la fille de Mahomet). Plusieurs dynasties s'y succèdent (les Idrissides, les Almoravides, les Almohades, les Mérinides, les Saâdiens, les Alaouites) jusqu'à ce jour.

A la suite d'une série de tensions avec la France (soutien du Maroc au mouvement de résistance colonial algérien menée par Abd el-Kader) qui s'est soldé par une défaite du Maroc lors de la bataille d'Isly en 1844, la domination française s'affirme sur ce territoire. Face à une situation interne chaotique (siège de Fès par plusieurs tribus) et aux convoitises d'autres puissances occidentales, le Sultan du Maroc se place « sous protectorat français » en 1912. Ce système va perdurer jusqu'en 1956 où le Maroc prend son indépendance sous le règne de Mohammed V. Cette indépendance fait suite aux actions du mouvement national marocain qui s'est engagé dans une lutte contre la France.

Depuis le Maroc a mené une politique d'ouverture diplomatique, économique qui lui a permis de devenir un acteur important de la scène internationale et surtout en Afrique. Il entretient aujourd'hui des relations privilégiées avec de nombreuses puissances et organisations occidentales (France, UE, USA, etc.). D'ailleurs, le Maroc dispose du « *statut de pays avancé* » auprès de l'UE ; ce qui est le partenariat le plus approfondi existant entre l'UE et un État tiers. Le royaume opère également un pivot vers l'Afrique subsaharienne où elle multiplie les investissements et son influence.

En effet, du fait de sa position géographique au sud de l'Europe et comme porte d'entrée de l'Afrique, il est au cœur des investissements, échanges commerciaux et flux migratoires entre les deux continents. Ainsi, « [le Maroc se positionne davantage en hub économique entre le continent africain et le reste du monde](#), avec ses relations privilégiées avec l'Europe, son ouverture sur le monde et son identité africaine ».

Toutefois, ses relations avec son voisin Algérien sont très complexes et ne font que se dégrader essentiellement sur la question du Sahara occidental et la volonté de se positionner comme la plus grande puissance régionale. Cet état de belligérance permanent entraîne une course aux armements afin de faire face à une éventuelle confrontation armée. Actuellement, les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques et ces tensions déchaînent les passions populaires de part et d'autre.

Faisant suite aux revendications démocratiques exprimées par les peuples lors des « printemps arabe », le Maroc s'est rendu compte de l'impératif d'une conciliation de la monarchie constitutionnelle et des principes démocratiques. La nécessité de réformes s'imposait afin de renforcer l'état de droit. C'est ainsi qu'en juillet 2011, les Marocains ont adopté par référendum une nouvelle Constitution qui institue une monarchie parlementaire avec une forte prééminence du pouvoir royal. Le pouvoir exécutif est ainsi partagé entre le roi et un 1^{er} ministre issu du parti majoritaire lors d'élections législatifs. Bien que la monarchie soit très populaire auprès du peuple marocain, de nombreux défis subsistent en termes de libertés publiques, de lutte contre le terrorisme, d'immigration clandestine...

Les opérations d'influence interne

La manipulation de l'opinion publique

La stabilité interne revêt un enjeu crucial au Maroc pour la préservation du système monarchique qui reste tout de même très populaire. L'opinion qu'ont les marocains de leur système politique et dirigeants fait naturellement l'objet d'une priorité absolue afin d'éviter le syndrome « des printemps arabe ». Il faut reconnaître que le royaume, bien que stable, est secoué par des mouvements contestataires aussi bien de la part de mouvances islamistes, d'organisations de la société civile que de minorités sociales. Naturellement, ces périodes de troubles induisent des rapports de force et se jouent aussi sur le terrain de la guerre informationnelle, avec pour enjeu de convaincre l'opinion publique et discréditer son adversaire.

Dans les pays arabes, les réseaux sociaux jouent un rôle prééminent dans les contestations sociales, en tant que plateforme de mobilisation, de partage etc. Par exemple, au Maroc, la campagne de boycott « Moukatioun » lancé depuis les réseaux sociaux et qui a ciblé les sociétés d'eau minérale Sidi Ali, de produits laitiers du groupe Centrale-Danone et les stations-service Afrikaia a été particulièrement efficace. Elle aura largement emporté l'adhésion des classes moyennes et moyennes supérieures et laissé apparaître une rupture entre le peuple et les élites économiques.

Ainsi, en vue de faire de maintenir un climat de stabilité et de paix dans le pays, le pouvoir marocain utilise aussi bien les pouvoirs formels à sa disposition (lois et règlements) que des stratégies d'influence et de contrôle de l'opinion interne. Le rapport 2020 « Freedom on the Net » met en évidence un certain nombre de manœuvres qui vont des fausses informations contre les militants et les journalistes à la mise en place d'un système de surveillance sophistiqué. Pour confirmer cet état de fait, en février 2021, Facebook a supprimé près de 400 comptes, pages et groupes liés à des campagnes de propagande visant à manipuler l'opinion publique marocaine et auxquelles sont liés certains médias nationaux. Les contenus de ces posts publiés en arabe et français, étaient principalement des éloges du roi Mohammed VI, sur la réponse gouvernementale à la pandémie de coronavirus, ses initiatives diplomatiques, les forces de sécurité marocaines, mais aussi des critiques à l'encontre de l'opposition au roi, des organisations de défense des droits de l'homme et des dissidents...

Dans le cadre du mouvement de contestation sociale dans le Rif nommé « *Hirak* », les ONG « Access now » et « Global Voices » ont mis en cause les médias pro-gouvernementaux dans la diffusion de Fake News. Selon ces derniers, ces campagnes diffamatoires en ligne visaient à jeter le discrédit sur le mouvement en présentant les leaders comme des traîtres, corrompus ou terroristes

Toujours dans le cadre du conflit, comme révélé par l'organisation « Carnegie endowment for International Peace », la religion et certaines figures religieuses ont aussi été utilisées pour discréditer les leaders de la contestation. Dans un sermon rédigé par le ministre des affaires religieuses et prononcé dans plusieurs mosquées de la région d'Al-Hoceima, les leaders de la contestation auraient été accusés « d'attiser la fitna (un terme à connotation religieuse désignant une agitation contre les autorités justes), de répandre des mensonges et de tromper les médias ».

Aux côtés des médias pro-gouvernementaux, il existe un écosystème de sites web dont telexpresse.com, le360.ma, cawalisse.com, barlamane.com et chouftv.ma, etc. Ces derniers, en plus de se faire l'écho des messages du roi, ciblent les journalistes et certaines personnalités critiques du pouvoir. Ils feraient l'objet d'insultes obscènes, de divulgation d'informations à caractère privé telles que des documents bancaires ou immobiliers, des captures d'écran de courriels privés, des allégations de relations intimes...

Enfin, le royaume a été épinglé dans des opérations de collectes d'informations et de données illégales. L'affaire « Pegasus » révélé par une enquête (Pegasus Project) des ONG « Forbidden

Stories », « Security Lab » d'Amnesty International et un consortium de reporters internationaux a mis en cause le gouvernement marocain dans l'utilisation d'un logiciel de surveillance. Ces opérations visaient notamment des journalistes, activistes et politiciens marocains, mais aussi des personnalités politiques étrangères (France, USA, etc.). Evidemment, les autorités marocaines nient les faits et contre-attaquent avec des plaintes pour diffamation et dénonciation calomnieuses de Amnesty et Mediapart.

La guerre informationnelle au Sahara occidental

Le conflit au Sahara occidental est un conflit gelé qui se joue, hormis quelques cas d'affrontements, sur le plan diplomatique. Le front Polisario qualifie le conflit de "lutte pour la liberté et l'indépendance", tandis que le Maroc voit le conflit du Sahara comme une question de "souveraineté nationale" et de "légitimité historique". Officiellement, ce territoire est considéré comme un « territoire non autonome » par l'ONU. Devant l'impasse et l'impossibilité d'organiser un referendum d'autodétermination, chaque partie essaie de mobiliser les opinions pour assoir sa légitimité sur ce territoire disputé.

Dans son offensive informationnelle, le Maroc veut s'appuyer sur sa diaspora mais aussi sur des réseaux officiels et officieux de lobbyistes afin de convaincre les partenaires internationaux.

Par l'intermédiaire du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), il a mis à la disposition de sa diaspora, une formation composée d'une trentaine de vidéos et intitulée "Sahara marocain : vérité et histoire". [Le gouvernement souhaite en faire des relais d'opinion en leur fournissant "les bases nécessaires pour plaider la question de l'intégrité territoriale du royaume"](#).

Il a aussi recours à des lobbyistes afin de plaider la cause du Maroc auprès de la communauté internationale. Aux USA, des fuites de câbles diplomatiques, connus sous le nom de "Marocleaks", ont révélé les opérations d'influence exercées sur Hillary Clinton et d'autres représentants du gouvernement américain de la part de consultants, de think tank et de tierces personnes pour faire avancer les objectifs du royaume dans les cercles politiques américains. Cette longue campagne de plusieurs millions de dollars a finalement abouti à la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental par l'administration Trump. La fondation « Moroccan American Center for Policy (MACP) » qui se présente comme une organisation privée a fait partie de ces groupes de lobby qui ont aidé à influencer les positions américaines sur le sujet. L'existence de réseaux d'influence a été révélé aussi en Europe. En 2018, l'eurodéputé française Patricia Lalonde (responsable de la négociation au Parlement européen de l'accord commercial avec Rabat) a dû démissionner de son poste de rapporteur en raison de ses liens présumés avec Rabat. Elle a été accusée de conflit d'intérêts car membre du Conseil EuroMedA. Cette fondation, dont plusieurs membres sont favorables aux positions marocaines sur le Sahara occidental, est fortement soupçonnée d'être un outil de lobbying [au service des intérêts marocains à l'Union européenne](#).

D'autres fuites de documents ont aussi mis en évidence un rapport de l'ONU qui accuse le gouvernement marocain d'intercepter des communications et d'utiliser des "tactiques contraires à l'éthique" pour influencer l'organisation sur le territoire occupé.

D'un autre côté, il existe aussi des velléités et opérations tendant à fragiliser la cohésion du Front Polisario et délégitimer ses leaders. Le cas de Mostapha Selma Sidi Mouloud, un officier de police sahraoui qui a été arrêté et détenu par le Polisario près de Tindouf, en Algérie pour trahison et espionnage, est symptomatique de ce mouvement de dissidence et ralliements au Maroc de hauts cadres du Polisario. Ce dernier, après avoir séjourné discrètement au Maroc pendant près de 2 mois, a tenu une conférence de presse dans la partie marocaine du Sahara occidental où il a apporté son soutien à la proposition du Maroc de résolution du conflit (une autonomie sous souveraineté marocaine). Il a aussi affiché son intention de retourner défendre cette position

dans les camps de réfugiés sahraouis. Son arrestation et détention ont été beaucoup médiatisées et il a finalement été libéré après de multiples pressions.

Sur le plan judiciaire, le dirigeant du front Polisario a fait récemment l'objet d'une plainte pour « *arrestation illégale, tortures et crimes contre l'humanité* » déposée en 2020 par Fadel Breika, dissident du Front Polisario naturalisé espagnol. Une autre plainte, déposée depuis 2007 par l'Association sahraouie pour la défense des droits de l'homme (ASADEDH) pour « *génocide* », « *assassinat* », « *terrorisme* », « *tortures* » ou « *disparitions* », commis dans les camps de Tindouf, a été aussi réouverte. Ces actions judiciaires sont bien sûr, officiellement soutenues par Rabat qui depuis longtemps accuse ce leader de « *criminel de guerre* ». Dans cette affaire, l'on peut noter une convergence de vues entre Rabat et l'ASADEDH à l'origine d'une des plaintes. D'abord cette ONG est la seule association sahraouie à obtenir une autorisation d'exercer de la part du Maroc. Ensuite, elle est devenue critique du front Polisario et de l'Algérie qu'elle accuse régulièrement de détenir « [des prisonniers politiques sahraouis dans des prisons secrètes gérées et contrôlées par le Front Polisario en territoire algérien](#) ».

Les affrontements informationnels entre le Maroc et l'Algérie :

Les tentatives de soutien aux mouvements sécessionnistes

Les tensions en l'Algérie et le Maroc tournent principalement autour de la question du Sahara Occidentale, mais aussi d'autres sujets tels l'absence d'un tracé précis de la frontière, la normalisation par le Maroc de ses relations avec Israël, etc. Depuis, les relations traditionnellement difficiles entre les deux pays passent par des phases de regain de tension qui vont jusqu'à la rupture des relations diplomatiques. Ces affrontements qui n'ont heureusement jusque-là pas encore débouché sur une confrontation armée, se limitent à des joutes diplomatiques et médiatiques. Toutefois, derrière toutes ces rhétoriques guerrières et déclarations incendiaires, se jouent de réelles offensives informationnelles qui produisent des effets concrets sur le terrain.

L'actualité fait largement écho de toutes ces manœuvres diplomatiques, pressions et influences exercées de part et d'autre pour faire prévaloir ses positions et atteindre ses buts. Ces offensives tous azimuts se font au niveau national afin de mobiliser les opinions publiques et au niveau international (UA, UE, USA, etc.) afin de gagner la bataille de la légitimité. Parmi la panoplie des actions utilisées, se trouvent aussi des opérations d'influence sur les mouvements contestataires de son adversaire en vue de fragiliser sa cohésion sociale.

Le soutien d'Alger et son implication directe dans le conflit au Sahara occidental est connu de tous. Cependant, récemment ce sont des accusations par Alger contre Rabat pour son soutien politique et financier à des mouvements tels le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK) et le mouvement "Rachad" qui sont à l'origine de cette énième brouille diplomatique. Les autorités algériennes dénoncent notamment les actes hostiles du Maroc à son égard et son implication dans les incendies qui ont ravagés la région de Kabylie en 2021. De plus, ils affirment avoir démantelé une cellule du MAK qui projetait des attaques avec le soutien d'Israël et du Maroc.

Bien que niées par le Maroc, ces accusations reposent néanmoins sur des faits troublants comme l'appel de l'ambassadeur du Maroc auprès des Nations unies, Omar Hilal, qui a appelé à "l'indépendance du peuple kabyle" en Algérie. Cette demande avait été faite en réponse au soutien algérien au front Polisario. De même, Farhat Mehenni, leader du Mouvement pour l'indépendance de la région de Kabylie, dans un message posté sur Twitter, aurait salué « *la sagesse du Maroc et de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, "dont le soutien à notre lutte pour l'indépendance a fait sauter un verrou et a ouvert la porte aux autres nations pour reconnaître les peuples tribaux en Algérie* ⁶ ».

⁶ <https://atalayar.com/en/content/former-algerian-security-services-accuse-morocco-backing-secession-kabylia>

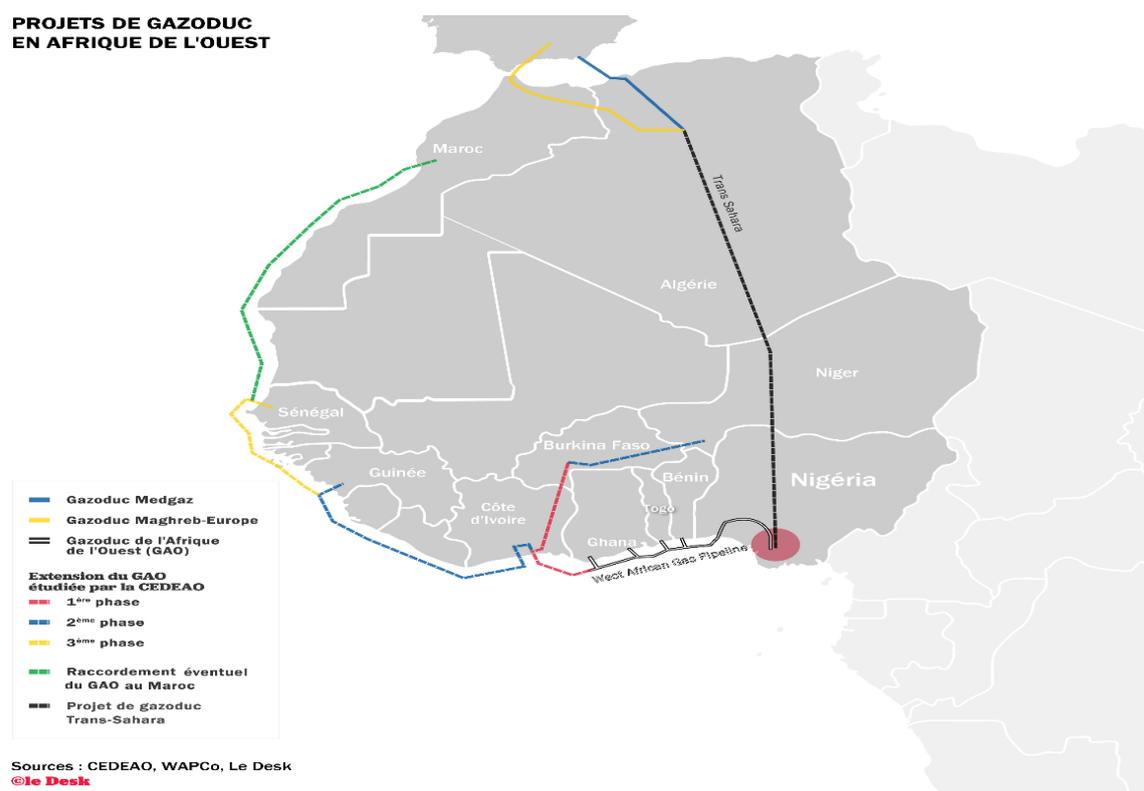
Les guerres économiques

Des projets de gazoduc concurrents

Les récentes tensions se sont aussi déportées sur le terrain économique. En octobre 2021, le président algérien a ordonné « *la cessation des relations commerciales entre Sonatrach et l'Office marocain de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) et le non-renouvellement de l'accord du Gazoduc Maghreb-Europe (GME)* ⁷ ». Désormais pour la fourniture de gaz à l'Europe, l'Algérie utilisera uniquement le Medgaz, un autre gazoduc reliant directement l'Algérie à l'Espagne. Le Maroc se retrouve ainsi privé de l'accord qui lui permettait d'obtenir d'un milliard de mètres cubes de gaz naturel (97% de ses besoins) à un prix avantageux et des revenus (environ 50 millions de dollars par an), en contrepartie de la traversée de son territoire par le GME. Le Maroc a minimisé l'impact que cette interruption de contrat aura sur le pays le qualifiant de « insignifiant ».

Les deux pays s'affrontent aussi sur deux projets concurrents visant à construire un gazoduc les reliant aux pays d'Afrique subsahariennes et devant ravitailler l'Europe. Cette « guerre des gazoducs » est largement relayée dans la presse des deux pays. Remontant aux années 1980 et signé en 2009, l'accord de projet de gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger est depuis resté au point mort. Côté marocain, un projet de gazoduc (NMGP) en grande partie off-shore et devant relier les deux pays en passant par 11 pays côtiers du golfe de Guinée, a été lancé en 2016 à Abuja.

Image 13 : *Projets de gazoduc en Afrique de l'Ouest*



Source : CEDEAO, WAPCo, Le Desk

⁷ <https://afrique.latribune.fr/entreprises/industrie/energie-environnement/2021-11-01/maroc-algerie-l-accord-sur-le-maghreb-europe-gas-pipeline-ne-sera-pas-reconduit-895506.html>

[Selon la presse marocaine](#), depuis 2020, l'Algérie tente de contrecarrer le projet de gazoduc Maroc-Nigeria en ressuscitant son projet abandonné et menant des actions de séduction et de lobbying. Elle cite, entre autres, les propos de Hicham Mouatadid, professeur de relations internationales, pour qui « *il existe une multiplication des initiatives algériennes depuis les avancées des autorités marocaines et des dirigeants nigériens pour faire avancer ce projet stratégique* ». Il en veut pour preuve « *l'augmentation du rythme des rencontres avec les responsables nigériens, comme la réception par le ministre algérien de l'énergie de la délégation nigérienne et l'organisation de visites sur le terrain* ». D'ailleurs, au cours d'une de ces réceptions, les autorités algériennes ont fait visiter à la délégation nigérienne les camps de réfugiés de Tindouf, afin de ternir l'image du Maroc.

Afin de faire pression sur le gouvernement nigérien qui semble plus s'impliquer pour le projet marocain, Alger a fait appel à l'Institut Nigérien des Etudes Stratégiques (NIPSS) afin de plaider sa cause sur ce dossier. Une délégation de cet institut a même été reçue en grande pompe à Alger. A cette occasion les ministres de l'Intérieur et de l'Energie ont réitéré, « *la volonté du gouvernement à commencer dans les plus brefs délais les travaux de réalisation du gazoduc devant relier les deux pays vers l'Europe* ».

La guerre des dattes

A l'approche de Ramadan, ce fruit massivement consommé dans le monde arabe fait l'objet d'une guerre économique entre le Maroc et l'Algérie ; tous deux producteurs.

Déjà en 2021, une campagne de boycott avec l'hashtag [#boycott dattes algériennes](#) a été lancée sur les réseaux sociaux au Maroc. Ces appels au boycott, massivement relayés par les internautes marocains sur Facebook, Twitter, Instagram et même sur YouTube, étaient une riposte à l'expulsion de cultivateurs marocains d'une oasis frontalière par l'armée algérienne.

Cette année, une nouvelle campagne médiatique est lancée pour demander que les dattes algériennes soient retirées de leurs magasins à l'approche du mois sacré du Ramadan. Le même hashtag est repris, cette fois-ci avec d'autres arguments. Le compte anonyme (@Amal1999777) à l'origine de cette campagne, évoque des contaminations des dattes algériennes à la radioactivité, à la suite des essais nucléaires français dans le Sahara algérien entre 1960 et 1967([Jeune Afrique 2022](#)). Ces allégations ont été reprises par un autre compte plus populaire(@1Terrass) suivi par près de 23 000 abonnés et inondé la toile. Depuis, l'on assiste à une multiplication des articles de journaux proches du pouvoir, de publications et vidéos en ligne qui mettent cause la qualité de ces dattes. Globalement, les dattes algériennes, en plus de la radioactivité, seraient accusées d'utiliser des eaux usées, d'être de mauvaises qualités, frelatées et artificiellement colorées pour tromper les consommateurs. [Selon Graïne](#) (2022), « *l'objectif affiché par ces internautes est de pousser à la consommation des dattes locales à la place de celles importées d'Algérie* ».

Coincidence ou pas, cette campagne s'appuie sur plusieurs saisies médiatisées (Articles du site Bladi.net « Des dattes algériennes impropres à la consommation saisie à Casablanca » du 24 avril 2021 ; « Marrakech : saisie de plusieurs tonnes de dattes impropres à la consommation » du 25 septembre 2021 ; ...) de plusieurs cargaisons de dattes algériennes qui seraient impropres à la consommation par les autorités marocaines.

Du côté de l'Algérie qui est le 3^{ème} producteur mondial de dattes, les autorités dénoncent des manœuvres politiciennes visant à discréditer les dattes algériennes. Par la même occasion, l'Organisation algérienne pour la protection et l'orientation des consommateurs et de leur environnement (APOCE) a produit un communiqué de presse visant à rassurer les consommateurs sur la qualité des dattes algériennes qui est garantie par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'ETHIOPIE AU CŒUR D'UN AFFRONTEMENT INFORMATIONNEL DANS LE CONFLIT AU TIGRE

L'Éthiopie, un géant fragilisé dans la corne de l'Afrique

Parmi les pays africains, l'Éthiopie, vaste pays d'Afrique de l'Est, jouit d'un prestige particulier. Il est le seul pays du continent n'ayant pas été colonisé, en dehors d'une brève occupation par l'Italie qu'il avait déjà défait lors la célèbre bataille d'Adoua (1896). Naturellement, l'Éthiopie a pris la tête des mouvements de lutte anticoloniale et d'indépendance des pays d'Afrique Noire. Son célèbre empereur de l'époque, Haïlé Sélassié a usé de son influence pour promouvoir la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) qui s'installa à Addis Abeba. De plus, sa riche histoire millénaire la lie à différentes civilisations antiques dont les royaumes de Nubie, d'Abyssinie et aussi au peuple juif dont une partie est originaire de ce pays (les Falachas).

En plus de son rayonnement diplomatique, ce deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (114 millions d'habitants) a réussi à se hisser au rang de géant africain, en termes économiques. Il est reconnu pour ses industries textiles, d'exportation de fleurs et ses massifs investissements directs étrangers (Turquie, Chine, etc.). Sa position géographique en fait aussi une porte d'entrée pour l'Afrique avec le continent asiatique ; position dont elle profite avec sa compagnie aérienne (Ethiopian Airlines) qui est la plus grande du continent. De par son importance démographique, ses avancées économiques et aussi par son engagement historique pour la stabilité dans la région, elle affirme son leadership sur la corne de l'Afrique.

Toutefois, derrière ce tableau idyllique, se cache une réalité politique très complexe. Elle a toujours entretenu avec ses voisins des relations conflictuelles.

Dans son histoire contemporaine, ce pays a connu une guerre avec la Somalie et une autre de plus de 30 ans avec l'Érythrée. Jusqu'à ce jour, elle entretient des relations difficiles avec l'Égypte avec qui elle déjà eu une guerre en 1875. Aujourd'hui, c'est le projet éthiopien du barrage de la renaissance sur le Nil qui cristallise toutes les tensions entre les deux pays. L'Égypte s'oppose à ce projet par crainte de voir les eaux du Nil tarir et son approvisionnement en eau ainsi que son agriculture mis en danger. L'Éthiopie oppose une fin de non-recevoir aux craintes égyptienne et en fait une question de souveraineté nationale.

Mais la plus grande fragilité de l'Éthiopie est interne, avec des tragédies (terribles sécheresses et famines) et une instabilité politique qui a entraîné la succession de nombreux régimes autoritaires et des coups d'état. Ce pays est constitué de nombreux peuples aux identités fortes qui l'ont poussé à adopter un système fédéraliste. La faiblesse de ce système repose sur le fait qu'il n'est pas géographique mais plutôt basé sur l'ethnie et la langue (fédéralisme ethnolinguistique). Hormis les deux districts urbains (Addis Abeba et Deré-Dawa), le pays est divisé en neuf régions volontairement désignées par le nom d'un peuple (les Oromos, les Amharas, les Afars, les Tigrés, les Somalis, les Gurages, les Sidamas, les Welayta et les Nations, nationalités et peuples du Sud).

En définitive, l'unité nationale a toujours été un défi à relever tant les mouvements de libération et groupes armés sécessionnistes sont multiples et actifs (front de libération du peuple du Tigré, Front de libération oromo, Front de libération de l'afar, Front national de libération de l'Ogaden, etc.). Les antagonismes et tensions inter-ethniques (entre Tigréen et Amharas) y sont très nombreux et laissent craindre un scénario à la « Yougoslave ». Mais plus grave, ces groupes remettent très régulièrement en cause l'autorité de l'Etat fédéral et réclament une indépendance.

Le plus récent épisode de ces poussées indépendantistes provient de la région du Tigré et son mouvement politico-armé (le TPLF). Depuis 2020, aidé des groupes armés Oromo, ce groupe est engagé dans une guerre totale qui ébranle fortement les fondements de l'état fédéral et met en péril son existence. En effet, au plus fort de leur offensive, ces mouvements rebelles ont avancé jusqu'aux portes de la capitale, poussant de nombreux pays à faire évacuer leurs ressortissants.

Aperçu sur la guerre au Tigré

Le conflit en cours en Éthiopie trouve son origine immédiate dans des divergences entre la région du Tigré et le gouvernement central au sujet de la tenue des élections législatives. La région a refusé un report jugé illégal de ces élections et a organisé ses propres élections pour le renouvellement de son parlement local. Cet acte de défiance au gouvernement central a mis le feu aux poudres et entraîné une escalade qui a conduit à l'attaque d'une caserne fédérale au Tigré.

A l'origine, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) était un groupe rebelle animé d'une idéologie marxiste et nationaliste né en 1975 et qui avait pour objectif de faire sécession. Par la suite, ils ont rejoint et constitué le socle de la coalition rebelle, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) qui a fait tomber le régime de Mengistu Haile Mariam en mai 1991. Son chef, Meles Zenawi, bien qu'issu d'une minorité (les tigréens sont 6% de la population), devient le chef de l'État. Sous sa direction, L'Éthiopie est devenue plus prospère et plus stable. Toutefois, il dirige le pays avec autorité en contrôlant tous les leviers du pouvoir. Une fronde, principalement dirigée contre la confiscation du pouvoir par l'élite tigréenne, [naît alors et suscite](#) « des revendications démocratiques et ethno-régionalistes qui embrase le pays ».

Ainsi, même après avoir remporté les élections législatives, c'est plutôt un 1^{er} ministre Abiy Ahmed issu de l'ethnie majoritaire Oromo qui est désigné par l'EPRDF afin de faire baisser les tensions. Dès son accession au pouvoir, ses réformes encourageantes (la levée de l'état d'urgence, libération de prisonniers politiques, etc.), l'accord de paix avec l'Érythrée suscitent l'espoir et lui valent même le prix Nobel de paix. Mais très vite, ces réformes créent un malaise au niveau des ex-dirigeants et des tensions apparaissent avec le refus du TPLF de se fondre dans la nouvelle mouvance politique présidentielle (le Parti de la prospérité). Il dénonce aussi les limogeages de ses cadres qu'il qualifie de tentatives politiques d'exclusion et de marginalisation. Cette guerre constitue donc l'épilogue d'une série de désaccords et de tensions croissantes entre l'ancien régime et le nouveau pouvoir.

Depuis le déclenchement des hostilités armées, trois grandes phases peuvent être observées. Dans un 1^{er} temps, aidée par l'Érythrée et aussi des groupes paramilitaires Amharas, l'armée éthiopienne pénètre au Tigré pour officiellement restaurer la loi et l'ordre. Ces opérations de pacification de la région aboutissent à la prise de la capitale régionale (Mekellé). Dans un deuxième temps, après un bref cessez-le-feu, le TPLF lance une contre-offensive fulgurante et renverse la situation militaire. Elle reprend non seulement tout le territoire tigréen mais occupe aussi d'autres régions devant une armée fédérale en déroute. Au plus fort de son avancée, le TPLF, soutenu par neuf autres groupes rebelles, contrôlent plusieurs villes stratégiques et se rapproche à quelques centaines de kilomètres de la capitale.

Face à cette situation désespérée, les autorités de Addis Abeba lancent un appel à la mobilisation générale. S'en suit alors une phase de riposte dirigée personnellement par le 1^{er} ministre qui se rend sur le front. Elle aboutit à un recul de l'armée tigréenne jusque dans leur région et permet d'éloigner la menace d'Addis Abeba. Actuellement, le conflit semble revenu à son point de départ et la situation militaire est ambivalente. Tout en rejetant la demande de cessez-le-feu du TPLF, le gouvernement a tout de même lancé en janvier 2022 un appel à la réconciliation nationale qui a abouti à l'amnistie de certains cadres du TPLF. En attendant un dénouement, l'armée éthiopienne multiplie les opérations aériennes dans la région.

Ce conflit reste aussi marqué par une guerre informationnelle et une propagande qui sont menées avec une certaine efficacité par le gouvernement éthiopien et ses partisans d'un côté et les militants et partisans du Tigré de l'autre. Chaque partie utilise les médias, réseaux sociaux, communications téléphoniques, des rassemblements et des protestations pour communiquer ses informations à ses partisans et au reste du monde. Ces informations et/désinformations

visent plus spécifiquement à présenter sa version des événements, de mobiliser à sa cause ses partisans et la communauté internationale, tout en diabolisant le camp adverse.

La campagne informationnelle de la coalition Tigréenne

Les campagnes de mobilisation et de dénonciation

Dès le début du conflit, les canaux officiels de communication de la région du Tigré, le Tigray Communication Affairs Bureau, ont mené la campagne médiatique. Mais la plus grande mobilisation est venue de la diaspora et de la jeunesse tigréenne. Celle-ci a fait preuve d'un activisme aussi bien dans les rues que sur les réseaux sociaux pour attirer l'attention du public sur le conflit en cours et par la même occasion dénoncer les agissements de Addis Abeba. Le gouvernement éthiopien est, entre autres, accusé de nettoyage ethnique dans le Tigré voire de génocide, d'utiliser la famine comme arme de guerre en faisant obstacle aux livraisons de nourriture et à l'aide humanitaire.

Dans les grandes métropoles du monde comme Boston, Portland, Maine, Toronto et Londres, des centaines de Tigréens ont organisé des manifestations afin d'interpeller l'opinion internationale sur la guerre au Tigré. En parallèle à ces actions de rue, la diaspora américaine a lancé une pétition au Sénat ([Petition2Congress](#)) et organisé des collectes de fonds. L'organisation "[Tigray Development Association](#)" a ainsi lancé « une page GoFundMe qui a permis de collecter plus de 2 millions de dollars pour acheter des médicaments, de la nourriture et d'autres fournitures humanitaires pour les personnes touchées par le conflit ».

Image 14 : manifestation organisée par les Tigréens à Washington, le 2 novembre 2020



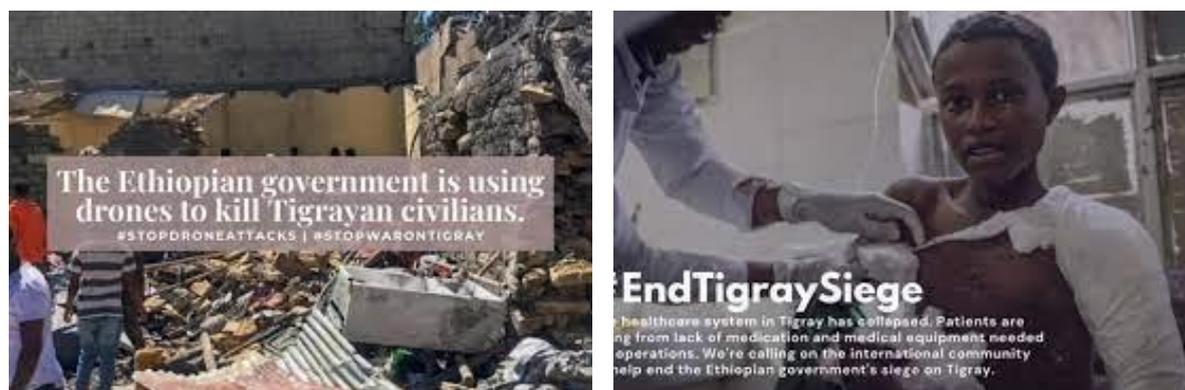
Source : <https://columbianewsservice.com/2020/12/16/conflict-in-ethiopia-draws-tigray-diaspora-into-activism/>

Sur les réseaux sociaux, des activistes tigréens ont multiplié les campagnes en ligne avec pour objectifs de mobiliser l'opinion publique et sensibiliser sur les atrocités commises par l'armée fédérale. Sur twitter, un groupe de défense à but non lucratif « Stand With Tigray » fondé aux USA par la diaspora tigréenne a fait son apparition. Elle est active avec des campagnes aux multiples hashtags : #StopDroneAttacks, #EndTigraySiege#ChildrenOfTigray, #ErythreaOutOfEthiopia, etc. Ils lancent aussi plusieurs pétitions en direction de l'UE (EU Act

now), des USA (Letter-2-US-to-Act), des organisations internationales (Amnesty Complaint Letter) et des campagnes de boycotts (#BoycottEthiopianAirlines). Ils se veulent aussi un site d'information en disant présenter la situation sur le terrain.

Un autre groupe très populaire auprès de la diaspora, « Omna Tigray » joue un rôle similaire avec de nombreuses campagnes en ligne (#ReconnectTigray, #16DaysForActivism, etc.) et des rapports de situation périodiques. Par exemple en 2021, ce groupe a lancé une campagne contre l'Italie (#ItalyGunsInTigray) en pressant le pays de mettre fin à son accord de vente d'armes avec l'Éthiopie.

Image 15 et 16 : Images de pétition pour la campagne #EndTigraySiege



Source : OmnaTigray

De même, un groupe de media intitulée "Digital Woyane", a étendu ses toiles sur toutes les principales plateformes en ligne (Twitter, Facebook, YouTube, LinkedIn, etc.) pour diffuser essentiellement toute information se rapportant au conflit au Tigré. Bien qu'issu de la société civile (surtout la jeunesse tigréenne) et se réclamant apolitique, ce mouvement serait, en réalité, coordonné et financé les autorités politiques du TPLF qui lui affichent un soutien public.

La religion est aussi instrumentalisée dans ce conflit par les tigréens qui sont à majorité de religion chrétienne. Ainsi, le chef de l'Église orthodoxe éthiopienne, Abune Mathias (tigréen d'origine) a pris parti pour le TPLF, en critiquant les actions de l'Éthiopie et affirmant dans une vidéo postée sur Youtube [qu'il s'agit d'un génocide](#).

Même la minorité musulmane du Tigré est ciblée. Un groupe Twitter "Tigray in Arabic" avec plus de 40 milles abonnés, tente de rallier à la rébellion la minorité musulmane. Ce groupe aussi a pour objectif de faire connaître la cause tigréenne au monde arabe et musulman.

Les tigréens ont aussi embauché, via le Tigray Center for Information and Communication basée à Washington, les services de lobbyistes dont la société de politique et de conseil, Von Batten-Montague-York. Il s'agissait de « faire pression sur l'administration Biden et le Congrès "pour le retrait de tous les militaires et miliciens érythréens du Tigré", ainsi que pour faire pression sur le gouvernement éthiopien afin qu'il autorise le libre accès à l'aide humanitaire et la nomination d'un enquêteur indépendant chargé de prouver les allégations de crimes de guerre contre le peuple du Tigré ».

Ces efforts semblent avoir payé, en témoigne le nombre d'articles à charge contre la campagne militaire éthiopienne dans la presse américaine. De plus, comme souhaité par le groupe de lobbies, les USA ont annoncé diverses sanctions : restriction de l'assistance économique et sécuritaire à l'Éthiopie, suspension de l'accord commercial AGOA, ainsi que des restrictions en matière de visas.

L'utilisation de la désinformation

Au-delà des campagnes de dénonciation et de mobilisation, la désinformation fait aussi partie des armes utilisées par les rebelles tigréens pour décrédibiliser les forces armées Ethiopiennes

et fausser la réalité du champ de bataille. Un Fact-check mené par l'AFP a notamment mis en évidence des photos accompagnées d'une teneur mensongère, de faux communiqués officiels et des contenus manipulés. Par exemple, « *un utilisateur en ligne avait modifié une image de troupes éthiopiennes pour faire croire que les rebelles avançaient vers la capitale Addis-Abeba. Un autre a prétendu qu'une vieille photo prise pendant les sécheresses des années 1980 en Éthiopie montrait une femme affamée dans l'actuel Tigré* ».

Image 17 : manipulation de photo montrant une femme mourant de faim au Tigré



Source : AFP fact check

Un autre site de Fact-checking "HaqCheck" permet de se rendre compte de la non-véracité de nombreuses photos et vidéos montrant des massacres de pillages et destructions causées de part et d'autre.

Ces nombreuses fausses informations se sont répandues et ont été relayés en masse avec une très grande facilité dans la presse, compte tenu du Black-out médiatique qui a créé un environnement propice à la diffusion de fausses informations. Comme le résume un rapport de New Africa Institute, de nombreux médias, surtout internationaux s'en sont servis comme "une excuse pour abaisser les normes de vérification et de déontologie, à tel point que la désinformation est non seulement acceptée mais elle est diffusée en masse".

La campagne informationnelle du gouvernement fédéral

Des tentatives de restriction des médias et de manipulation de l'opinion publique

Dans un 1^{er} temps, il s'est agi de créer un vide informationnel sur le champ de bataille par la coupure d'internet, des réseaux de téléphone et les restrictions d'accès aux médias et journalistes. L'état d'urgence déclaré dans le pays, interdit la diffusion et le partage d'informations concernant le champ de bataille, à l'exception des informations fournies par les autorités politico-militaires. Au début du conflit, le black-out médiatique aura rendu difficile la couverture et la vérification des événements sur le terrain. D'ailleurs, dans les 1^{ères} semaines du déclenchement du conflit, il a fallu du temps pour confirmer la présence de milices Amharas et l'intervention des troupes érythréennes. Il aura fallu de nombreux appels et pressions de la communauté internationale pour que certaines communications soient rétablies.

Ajouté à cela, il faut prendre en compte l'environnement médiatique traditionnelle qui est dominé par les médias d'état pour environ un tiers et fortement ethnicisé (Oromia Media Network affilié à l'ethnie Oromo, Amhara Satellite Radio and Television affilié à l'ethnie Amhara, etc.). De plus, de multiples rapports ont fait cas d'arrestations fréquentes de journalistes accusés

de diffuser des informations inexactes, d'inciter à la violence et de tenter de violer la constitution. Plus grave, le 21 janvier 2021, Dawit Kebede, un journaliste tigréen et son ami ont été abattus par une personne non identifiée à Mekelle, capitale de la région du Tigré. D'ailleurs, « *de nombreux journalistes ont déclaré être la cible de harcèlement en ligne* » (Freedom House-Freedom on the net 2021-Ethiopia).

Toutefois, cette censure de la presse se révélera contreproductive d'une certaine manière pour le gouvernement. Elle a contribué à créer une méfiance de tout ce qui provenait du gouvernement éthiopien et le rejet en bloc de toutes les vidéos, photos et preuves tangibles qu'il fournissait.

Parmi les éléments d'information fournis par le gouvernement fédéral et ses partisans, les manipulations sont légion. Une image postée par le porte-parole du parti au pouvoir de la région d'Oromia et montrant le 1^{er} ministre en tenue militaire au front, s'est révélée être truquée. En effet, une recherche d'image inversée réalisée [par BBC Reality Check](#) a prouvé que c'est une photo générique qui a déjà été utilisée dans des articles sur l'armée américaine.

Image 18 : manipulation d'images montrant le 1^{er} ministre éthiopien, Abiy Ahmed, au front, en uniforme



Source : BBC ; <https://www.bbc.com/news/world-africa-54985545>

De manière plus coordonnée, dans le cadre du massacre d'Axoum révélé par Amnesty International, des réseaux de communications pro-gouvernementaux impliquant aussi bien des journaux d'état et des sites internet se sont livrés à de la manipulation. En effet, le Ethiopian Herald Newspaper a produit un faux rapport, largement relayés dans la presse et sur les réseaux sociaux « alléguant que les États-Unis avaient mené leur propre enquête sur l'incident et

n'avaient trouvé aucune preuve des atrocités commises » ([AFP Fact-check 2021](#)). Ce mensonge mis à nu, le gouvernement finira par reconnaître les faits.

Des campagnes en ligne et des rassemblements populaires

Dès le début du conflit, l'ensemble de l'appareil d'État, y compris les médias gouvernementaux et les missions diplomatiques, ont été mobilisés pour dominer l'espace informationnel et y imposer ses narratives. C'est ainsi qu'au début du conflit, celui-ci était qualifié d' « opération de maintien de l'ordre » et non de guerre.

[En riposte à la propagande tigréenne](#), « *les réseaux pro-gouvernementaux ont fait la promotion de campagnes d'hashtag, tout en partageant des slogans, des déclarations gouvernementales et des vérifications de faits soutenus par le gouvernement. Ils ont également diffusé des rapports médiatiques qui soutenaient leur récit du conflit, ainsi que du contenu qui accusait les activistes tigréens (sans preuve) de faire partie d'une campagne de désinformation massive du TPLF* ». Certains comptes publiaient des tweets pré-écrits permettant aux utilisateurs de tweeter instantanément du contenu sur la situation au Tigré.

Sur les réseaux sociaux, les comptes et groupes de soutien aux actions du gouvernement se sont multipliés avec divers buts, mais dans une optique plus défensive.

Il s'agissait principalement de contrer les supposées campagnes de désinformation du TPLF. Le gouvernement fédéral a suscité des sites comme "State of Emergency Fact Check " (SoE Fact Check) dont le but était de rapporter la situation réelle sur le terrain et d'apporter des réponses et corrections aux accusations portées dans les médias. Mais pour le TPLF, ce site est aussi qualifié d'usine à fabrication de fausses informations. D'autres sites similaires ont aussi fait leur apparition comme "Debunking TPLF Lies (@TPLF_Lies) " ou "Ethiopia Current Issues Fact Check" (@ETFactCheck). Par exemple, ce dernier site a dénoncé une fausse information de Reuters qui avait affirmé dans une publication que « l'état d'urgence oblige les citoyens à détenir des cartes d'identité qui révèlent leur appartenance ethnique » ; ce qui s'est révélé inexact.

En parallèle, des campagnes de décrédibilisation et de diabolisation du TPLF avec des hashtags comme #TPLFisTheCause, #afarmasscare, #tplfisterroristorganization ont été lancés sur Twitter, Youtube et Tik Tok... Les publications de vidéos, d'images et de slogans hostiles de ces campagnes sont régulièrement partagés par les supporteurs du régime et des autorités gouvernementales.

Dans la rue, la mobilisation a été et reste toujours très forte avec de multiples rassemblements, marches de soutien et de dénonciation qui sont organisés. En novembre et décembre 2021, des dizaines de milliers d'Éthiopiens se sont rassemblés à Addis-Abeba pour soutenir le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed, et dénoncer le TPLF. Afin de montrer une Éthiopie unie derrière son gouvernement, des milliers de membres de l'ethnie tigréenne installés à Addis-Abeba ont aussi participé à un rassemblement, dans le but de condamner les activités du TPLF.

Par ailleurs, ces manifestations aussi à dénoncer les sanctions et ingérences internationales et surtout américaines dans le conflit. [Plusieurs associations ont d'ailleurs qualifiés les agissements de la communauté internationale de](#) « *politiques néocoloniales de l'Europe occidentale et des États-Unis à l'égard de l'Afrique, en particulier de l'Éthiopie* ». Ces arguments sont aussi repris dans les manifestations populaires.

Très souvent, les manifestants, « armés de pancartes sur lesquelles on peut lire "Stop BBC", "[Stop CNN](#)" et "[Stop FAKE news on Ethiopia](#) », s'insurgent contre ce qu'ils estiment être une couverture biaisée de la guerre en Éthiopie par les médias internationaux.

Image 19 : manifestation pro gouvernementale à Addis Abbeba en novembre 2021



Source : BBC ; <https://www.bbc.com/news/world-africa-59196465>

La promotion de la peur et des appels à la haine

Au plus fort de l'offensive du TPLF et devant l'imminence de la chute de la capitale, le 1^{er} ministre n'a pas hésité à en appeler au sursaut national avec des rhétoriques très guerrières et passionnées qui frôlaient l'incitation à la haine et à la violence. Comme rapporté dans un article de RFI, il décrit dans ses discours le mouvement rebelle du Tigré comme « *un cancer* », « *un Satan* » dont il fallait se débarrasser, « *une mauvaise herbe* » qu'il fallait « *déraciner* » pour qu'elle « *ne repousse jamais* ». Ses propos où il demande à la population de s'organiser et marcher par [toute] voie légale avec toutes les armes et tous les pouvoirs... [pour empêcher, renverser et enterrer les terroristes du TPLF](#) " seront même supprimés par Facebook.

Au cours de ces différents appels à la mobilisation générale de "tous les citoyens capables", il en appelle au sentiment nationaliste et patriotique du peuple.

Il joue aussi sur les peurs et craintes des populations de la capitale et autres ethnies hostiles aux Tigréens de voir l'assaut de la capitale se transformer en un bain de sang. Ces messages sont largement repris par la presse et les réseaux sociaux. Des célébrités tels les champions du monde et médaillés olympiques d'athlétisme Feyisa Lilesa ou Hailé Grebresselassié, ont aussi répondu à cet appel en affirmant être prêts à rejoindre l'armée éthiopienne pour combattre l'insurrection. Considérés comme des héros nationaux, leurs interventions peuvent être perçues comme des tentatives d'influence du public à se rallier à l'effort de guerre.

Toutefois, le plus grand danger vient des réseaux sociaux où sur la base de ces discours officiels, de nombreux appels à la violence contre des groupes ethniques spécifiques hostiles au gouvernement, notamment les tigréens se sont multipliés. Ces derniers sont qualifiés avec des mots tels que "terroristes", "tueurs", "cancer" et "mauvaises herbes". Le site DFRLab a ainsi identifié de nombreux comptes sur Twitter et Facebook gérés par des employés ou par des organisations proches du gouvernement qui ont diffusé des discours de haine en toute impunité [de la part du gouvernement](#). De même, une publication de Dejene Assefa, une célèbre activiste pro-gouvernementale dont le compte Facebook compte plus de 121 000 adeptes, a créé [un émoi sur les réseaux sociaux](#) et a finalement été retiré par Facebook. Dans ce post datant de fin octobre 2021, elle affirme que "*la guerre est avec ceux avec qui vous avez grandi, votre voisin*", et appelant les gens à agir contre les "traîtres", même s'ils ne veulent pas le faire ».

Les opérations internationales d'influence et de lobbying

A l'image de la diaspora tigréenne, une offensive informationnelle a été engagée pour influencer la communauté internationale. Le Ethiopian American Civic Council & Ethiopian Advocacy

Network (EACC_EAN), une organisation de la société civile basée aux USA, a lancé une campagne en ligne #UnityForEthiopia. Soutenu par les cercles pro-gouvernementaux, l'on peut apercevoir sur leur site des écrits qui défendent les lignes officielles. Ainsi dans une pétition adressée au comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, il s'insurge contre la politique américaine actuelle qui est hostile à l'Éthiopie (restriction de visas, sanctions économiques).

Dans le détail, nous pouvons apercevoir des revendications qui ne laissent aucun doute sur le positionnement de cet organisme. Ainsi, L'EACC « *préconise le désarmement de toutes les troupes du TPLF* », « *appelle la communauté internationale à enquêter sur le rôle que le TPLF a joué en détruisant prétendument des réseaux d'énergie ... sur des crimes dans la région...* », « *reconnaît que le premier ministre Abiy Ahmed a tenté à plusieurs reprises de résoudre le conflit de manière pacifique avant le 4 novembre 2020* ».

Une initiative similaire est menée par l'association connue sous le nom de Global Ethiopia Advocacy Nexus (GLEAN), elle aussi basée aux USA, qui mène une campagne internationale tous azimuts (USA, Royaume Unis, UE, etc.) en vue défendre les intérêts de l'Éthiopie. En décembre 2021, cette association a déposé une plainte auprès du procureur, en coordination avec trois autres associations éthiopiennes : Worldwide Ethiopian Action Fund (WEAF), Ethiopian-American Development Council (EADC) et Unity for Human Rights and Democracy (UHRD). Cette plainte est dirigée contre « [des personnes qui ont conspiré pour renverser violemment le gouvernement démocratiquement élu de l'Éthiopie](#) », dont des leaders du TPLF recherchés en Éthiopie pour crimes de guerre.

Toujours visant à faire pression sur la communauté internationale surtout aux USA, le gouvernement d'Éthiopie et des groupes de la diaspora (EACC) se sont aussi offert les services d'un réseau de lobbyistes dont les firmes Mercury Public affairs, MCM Strategies, Trimpa Group et aussi un ancien membre du Congrès Joe Garcia...

4^{ème} PARTIE : LES CONFRONTATIONS INFORMATIONNELLES EN AMERIQUE LATINE

LE BRESIL FACE AUX ENJEUX DE DESINFORMATIONS POLITIQUES

Le Brésil, un pays-continent multiracial

Le Brésil est le plus vaste pays de l'Amérique du Sud, avec presque la moitié de la superficie de ce sous-continent. Situé en zone tropicale, il possède aussi la plus vaste forêt au monde (l'Amazonie), ainsi que le plus grand fleuve au monde (l'Amazonie) en termes de bassin. Il est le 5^{ème} pays le plus peuplé au monde, avec une population très composite de près de 200 millions d'habitants composés de Blancs, Noirs, Indiens, Asiatiques, et beaucoup de métisses.

Terre des "Tupis" qui sont des tribus amérindiennes autochtones, le Brésil fut découvert par le portugais Vasco de Gama, en 1500. S'en est suivie une colonisation qui aura pratiquement dispersé et décimé les tribus locales dont quelques-unes vivent aujourd'hui recluses au fin fond de l'Amazonie. L'exploitation agricole et minière de cette colonie prospère a entraîné l'importation d'une main-d'œuvre d'esclaves noirs africains et aussi l'exode de nombreux européens en quête de richesse.

L'élite européenne au pouvoir cherchera par la suite à prendre ses distances du Portugal. Ce courant révolutionnaire aboutit à la proclamation de l'indépendance (« cri d'Ipiranga », 7 septembre 1822) par Dom Pedro qui devient l'empereur le 12 octobre, sous le nom de Pierre I^{er}. Cette monarchie subsistera jusqu'en 1889 où la république est proclamée à la suite du coup d'état du maréchal Da Fonseca. La nouvelle république est calquée sur le modèle fédéral des USA, avec 26 États et un District fédéral. Très vite, l'instabilité va s'installer dans la vie politique avec une succession de coups d'états, de régimes militaires qui va perdurer jusqu'en 1985 avec le retour à la démocratie.

Au plan économique, le Brésil est la 1^{ère} puissance de l'Amérique latine et figure au rang mondial des cinq pays émergents (BRICS). Grande puissance agricole et d'industrie extractive (Bois, minerais, pétrole, etc.), il est aujourd'hui en pleine mutation avec la rapide expansion des secteurs industriels et tertiaires. Aujourd'hui, la majorité des constructeurs automobiles du monde (Ford, Renault, General Motors etc.) y sont représentés. Il faut aussi noter la présence d'une industrie locale automobile avec des constructeurs comme Troller, Marco Polo, Agrale, ... L'aéronautique aussi se développe avec le constructeur local EMBRAER (Empresa Brasileira de Aeronautica) spécialisé dans les avions civils de petite et de moyenne taille et aussi des avions de chasse.

Malgré son dynamisme et son fort potentiel économique, le Brésil reste toujours un pays de grands paradoxes avec des inégalités sociales et régionales très prononcées. Il fait même partie des dix pays les plus inégalitaires au monde, en tenant compte de l'indice de Gini. Ces inégalités entraînent une urbanisation galopante avec concentration de la pauvreté dans de véritables bidonvilles (Favelas) où règnent l'insécurité, la criminalité.

Cette situation, couplée à la corruption des élites et aux récentes récessions économiques, a entraîné de nombreux mouvements sociaux et bouleversements politiques (emprisonnements de leaders, destitution de président, etc.). La perte de confiance des populations envers leurs institutions et élites a laissé le champ ouvert à un populisme qu'alimente certains politiciens à travers des campagnes informationnelles. Le Brésil est historiquement accoutumé au populisme, du fait des divers régimes militaires et dictatoriaux qu'il a connus dans le passé. Cependant, la résurgence, avec une ampleur sans précédent, de ce phénomène du fait des réseaux sociaux menace aujourd'hui les fondements de la démocratie brésilienne.

L'écosystème de la propagande et de la désinformation au Brésil

L'influence politique des médias traditionnels

Le paysage médiatique au Brésil est dominé par de grands groupes privés aux mains de familles provenant d'une oligarchie conservatrice ou à des hommes politiques qui les utilisent pour promouvoir leurs propres intérêts. Un groupe comme « O Globo » dirigé par les frères Marinho, possède à lui seul les principaux réseaux de télévision du pays mais aussi des chaînes du câble et du satellite. Les liens entre ce groupe et la vie politique du pays ont fait l'objet de beaucoup d'écrits qui toutes mettent en cause son rôle dans la manipulation des opinions et l'orientation des préférences des populations.

Depuis les années 1960, ce media avait été épinglé et a dû s'excuser publiquement en 2013 pour son étroite collaboration avec le régime militaire d'antan (1964-1985). Un autre exemple plus récent a été le processus de destitution de Dilma Rousseff qui, selon Teun A van Dijk (2017), a été une opération conjointe du pouvoir judiciaire et des grandes entreprises de communication. Dans son article, il affirme que « *les médias de Globo Corporation, surtout le "Jornal Nacional de Globo" ont systématiquement et de manière dramatique, diabolisé et délégitimé Dilma, ainsi que l'ex-président Lula et le Parti Travailleuse...* ». Ces couvertures biaisées de l'information et fausses représentations de la réalité socioéconomique du pays ont ainsi contribué à exacerber le mécontentement populaire.

Toujours en lien avec ces grands groupes médiatiques, nous aborderons les rapports conflictuels que certains entretiennent et qui dépassent de loin les enjeux commerciaux. En effet, le phénomène de montée en puissance des médias évangélistes est venu remettre en cause le monopole des groupes traditionnels. L'un des principaux concurrents de "O Globo" est le "Rede Record", une propriété de l'évêque Edir Macedo, leader de l'Église Universelle du Royaume de Dieu. Ce religieux est à la tête d'un groupe qui possède 25 TV dont la 2^{ème} chaîne de télévision au Brésil en termes d'audience (TV Record), un réseau de radios, 4 portails internet et un journal (Correo do Povo).

Très vite, les rapports entre les deux groupes rivaux ont viré à l'affrontement, notamment au niveau idéologique et aussi politique. "O Globo" est accusé de promouvoir un mouvement social néolibéral qui menacerait la famille traditionnelle et ferait l'apologie de la pédophilie, l'homosexualité et la consommation de drogues... Le media a même fait l'objet de campagne de boycott soutenue par les milieux évangélistes. Loin d'être attentiste, "O Globo" s'est lancé dans une campagne de décrédibilisation du propriétaire de TV Record. Déjà en 1996, Globo a diffusé de nombreuses vidéos montrant les méfaits et méthodes peu orthodoxes employées par les pasteurs de l'église universelle, tout en se défendant de toute croisade antiévangélique.

L'église a bien sûr réagi en lançant de nombreuses rumeurs de corruption et d'immoralités contre la famille Marinho. De manière plus subtile, Globo a diffusé une série (Décadence) racontant la vie d'un évangéliste dépeint comme un séducteur et un maître chanteur qui mène une vie de luxe en extorquant ses fidèles.

Bien qu'étant une fiction, l'apparence et les manières de l'acteur ressemblent fortement à celles de l'évêque Macedo. Dans la réalité, l'église Universelle et son leader ont fait l'objet de poursuites judiciaires pour des faits d'extorsion, blanchiment d'argent, etc. La diffusion de cette série a bien sûr soulevé le [courroux de l'église universelle qui ont appelé publiquement ses membres à](#) « *ne plus regarder Globo et à porter des rubans de poignet en signe de solidarité avec leur église* ».

Au niveau politique, "TV Record" use de son pouvoir d'influence pour se mettre au service de candidats politiques, souvent afin de contrebalancer le poids de Globo. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2010, alors que Globo soutenait le candidat de droite, le média évangéliste s'est montré favorable à Dilma Rousseff (parti travailliste). Plus récemment, faisant volteface,

c'est à Jair Bolsonaro que ce media a apporté son soutien avec des pressions sur les journalistes pour déformer les faits en faveur de ce dernier, et aussi des rumeurs sur le candidat du Parti des travailleurs ([accusation d'avoir mis au point un "kit gay" pour promouvoir l'homosexualité dans les écoles](#)).

L'activisme en ligne

Au-delà de la presse traditionnelle, les réseaux sociaux jouent une grande part dans la propagation de la désinformation au Brésil. Mais parmi toutes ces plateformes en ligne, c'est surtout le réseau social « WhatsApp » qui est devenu le principal instrument de propagation d'informations au Brésil.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le succès de ce media dont son faible coût, son taux d'utilisation élevé parmi les populations, mais aussi son cryptage de bout en bout, qui rend difficile l'identification des auteurs des campagnes de désinformation.

Son impact est d'autant plus grand que le Brésil est le 2^{ème} plus grand utilisateur de WhatsApp au monde (derrière l'Inde), avec un taux de pénétration de plus de 60% de la population. La popularité de cette application a entraîné son utilisation pour diffuser des quantités alarmantes de désinformations, de rumeurs et de fausses nouvelles. Ainsi, [une étude conjointe de l'agence de Fact-checking "Lupa" et de l'université de Sao-Paulo](#) a montré que, sur un échantillon de près de cent mille images WhatsApp diffusées au Brésil, plus de la moitié d'entre elles contenaient des informations trompeuses ou carrément fausses.

Des sociétés de marketing utilisent ce canal et inondent des groupes cibles d'électeurs avec de nombreux messages aux contenus politiques. Tout cela est rendu possible par le biais de bases de données constituées à partir des informations personnelles (adresses électroniques, numéros de téléphone et autres données personnelles) des électeurs.

Ces données sont recueillies de diverses manières dont l'acquisition volontaire chez les partisans, l'achat de bases de données vendues légalement au Brésil ou l'utilisation des informations volées ou achetées illégalement auprès de fournisseurs de services téléphoniques. Ces manœuvres ont été mises en évidence dans [un rapport](#) sur les élections brésiliennes et le commerce des données, publié par les organisations "Tactical Tech" et "Coding Rights". Ces derniers affirment que les partis politiques ont recours à des sociétés de marketing pour développer une "campagne axée sur les données" pour WhatsApp et d'autres plateformes. Une fois l'auditoire-cible est identifié, il s'agit de leur offrir des publicités politiques basées sur leurs préférences et aussi modifier leurs opinions par la diffusion de fausses informations et de propagande.

Le développement des réseaux sociaux a aussi favorisé l'émergence d'un activisme au sein des populations et surtout de la jeunesse brésilienne. Ces derniers se sont organisés dans les rues et sur les réseaux sociaux autour des questions socio-économiques et aussi politiques. En plus des manifestations et rassemblements de rue, les réseaux sociaux jouent un grand rôle en permettant aux manifestants de s'organiser et de diffuser leurs messages. Les grandes mobilisations en 2016 qui ont entraîné la destitution de la présidente de république ont été portées par des organisations de la société civile telles que "Movimento Brasil Livre" (MBL) et "Vem Pra Rua" (VPL).

Image 20 : manifestations pour la destitution de Dilma organisé par " Vem Pra Rua"



Source : [Gazeta do Povo](#)

Mais loin des préoccupations sociales et de la dénonciation de la corruption, ces mouvements proches de la droite brésilienne ont lancé de véritables campagnes informationnelles contre le parti travailliste et ses dirigeants. En effet, ils ont réussi à détourner le ressentiment général de la population contre l'élite politique en une attaque partisane tournée uniquement contre le parti travailliste. Des hashtags tels #PTnão (non au PT), #LulaNuncaMais (plus jamais Lula) ont été popularisés sur internet dans ce qui est connu sous le nom de campagne " Antipetismo " (anti parti travailliste). Beaucoup de manipulations et de désinformations ont aussi circulé sous le couvert de cette campagne civique.

Pour preuve, en 2016, en lien avec les dirigeants de ces mouvements, le réseau social Facebook a « déclaré avoir désactivé 196 pages et 87 comptes au Brésil pour leur participation à un réseau coordonné qui se dissimulait grâce à l'utilisation de faux comptes et dont les post avaient [pour but de créer la division et répandre la désinformation](#) " .

Une annonce similaire a été faite en 2020 avec [la suppression d'un réseau de comptes et de pages](#) (35 comptes, 14 pages et 1 groupe sur Facebook et plus de 38 comptes sur Instagram) lié au Parti social-libéral (PSL) et aux proches de Bolsonaro (familles et conseillers). Concrètement, parmi les attaques informationnelles contre les dirigeants du parti travailliste, les plus célèbres sont un montage photo présentant Dilma Rouseff aux côtés du communiste Fidel Castro et un faux casier judiciaire dans lequel elle serait accusée d'être une terroriste et une voleuse de banque ([Evangelista.2019](#)).

Images 20 et 21 : montage photo sur Dilma Rouseff



L I N H A F E S		TERRORISTA/ASSALTANTE DE BANCOS	
Sobrenome		Número do artigo	
DILMA VANA ROUSSEFF LINHARES		00237	
Nome		ESTELA	
Alcunha		POLEGAR DIREITO	
CAPTURADO			
Outros nomes: LOIZA, PATRÍCIA, VANDA			
Assinaturas:			
Filiação: Pedro Rousseff e Dilma Rousseff			
Endereço: Av. João Pinheiro, 95 apto. 1001			
Naturalidade: Belo Horizonte - MG		Data Nasc: 14/12/47	
Profissão: Desconhecida		Est. civ: Casada (Jobato?)	
Atividade:			
1967 - militante da Política Operária (POLOP) - MG			
06/10/68 - assalto ao BANESPA - Rua Iguatemi, nº 80 mil.			
12/10/68 - planejamento assassinato Cap. Charles R. Chandler (?)			
11/12/68 - assalto à casa de Aracê Diana, R. do Seminário 48 araras			
27/04/69 - Comando de Libertação Nacional (COLINA)			
24/01/69 - Assalto ao 49 RI Quitânea, Osasco - SP. 63 FAL. 3. INA. 4 cunbetes unição			
19/07/69 - Assalto casa Gov. Ademar de Barros			
01/08/68 - assalto ao Banco Mercantil de São Paulo			
27/09/69 - Congresso VAR Palmares (Teresópolis)			
20/09/69 - assalto ao quartel da Força Pública, Barro Branco (cont.)			

Source : <https://policyreview.info/articles/analysis/whatsapp-and-political-instability-brazil-targeted-messages-and-political>

Le populisme digital sous l'ère du président Bolsonaro

La campagne électorale de 2018

L'ascension au pouvoir de Jair Bolsonaro et du Parti libéral social d'extrême droite en 2018, a été le fruit d'une véritable campagne informationnelle axée sur le l'exacerbation du rejet du parti travailliste et une exaltation de son propre programme conservateur et nationaliste. Cette opération a été d'autant plus facilitée que le climat économique morose, la perte de confiance des populations dans les institutions étatiques et les scandales de corruption ont créé un climat propice au mécontentement général.

Utilisant une rhétorique « antisystème », il s'est attaqué au supposé "establishment politique" qualifié de corrompus et de communistes. Comme beaucoup d'autres leaders politiques populistes avant lui, il crée une polarisation extrême de la société en exprimant des opinions misogynes, anti-LGBTQ, racistes qui sont censés défendre la société brésilienne et restaurer l'ordre ancien. Cette polarisation s'est bien sûr accompagnée d'une montée des tensions sur les réseaux sociaux où les sites des différents partis politiques rivalisaient avec les titres sensationnels, et les contenus trompeurs ou mensongers.

Pour défendre et répandre ses idées, il s'est appuyé sur des campagnes coordonnées et animées par ses partisans, via des médias sociaux tels que WhatsApp, Twitter et Facebook. Ce vaste réseau avait entre autres missions de :

- Booster sa popularité et maintenir un lien étroit entre lui et ses partisans.
- Mobiliser les électeurs par le biais de messages alarmistes ou conspirationnistes.
- Dénigrer les opposants et sources traditionnelles de médias.

L'utilisation massive de Facebook et de WhatsApp a permis de répandre de fausses rumeurs, des photos manipulées, des vidéos décontextualisées, des canulars audios, etc. Entre autres mensonges, nous pouvons citer le supposé piratage du système de vote électronique par le gouvernement vénézuélien, la distribution par son rival des biberons avec des bouchons en forme de pénis dans les écoles pour lutter contre l'homophobie, le supposé "kit gay" que le

parti travailliste et des personnalités de la gauche feraient circuler dans les écoles pour persuader les enfants de devenir gays ([Nalon, 2018](#)).

Concernant les accusations de fraude, une vidéo montrant une machine à voter qui aurait forcé les électeurs à voter pour Haddad (le candidat du Parti des travailleurs) est devenu virale sur les réseaux sociaux. Il a rapidement été démontré que cette vidéo dont l'un des fils de Jair Bolsonaro avait été à l'origine du partage, était en réalité une manipulation. Concernant les implications de ses proches dans cette vaste campagne informationnelle, une enquête de la police fédérale sur les actes antidémocratiques a révélé d'existence de " cabinet de la haine" directement coordonné et opéré par la famille Bolsonaro (ses trois fils), des conseillers présidentiels et politiciens alliés. Bien que nié par les accusés, ce cabinet aurait pour missions principales de mener des campagnes de dénigrement en diffusant des fausses nouvelles et de lançant des attaques contre les journalistes et les opposants au gouvernement.

Image 22 : manifestante brandissant une pancarte dénonçant la diffusion via WhatsApp de Fake News par Bolsorano



Source : Reuters ; <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/enquete-municipales-au-bresil-meme-interdite-la-propagande-par-messaagerie-prospere>

Ratissant large dans la société brésilienne, Bolsonaro a bénéficié du soutien d'une coalition connue sous le nom de l'alliance " bala, boi, biblia " (balles, bœuf et bible). Ces trois mots sont représentatifs de groupes législatifs qui influent sur la vie politique brésilienne : le 1^{er} groupe est constitué du lobby des armes avec un discours axé sur la loi, l'ordre et la lutte contre la criminalité ; le deuxième groupe défend les intérêts des agriculteurs et le dernier groupe est constitué des chrétiens évangéliques. Cette coalition lui aura permis de bénéficier de soutiens de nombre d'hommes d'affaires et d'églises qui ont mis à son service leurs moyens financiers et médiatiques. Comme rapporté par Nalon. En 2018, plusieurs grandes entreprises comme les chaînes de magasins "Havan" ont dépensé des millions de dollars pour diffuser des messages ciblés sur WhatsApp en faveur de Bolsorano et contre son adversaire.

La campagne informationnelle a également pris pour cibles des journalistes et médias qui ont tenté d'enquêter sur la campagne de désinformation des pro-Bolsorano. Ils ont été menacés et attaqués sur les réseaux sociaux par les partisans de ce dernier. Au cours de la campagne présidentielle de 2018, l'Association Brésilienne du Journalisme d'Investigation (ABRAJI), dans un rapport « a recensé au moins 141 cas de menaces et de violences à l'encontre de reporters couvrant les élections présidentielles de 2018, la grande majorité provenant de partisans de Bolsonaro ».

Certains ont même fait l'objet de pressions, de censures et été empêchés de publier des articles négatifs sur Bolsonaro au sein de leurs organes de presse. De tels comportements qui ont même conduits à des démissions de journalistes au sein du groupe Record de l'évêque Macedo ont été révélés par une enquête du journal "The Intercept".

L'exercice du pouvoir

L'exercice de son pouvoir d'état reste toujours appuyé par une campagne informationnelle à fins politiques dont les points majeurs sont les théories complotistes liées à crise sanitaire du COVID-19 et à la délégitimations des institutions.

"Antivax" confirmé, Bolsonaro s'est imposé comme l'un des chefs de file du mouvement mondial du déni de la pandémie, par la propagation de désinformations et la remise en cause des résultats des recherches scientifiques. A ce sujet, il fait l'objet d'une enquête parlementaire pour son supposé rôle dans la diffusion d'informations erronées liées à la pandémie et la décrédibilisation de toutes les mesures d'isolement social (port du masque, confinement, etc.). [Il est ainsi accusé d'avoir au cours de ses vidéos en live ou post sur les réseaux sociaux fait la promotion](#) « des informations erronées sur les effets et les remèdes du virus, basées sur des données inconnues ou des preuves scientifiques non concluantes ». Entre autres exemples on peut citer des propos tels "90 % des personnes infectées ne ressentiront aucun symptôme", " le verre blindé protège contre l'entrée du virus dans un espace", etc.

Plus grave, dans une vidéo, ses propos d'un supposé lien entre le vaccin du COVID et le SIDA ont même fait l'objet de sanctions de la part de Facebook qui a supprimé la vidéo incriminée et de YouTube qui a suspendu le compte du concerné.

Toujours dans une optique de délégitimer les institutions étatiques, le président Bolsorano n'a cessé de se lancer dans des attaques et insinuations contre le pouvoir judiciaire, la presse, les universités.

Au niveau de la presse, les attaques directes contre les journalistes n'ont jamais cessé, même après son élection. A l'instar de Donald Trump, le président brésilien se lance régulièrement dans des diatribes, injures et menaces contre la presse et les journalistes. Il a d'ailleurs développé une stratégie de communication pour contourner ces derniers qui consiste à s'adresser directement et sans filtre à ses partisans sur les réseaux sociaux.

Sur le plan académique, affirmant que les universités sont remplies de "gauchistes" qui promeuvent le communisme, l'état Brésilien a tenté d'influer sur le choix des recteurs en les faisant nommer par le ministre en charge de l'éducation, en lieu et place des élections habituelles. De même, une atmosphère de peur et de pression est entretenue avec plusieurs professeurs qui ont fait l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires pour des critiques à l'égard du président. Et comme le rapporte un article du journal "EL Pais", des vidéos de certains professeurs critiquant officieusement le gouvernement ont été filmées à leur insu par des étudiants. Elles ont ensuite été diffusées sur les médias sociaux pro-Bolsonaro, contribuant à alimenter l'illusion d'une conspiration communiste.

Pareillement, en désaccords sur de nombreux sujets avec le pouvoir judiciaire, Bolsorano accuse celui-ci de partialité. En riposte à l'ouverture d'une enquête sur lui pour diffusion de fausses nouvelles, [il a exigé la destitution de certains juges de la cour suprême qu'ils accusent d'être](#) « en même temps enquêteur, accusateur et juge », et « censeur de la liberté d'expression ». Pour mettre la pression sur cette institution, il a appuyé son exigence avec des manifestations de soutien à son gouvernement dans les rues. Et en prévision des futures élections présidentielles de 2022, il tient des propos visant à jeter le doute sur la crédibilité de ces échéances électorales. Dans son discours, les accusations de trucage du système de vote par urnes électroniques ont refait surface. D'ailleurs, il menace de ne pas organiser d'élection tant que ses soupçons de manipulation n'auront pas été levés ou même de ne pas reconnaître les résultats s'il était donné perdant.

CHAPITRE 2 : LES PAYS D'AMÉRIQUES LATINES EN PROIE A UNE CAMPAGNE DE REVENDICATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Les sources et les actions de revendications des peuples autochtones en Amérique Latine

Le contexte historique

Les peuples autochtones d'Amérique latine peuvent être divisés en deux grands groupes qui sont :

- Les descendants des civilisations précolombiennes (les Aztèques, les Mayas et les Incas, etc.), généralement des agriculteurs qui sont concentrés dans les zones de montagne ;
- Les tribus des régions forestières qui sont des chasseurs-cueilleurs ou petits agriculteurs.

Autrefois les seuls habitants de ce sous-continent, ces civilisations ont pratiquement été détruites à l'arrivée des européens. L'on estime à 95% leur pourcentage de déclin au cours des 300 dernières années, essentiellement des effets de la maladie et des conquêtes sanglantes ([UNDP 2020](#)).

D'abord, dès leur arrivée, les européens ont apporté de nombreuses maladies tels la variole, la rougeole ou la syphilis qui ont causé beaucoup de décès. Ensuite, au cours du processus de colonisation et de conquêtes territoriales, les conquistadors espagnols et portugais massacraient ou réduisaient ces peuples aux travaux forcés et à l'esclavage.

Aujourd'hui, « *la population indigène d'Amérique latine se compose d'environ 50 millions de personnes, qui appartiennent à 500 groupes ethniques différents. Les populations les plus importantes (en termes absolus et relatifs) se trouvent au Mexique, au Guatemala, au Pérou et en Bolivie. Au total, la population indigène représente 8 % de la population de la région* » ([World Bank Group 2015](#)).

Malgré les progrès socio-économiques de la plupart des pays d'Amérique Latine, les populations autochtones demeurent les groupes les plus défavorisés de la société. Historiquement, les effets combinés de leurs massacres, pertes de territoires de chasse, pillages de leurs trésors, dépossessions culturelles ont eu de graves conséquences sur leurs bien-être.

De même, les processus de discrimination puis d'assimilation forcée ont aggravé leur marginalisation socio-économique et les a relégués au rang de citoyens de seconde zone.

Très vite, des mouvements de lutte pour l'émancipation sont apparus au sein de ces populations. Le congrès « Inter-American Indigenista Congress » tenu au Mexique en 1940, avec la participation de délégués de tous les pays fut un événement précurseur de ce mouvement d'unification de la lutte à l'échelle du continent. Cette conférence a abouti, entre autres, à la création :

- Du « Instituto Indigenista Interamericano », (Institut Indigéniste Interaméricain) a pour rôle de « *pour vocation d'initier, de coordonner, de diffuser des recherches sur les populations indiennes, de rassembler les législations les concernant, de coopérer avec les institutions indigénistes nationales et d'administrer les fonds publics destinés aux populations indiennes chargé chargé d'étudier et de proposer des politiques autochtones sur le continent.* » ([Cunin 2019](#)).
- De filiales de cet institut dans chaque pays pour défendre la cause des populations, faire adopter des lois protectrices, promouvoir et mettre en œuvre des programmes sociaux, économiques et éducatifs.

Progressivement, les peuples indigènes ont commencé à s'organiser en groupes de pression et en confédérations pour défendre leurs cultures indigènes, leurs terres traditionnelles et leurs droits. Des mouvements comme la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur

(CONAIE) ont réussi des mobilisations de grandes échelles avec des actions comme des marches, des occupations et des barrages routiers. Le succès de ces mouvements a contribué à faire bouger les lignes, avec l'inclusion de dispositions spéciales concernant le statut et les droits des communautés autochtones dans la constitution de nombreux pays de la région.

Au niveau mondial, la communauté internationale a contribué à l'avancée de la cause de ces peuples en mettant fin à la vision paternaliste qui prévalait jusque-là dans le comportement des États sur ces questions. Désormais, des droits culturels, territoriaux et plus généralement le droit des communautés autochtones à une véritable participation à toutes les décisions qui affectent leur vie, leur sont reconnus (Convention n° 169 relatives aux peuples indigènes et tribaux, 1989). Malgré les efforts consentis et les améliorations, les problèmes de développement inégaux et les écarts socio-économiques demeurent ;

Essentiellement du fait de : conservatisme et des préjugés d'une partie de la société, des obstacles structurels liés au passé, l'indifférence des fonctionnaires et des gouvernements, l'opposition farouche de puissants intérêts économiques.

La persistance de ces injustices ont conduit à la poursuite des revendications qui, ces dernières années, ont gagné en intensité et en visibilité, remettant ainsi ces populations sur le devant de scène. En cela, elles sont aidées par un contexte local (démocratisation croissante des sociétés sud-américaines), des évolutions sociétales au niveau mondiale (prévalence des droits humains, émergence d'une culture de rejet et dénonciation des inégalités, etc.) favorables et surtout par le pouvoir des réseaux sociaux et des TIC.

Qu'elles soient rurales ou urbaines, les populations autochtones se mobilisent pour revendiquer plus de droits, l'application effective de celles en vigueur, mais aussi s'opposent aux grands projets économiques aux conséquences environnementales graves sur leur milieu de vie.

Ce regain d'activisme est autant plus à l'ordre du jour que les acquis du passé semblent être remis en cause par une nouvelle classe de dirigeants issus des milieux populistes d'extrême droite. Soutenus par de puissants lobbies financiers, ils mettent en avant un discours qui donne la priorité à l'intérêt économique national sur les droits des peuples autochtones.

Une internalisation et une modernisation de la lutte

Pour Puig, S. M. i. ([2010](#)), les deux dernières décennies ont vu l'émergence de divers mouvements indigènes qui se sont renforcés par des alliances avec des acteurs et réseaux internationaux de défense des droits qui leur ont donné une plus grande visibilité et capacité à exercer des pressions sur leurs États.

Aujourd'hui, ils sont très présents et mis en avant dans les différents sommets et conférences internationales organisées sur le climat et l'environnement. Des organisations régionales telles la Coordination des Organisations Autochtones du Bassin de l'Amazone (COICA) qui représente des groupes ethniques amérindiens des neuf pays du bassin amazonien sont très actives sur la scène internationale, avec de nombreuses tournées dans les capitales mondiales.

En 2016, lors de la COP 21 à Paris, plusieurs de ces organisations ont été mises sur le devant de la scène afin de porter leurs messages au monde. Ils ont même organisé une campagne « #PaddletoParis » qui a remporté les « Shorty Awards 2016 » de la meilleure campagne sur les médias sociaux.

Image 23 : rassemblement des tribus autochtones lors de la COP 21 à Paris



Source : Reuters, <https://wp.burness.com/indigenous-peoples-paddle-to-paris-for-cop21/>

A leur actif, nous avons la campagne “Amazonia80x2025” qui est un appel urgent à protéger 80 % de la forêt amazonienne d’ici 2025. En partenariat avec des ONG environnementales, ils ont également lancé la campagne « exit Amazon Oil and Gas » afin de faire pression sur les banques finançant les projets d’exploitation de gaz et pétrole dans la forêt amazonienne.

L’on assiste à une modernisation de la lutte avec l’utilisation des réseaux sociaux qui permet l’amplifier leurs messages et leur donne des opportunités qui n’existaient pas avant. Selon Lupien (2020)⁸, l’appropriation des TIC a permis de :

- De communiquer des messages indépendamment des grands médias et de remettre en question les stéréotypes dominants ;
- Créer de nouvelles formes d'expression culturelle ;
- Renforcer les liens entre les organisations et les peuples
- Produire des informations relatives à des questions importantes pour les indigènes ;
- S’engager dans des campagnes politiques plus coordonnées dans la mesure où les TIC permettent une communication plus rapide et plus efficace ;

Ainsi, nous avons une foison de sites web développés par diverses organisations ethniques (nationales, régionales et internationales) et qui servent à coordonner et promouvoir leurs activités. Nous pouvons citer, entre autres, www.mapuche.cl , www.inforcauca.org , www.cidob.org , <http://conae.org>, etc.

En définitive, ces dernières années, les plateformes en ligne, l'internet et les vidéos ont permis d’amplifier les voix des communautés locales et de les unir au-delà de leurs diversités.

Quelques exemples de mouvements de lutte

La lutte pour une plus grande représentativité politique

Après des siècles de marginalisation, la situation des peuples autochtones s’est améliorée avec une reconnaissance nationale et internationale de certains de leurs droits. Plusieurs pays d’Amérique latine ont tenté de répondre à l’exclusion et la marginalisation de ces peuples dans

⁸ Lupien P. Indigenous Movements, Collective Action, and Social Media: New Opportunities or New Threats? *Social Media + Society*. April 2020. doi:[10.1177/2056305120926487](https://doi.org/10.1177/2056305120926487)

les institutions publiques en introduisant des mesures spécifiques pour renforcer leur participation dans les organes d'État (Clétus 2020)⁹.

A ce jour, le Chili reste le seul pays d'Amérique Latine dont la Constitution ne reconnaît pas l'existence des peuples autochtones. Mais cette situation anormale est en passe d'être résolue avec la création d'une constituante pour une révision constitutionnelle sous la pression de mouvements des peuples locaux, comme le "Wallmapuchen" (parti politique du peuple Mapuche), le Conseil des peuples "Atacameños", etc.

Aujourd'hui, ces populations autochtones sont devenues des acteurs majeurs de la vie politique nationale. Dans des pays, notamment en Bolivie et en Équateur, les mouvements autochtones ont réussi à former leurs propres partis politiques et à se présenter aux élections selon leurs propres conditions (Rice 2022)¹⁰. Plusieurs études ont mis en avant le rôle positif que jouent ces partis dans la consolidation de la démocratie en améliorant la représentativité et la participation politique des populations autochtones, en réduisant la violence, etc. (Madrid, R. 2005)¹¹

Certains comme le Movimiento al Socialismo (MAS) en Bolivie, le Pachakutik en Équateur ou l'Alianza Social Indígena (ASI) en Colombie, ont su s'imposer dans le jeu politique nationale. Très souvent, ils lient des alliances avec des partis traditionnels ou syndicats, leur apportant leur soutien en échange de candidatures ou de concessions politiques. Par exemple, le "Pachakutik", mouvement indigène créé en 1995 en Équateur a contribué à la victoire du "Partido Sociedad Patriótica", (PSP) à l'élection présidentielle de 2002, en échange de postes ministériels. Mais l'aventure politique la plus réussie pour l'instant, reste celle du Mouvement vers le Socialisme (MAS) qui a remporté l'élection présidentielle bolivienne de 2006, avec l'accession au pouvoir de Evo Morales, 1^{er} président indigène du pays.

Leur montée en puissance et succès peut s'expliquer par plusieurs facteurs dont des actions offensives dans la sphère informationnelle.

Nouveaux venus sur la scène, ils ont su profiter d'un contexte de décomposition et de la fragmentation du paysage politique des nations sud-américaines qui a entraîné l'effondrement des grands partis nationaux. Ils se sont présentés comme une alternative et surtout comme les représentants authentiques de la culture et de l'identité nationale (Jackson & Warren 2005).

Mais pour (Madrid, R. 2012)¹², la rhétorique de la plupart de ces partis a été une combinaison de discours ethniques et de populisme, c'est-à-dire ce qu'il est convenu d'appeler "ethno populisme". En effet, tout en maintenant des liens étroits avec les organisations indigènes, ils ont repris à leur compte les revendications indigènes traditionnelles et adopté toute la symbolique indigène, etc. Cette stratégie a bien sûr des limites car elle ne permet que de mobiliser son propre électorat et peut s'apparenter à du tribalisme.

C'est pourquoi d'autres partis aux ambitions nationales se sont fait les chantres du pluri nationalisme et de l'interculturalité ; c'est à dire « *le passage du modèle colonial d'État à une nation, une culture et une langue au modèle d'État plurinational, qui reconnaît différentes nations avec leurs propres langues, cultures et identités historiquement négligées, au sein d'une même entité politique* » (Peoples Dispatch 2022). C'est une promesse de campagne faite par le parti MAS et qu'elle a mise en œuvre dès son accession au pouvoir en Bolivie, avec l'adoption d'une nouvelle constitution reconnaissant 36 nationalités culturelles.

⁹ Clétus Gregor Barié (2020) Representation of indigenous peoples in times of progressive governments: lessons learned from Bolivia, Latin American and Caribbean Ethnic Studies, DOI: [10.1080/17442222.2020.1839225](https://doi.org/10.1080/17442222.2020.1839225)

¹⁰ Rice, R. Indigenous Political Representation in Latin America. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Retrieved 4 Mar. 2022, from <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-243>.

¹¹ Madrid, R. (2005). Indigenous Parties and Democracy in Latin America. *Latin American Politics and Society*, 47(4), 161-179. doi:10.1111/j.1548-2456.2005.tb00332.x

¹² Madrid, R. (2012). Conclusion. In *The Rise of Ethnic Politics in Latin America* (pp. 185-194). Cambridge: Cambridge University Press.

Par ailleurs, l'analyse de la victoire du MAS en Bolivie montre une évolution des revendications tribales vers des discours nationalistes et antiimpérialistes. Les dirigeants se sont fait les porte-voix de la défense de la souveraineté et des ressources nationales (la feuille de coca et les hydrocarbures) contre les multinationales et puissances étrangères. Cela leur a permis d'obtenir le soutien des syndicats de mineurs et des organisations paysannes de culture de la coca.

Les questions environnementales : Les cas du Mexique et du Brésil

Dans un contexte de changement climatique et face à l'exploitation abondante et souvent illégale des ressources naturelles, des mouvements des populations autochtones se sont organisés en groupes de pression. En effet, les menaces que constituent l'expansion des activités agropastorales, les grands projets hydroélectriques, l'exploitation des ressources minières et forestières contribuent à la destruction de leurs habitats naturelles et terres ancestrales. Mettant en avant leurs droits historiques sur ces terres et eaux, les communautés locales se lancent dans des offensives informationnelles à travers des actions judiciaires, des manifestations physiques, des campagnes de mobilisation en ligne, etc.

Ainsi, au Mexique, la communauté "Yaqui" est engagée depuis 2011, dans un conflit baptisé " la guerre de l'eau des Yaqui" contre le gouvernement fédéral. En effet, le projet de construction d'un aqueduc destiné à transférer l'eau du fleuve "Yaqui » vers la capitale de l'état de Sonora (Hermosillo) est farouchement combattu par les tribus locales à cause des dommages environnementaux graves qui y sont liés.

Sur le plan légal, ils ont intenté des procès contre le gouvernement qui violait leurs droits historiques sur l'eau et ne les avait pas consultés au préalable avant d'entamer le projet. Malgré des décisions de justice favorables, les tentatives de règlement de ce conflit n'ont pas abouti jusqu'à ce jour.

Afin aussi de mobiliser la communauté internationale et faire porter leur voix, ils ont lancé des pétitions, des campagnes de soutien nationale et internationale dénommées « Namakasia ». De même, l'utilisation des réseaux sociaux a permis de donner une résonance nationale et mondiale à cette lutte. D'ailleurs, en 2010, c'est la publication par des jeunes de la communauté d'une vidéo sur YouTube montrant des militaires mexicains en train de les battre pour avoir rempli des barils de la seule eau potable du Rio Yaqui qui médiatisera cette affaire ([Duarte 2017](#)). Ainsi, ils ont pu bâtir une large coalition anti-aqueduc "No al Novillo" qui est composé de plusieurs organisations régionales (le Congrès national Indigène et l'Armée zapatiste, etc.), de nombreuses ONG locales, nationales et internationales, d'organisations de solidarité indigènes, ainsi que de nombreux intellectuels.

Parallèlement à la mobilisation, plusieurs actions plus ou moins violentes ayant entraîné de nombreuses arrestations sont organisées sur le terrain. En effet, afin de forcer le gouvernement à la table des négociations, ils érigent régulièrement des barrages sur des lignes ferroviaires et autoroutes fédérales traversant leur territoire, bloquant ainsi la circulation et le commerce entre le Mexique et les USA.

Cette tactique avait été utilisée avec succès en 2012 par les "Ngäbe-Buglé" qui sont le plus grand groupe ethnique au Panama. Pour protester contre l'approbation de mines et de réservoirs dans leur région, ils ont bloqué l'autoroute panaméricaine menant au Costa Rica voisin. Le gouvernement finira par revenir sur sa décision.

Image 24 : Blocages d'autoroutes par les Yaquis dans l'état de Sonora



Source : <https://mexiconewsdaily.com/news/yaquis-continue-highway-and-rail-blockades-in-sonora/>

Au Brésil, depuis l'accession de Jair Bolsorano au pouvoir, la pression de l'élevage, de l'exploitation minière et de l'exploration pétrolière s'est accentuée sur les forêts brésiliennes. Conformément à sa promesse électorale de s'assurer que les communautés indigènes n'obtiennent pas "un centimètre de plus" de terres protégées, il a accéléré l'exploitation économique de la forêt amazonienne. Selon le Conseil Missionnaire Indigène (CIMI), un groupe de défense brésilien, « *les invasions de terres ont augmenté de 150 % depuis son élection fin octobre* » (Reuters 2019). Cette situation a généré beaucoup de tensions et de violences entre les tribus locales et les agriculteurs ou éleveurs. En remettant en cause leurs droits reconnus par la constitution et provoquant une déforestation avancée de leurs espaces de vie, le gouvernement a fait face à une forte mobilisation des tribus autochtones.

En août 2011, ils ont organisé la plus grande mobilisation indigène de l'histoire du Brésil. Ce mouvement connu sous le nom "Struggle for Life" (lutte pour la vie) a rassemblé plus de 6000 personnes issues de près de 117 tribus différentes. Pendant une semaine, ces manifestants habillés en tenues traditionnelles se sont installés sur les terrains entourant les bâtiments ministériels de la capitale et ont organisé des marches, des protestations, des danses et des discours. Toutes ces célébrations étaient bien sûr retransmises en direct sur les réseaux sociaux. Sur les réseaux sociaux, la mobilisation était aussi pareille avec des hashtags comme #MarcoTemporalNão ou #AcampamentoLutaPelaVida.

Image 25 : manifestation "Struggle for Life" à Brasilia



Source : <https://climainfo.org.br/2021/08/26/brazilian-supreme-court-resumes-historic-judgment-on-indigenous-lands/>

L'objectif principal était de s'opposer à une série de propositions de lois "anti-indigènes", notamment la remise en cause de leurs droits fonciers par l'ajout de clauses de restrictions temporelles (la clause *marco temporal*). D'ailleurs cette manifestation visait à mettre la pression sur la cour suprême qui doit statuer sur la validité ou non de l'appropriation des terres ancestrales des indiens "Xokleng". Ce jugement est d'autant plus important qu'il servira de jurisprudence pour l'adoption ou non des nouvelles lois mentionnées plus haut.

Par ailleurs, ces tribus lancent des attaques directes contre le président Bolsonaro qu'ils accusent d'instrumentaliser l'environnement pour commettre un génocide contre les Indiens et des crimes contre l'humanité. La presse s'est largement faite l'écho de ces accusations avec de nombreux articles sur le sujet.

Au niveau international, nous assistons à plusieurs campagnes à l'encontre du président dont la pétition "Stop Brazil's Genocide" qui a déjà recueilli près de 50 milles signatures. Déjà en 2019, plusieurs ONG brésiliennes de défense des droits humains ont remis un rapport à la Cour pénale internationale dans le cadre d'une campagne dénommée "Prosecute Brazilian President Bolsonaro for genocide !" qui a recueilli près de 250 milles voix.

Une autre stratégie consiste à accroître la pression sur l'Europe pour qu'elle se retire de l'accord commercial UE/MERCOSUR tant que des dispositions qui protégeraient pleinement les forêts et les droits des autochtones n'y seraient pas incluses. Un rapport et des lettres officielles, soutenus par plusieurs ONG, plus de 600 scientifiques européens et 300 groupes autochtones a été adressé à cet effet. (rapport 100 Days of Bolsonaro – Ending the EU's role in the assault on the Amazon).

La résistance culturelle

Après des siècles d'assimilation qui ont pratiquement détruit l'identité et la culture des peuples autochtones, nous assistons depuis quelques années à « *une renaissance culturelle au sein de ces populations et la croissance d'un vaste réseau d'organisations amérindiennes* » ([World Bank, 1999](#)). Déjà, depuis les années 1990, des intellectuels et militants péruviens ont lutté et obtenu la mise en œuvre d'une éducation interculturelle bilingue, avec l'incorporation des langues et des pratiques indigènes dans le système éducatif nationale.

Plus récemment, dans le milieu des médias, nous assistons à l'émergence de media autochtones qui [selon Sunuwar \(2019\)](#) « *englobent les médias ou formes de médias où l'expression est créée, possédée, contrôlée et gérée par les peuples autochtones pour produire et échanger des informations culturellement appropriées dans les langues qu'ils parlent et comprennent* ».

Officiellement depuis 2007, le droit " d'établir leurs propres médias dans leurs propres langues et d'avoir accès à toutes les formes de médias non autochtones sans discrimination" est reconnu à ces peuples (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP), adoptée le 13 septembre 2007).

Au Brésil, cette appropriation de l'information connaît un essor, avec un nombre sans cesse croissant d'émissions de radio, de podcasts et de chaînes YouTube qui font la promotion des cultures autochtones. Ces médias partagent « *une vision plus pluraliste, rompant avec la conception stéréotypée des peuples indigènes qualifiés d'infantilisés, incapables, primitifs et culturellement dépassés* » (Hisayasu2020). Ils participent aussi à la préservation des langues, en encourageant la production de contenus dans les langues maternelles de chaque ethnie. « Rádio Yandê », un media en ligne créée en 2013 reste un exemple de plateforme qui donne de la voix aux autochtones du Brésil et du monde entier.

Depuis 2013, cette radio a offert un espace à la musique traditionnelle dans plus de 190 langues indigènes, et a produit en 2019, pour la 1^{ère} fois au Brésil, un festival de musique et d'arts indigènes dénommé "Yby Festival".

Un autre exemple, est le réseau composé d'Indiens volontaires « Índios Online », qui présente des récits et des photos d'événements autochtones dans tout le Brésil. Comme défini sur [son](#)

site officiel, leurs objectifs sont entre autres de : faciliter l'accès à l'information et à la communication pour les différents peuples autochtones ; Sauver, préserver, mettre à jour, valoriser et projeter les cultures indigènes...

Le storytelling joue ainsi une part importante dans la stratégie de communication des populations autochtones car cela leur permet de raconter leur propre histoire. Une organisation de la société civile "People's Planet Project" (PPP) a créé un projet dénommée "Tribal Stories" qui s'inscrit dans cette logique. La plateforme de ce projet met en ligne des films réalisés par des cinéastes autochtones de la communauté A'i Cofan, en Équateur, et de la communauté Kisêdjê, dans le Mato Grosso, au Brésil.

Image 26 : Kamikia Kisedje, un cinéaste indigène du territoire indigène de Xingu



Source : <https://news.mongabay.com/2020/08/new-indigenous-storytelling-platform-brings-community-perspectives-to-the-world>

Au Mexique, l'utilisation des vidéos participatives (PV) a été mise en œuvre avec beaucoup de succès par un collectif cinématographique des peuples Yaqui et Comcaac dénommé "La Marabunta Filmadora". L'expérience qui vise à promouvoir les cultures et traditions locales à travers des films a même été étendue aux autres communautés autochtones du nord du Mexique et dans d'autres pays.

Au niveau de la jeunesse, nous avons des initiatives comme le "Indigenous Youth Storytellers Circle" (IYSC) qui leur permet de partager leurs points de vue en ligne et sur papier (Langscape Magazine). Débuté en 2019, ce projet permet à des jeunes auteurs, poètes, artistes, photographes et cinéastes de publier des essais personnels, des poèmes, des œuvres d'art et des vidéos qui explorent les langues ancestrales, traditions culturelles, connaissances et pratiques liées à aux peuples autochtones.

Enfin, à l'échelle mondiale, afin de coordonner les efforts des médias et des professionnels des médias des communautés indigènes, le "Caucus des médias et des communications autochtones" a été créé en 2016.

CONCLUSION

Au terme de nos recherches, nous pouvons affirmer que la pratique de la guerre informationnelle par le contenu est devenue une réalité universelle. Autrefois l'apanage des grandes puissances, l'information est devenue un élément central dans les confrontations entre différentes entités de presque tous les pays quels que soient leurs niveaux de développement. Elle constitue un outil de choix dans les stratégies indirectes ou asymétriques qui permettent au plus faible - d'affronter le plus fort. Cette tendance a été grandement facilitée par le développement d'internet et l'accès aisé aux technologies de l'information et de la communication.

Notre analyse a été essentiellement descriptive car l'objectif principal de ce mémoire était de simplement rendre compte d'une réalité quelque peu méconnue. Ainsi, de l'Eurasie à l'Amérique, en passant par l'Afrique, nous avons essayé de mettre en évidence l'utilisation par les institutions publiques, privées ou de la société civile de l'information pour agir sur leurs environnements nationaux et internationaux. Dans la pratique, il s'agissait de rendre compte des faits probants et vérifiables d'actes de guerres informationnelles déjà menés ou en cours dans ces pays. Des réseaux et des campagnes informationnelles démantelés par les plateformes en ligne (Facebook, Twitter, YouTube, etc.), les enquêtes judiciaires ou de journalistes d'investigations et des technologies de Fact-checking sont autant de preuves qui ont servi à illustrer et prouver notre argumentaire.

A l'issue de notre étude qui a porté sur sept pays (Inde, Indonésie, Turquie, Hongrie, Maroc, Ethiopie, Brésil), certains constats et enseignements peuvent tout de même être faits.

D'abord, il est à noter l'évolution de la posture de ces pays ou entités issues de ces pays. Historiquement, un continent comme l'Afrique a longtemps été et reste toujours un terrain de jeu dans la guerre d'influence que se livrent les grandes puissances en quête de puissance. Désormais, de simples spectateurs ou victimes, ces pays ayant compris tout l'intérêt d'adopter de telles pratiques, sont devenus des acteurs. Cette évolution géopolitique multiplie les acteurs et compliquent les positionnements et alliances sur ce champ de conflictualité. Nous pouvons citer les exemples du Mali et de la Centrafrique qui, en étroite coordination avec la Russie, jouent un rôle actif dans la guerre informationnelle contre la France.

Ensuite, cette tendance est loin d'être un mouvement coordonné ou structuré, tant les motivations sont diverses et fonctions des réalités de chaque pays. Ce sont des problématiques locales liées à la politique, l'ethnie, la religion ou l'état des relations avec les pays limitrophes qui justifient ces pratiques. Même les campagnes tournées vers l'international visent le plus souvent à influencer sur des problèmes locaux. Ainsi, nous avons vu que les actions de lobbying du Maroc ou des mouvements sécessionnistes en Ethiopie ou Indonésie, restent des quêtes de soutiens ou légitimités internationales pour régler un problème interne.

Certains cas de confrontations et de tensions avec les grandes puissances ou institutions internationales peuvent être relevés. A défaut de pouvoir rivaliser ouvertement, ces pays misent à fond sur la victimisation en s'appuyant sur un climat global de dénonciation des inégalités et autres injustices du passé (colonisation, racisme, esclavage, etc.). L'objectif principal est de remettre en cause la légitimité de ces derniers à assumer leurs puissances sur la scène internationale. Les termes de "néocolonialisme", "donneur de leçon", "racisme" sont très souvent mis en avant face à tout ce qui peut être perçu comme de l'ingérence dans les affaires de ces pays. L'actualité permet de rendre compte de toutes ces campagnes informationnelles menées par des pays (la Hongrie, l'Ethiopie, l'Algérie, le Mali, etc.) contre la communauté internationale, les institutions européennes, les USA, la France...

Toutefois, dans un monde contemporain aussi lié, les méthodes se ressemblent et s'appuient sur les mêmes moyens :

- En 1^{er} lieu, nous avons dans la plupart de ces pays où l'Etat reste encore fort et l'indépendance des institutions remise en question, l'utilisation des moyens publics est prépondérante. Que soit directement ou indirectement, les stratégies de contrôle de la presse et de l'opinion, des institutions judiciaires ou financières permettent d'assurer une domination de l'espace informationnelle avec plus d'aisance que dans les pays avancés. Ces actes de propagande étatique, d'affaiblissement des opinions dissidentes, contribuent à fragiliser ou remettre en cause les acquis démocratiques. Toutefois, ils demeurent des outils efficaces dans la mobilisation et la manipulation des opinions nationales, comme on a pu le constater dans des pays comme la Turquie, la Hongrie, etc. Ces pratiques ne sont pas étrangères à la montée du populisme et l'extrême polarisation de la vie sociopolitique que connaissent ces pays.
- En second lieu, nous avons la constitution d'un réseau parallèle de mouvements de soutien aussi bien physiques que virtuels qui permettent porter les idées de ces entités (Etat, organisations politiques et civiles...) sans laisser apparaître un lien. Ces groupes permettent de se détourner des contraintes politico-légales et d'utiliser à profusion des moyens illégaux ou condamnables moralement (usage de désinformation, de bots, dénigrement, etc.). Également, la multiplication des sources d'informations et/ou de désinformations sans apparentes connexions permet de créer dans l'opinion publique une image faussée de la réalité par un encerclement cognitif. Les opérations de cyberactivistes, d'ONG manipulées, de groupes de pressions issus de la société civile, sont légion dans les pays étudiés. Ce phénomène prend de telles ampleurs dans certains pays commencent à prendre des lois contre les fausses nouvelles (Fake News).

En définitive, l'émergence de pratiques de guerre informationnelles dans certaines parties du monde considérées comme périphériques est non seulement réelle, mais rencontre très souvent un terrain fertile. Les opérations d'influence, de manipulation des opinions et de désinformations sont mises en œuvre avec une certaine efficacité. Essentiellement pour des questions de niveau d'éducation et autres faiblesses institutionnelles que l'on peut rencontrer dans ces pays, les attaques informationnelles y rencontrent peu de résistances et contribuent à véritablement modifier les opinions publiques.

Ce phénomène qui ne semble pas être au cœur des préoccupations des puissances occidentales, mérite d'être étudié pour une meilleure compréhension des mutations qui s'opèrent au sein de ces sociétés et afin d'éviter des surprises stratégiques dans les rapports avec ces pays.

Sources

- Abascal, Daniel (2021) ; *Former Algerian security services accuse Morocco of backing secession in Kabylia* ; publié le 30 janvier 2021 dans Atalayar ; <https://atalayar.com/en/content/former-algerian-security-services-accuse-morocco-backing-secession-kabylia>
- Atalayar (2021) ; *L'ASADEDH et DHSF s'associent pour lutter pour la libération des prisonniers politiques sahraouis en Algérie* ; publié le 7 février 2021 ; <https://atalayar.com/fr/content/lasadeddh-et-dhsf-sassocient-pour-lutter-pour-la-lib%C3%A9ration-des-prisonniers-politiques>
- BBC News (2021); *Facebook deletes Ethiopia PM's post that urged citizens to 'bury' rebels*; BBC publié le 03 novembre 2021
- Banaji, Shakuntala (2020); *How anti-Muslim disinformation campaigns in India have surged during COVID-19*; publié le 30 septembre 2020 dans LSE; <https://blogs.lse.ac.uk/covid19/2020/09/30/how-anti-muslim-disinformation-campaigns-in-india-have-surged-during-covid-19/>
- Center for Media, Data and Society (CMDs), 2019; *misinformation and propaganda viewed by hungarian student*; <https://cmds.ceu.edu/sites/cmcs.ceu.hu/files/attachment/basicpage/1627/bookletenfinal.pdf>
- CIP (2021), *Turkey Hired A Dozen US Lobby Firms In 2020; Made \$526,177 In Campaign Contributions*; <https://www.global-influence-ops.com/turkey-hired-a-dozen-us-lobby-firms-in-2020-made-526177-in-campaign-contributions/>
- Commission Européenne (2017) ; *Rétablir les faits : La Commission européenne réagit à la consultation nationale hongroise* ; publié le 27 avril 2017 ; https://ec.europa.eu/info/publications/stop-brussels-european-commission-responds-hungarian-national-consultation_fr
- Cory, James (2021) ; *Turkish Influence and Intelligence Operations in Germany*; Institute of World Politics (IWP 634), publié le 6 Janvier 2021; https://www.iwp.edu/articles/2021/01/06/turkish-influence-and-intelligence-operations-in-germany/#_ftn20
- Courrier International (2022) ; *Conflit Sahara occidental : le Maroc veut rallier sa diaspora à la cause* ; Publié le 27/01/2022 ; <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/conflit-sahara-occidental-le-maroc-veut-rallier-sa-diaspora-la-cause>
- Crétois, Jules (2018) ; *Maroc-UE : la Fondation EuroMedA se défend d'être un groupe de lobbying* ; publié le 28 novembre 2018 dans Jeune Afrique ; <https://www.jeuneafrique.com/672864/politique/maroc-ue-la-fondation-euromeda-se-defend-detre-un-groupe-de-lobbying/>
- Dahir, Abdinor (2021), *The Turkey-Africa Bromance: Key Drivers, Agency, and Prospects*; Insight Turkey Fall 2021 / Volume 23 Number 4
- Décideurs Magazine (2022) ; *Tek Fog, l'appli indienne qui manipule l'opinion* ; posté le 07-01-2022 ; <https://www.magazine-decideurs.com/news/tek-fog-l-appli-indienne-qui-manipule-l-opinion>
- Desorgues, Pierre (2020) ; *En Turquie, le projet "néo-ottoman" du président Erdoğan veut-il effacer l'héritage d'Atatürk ?* TV5 monde du 08 juillet 2020 ; <https://information.tv5monde.com/info/en-turquie-le-projet-neo-ottoman-du-president-erdogan-veut-il-effacer-l-heritage-d-ataturk>
- Deutsche Welle (2019) ; *EU's Jean-Claude Juncker slams Viktor Orban over Soros migrant poster* ; publié le 19 février 2019 ; <https://www.dw.com/en/eus-jean-claude-juncker-slams-viktor-orban-over-soros-migrant-poster/a-47591986>

Dijk, Teun A van (2017); article: *How Globo media manipulated the impeachment of Brazilian President Dilma Rousseff*; *Discourse & Communication* 2017, Vol. 11(2) 199–229

El Figuigui, Mounir (2021) ; Maroc-Algérie : l'accord sur le Maghreb-Europe Gas Pipeline ne sera pas reconduit, publié le 1^{er} novembre 2021 dans « La Tribune » ; <https://afrique.latribune.fr/entreprises/industrie/energie-environnement/2021-11-01/maroc-algerie-l-accord-sur-le-maghreb-europe-gas-pipeline-ne-sera-pas-reconduit-895506.html>

El Otmani, Karima (2021); *Le Maroc, un hub pour l'Afrique* ; Agence Marocaine de Presse (MAP) ; <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/le-maroc-un-hub-pour-lafrique>

Euro-Mediterranean Human Rights Monitor (2021); *Moroccan authorities' pursuit of activists, human rights defenders and journalists*; rapport de juin 2021; <https://euromedmonitor.org/en/article/4534/Stifling-the-Other:-Moroccan-authorities%E2%80%99-pursuit-of-activists,-human-rights-defenders-and-journalists>

Evangelista, R. & Bruno, F. (2019). *WhatsApp and political instability in Brazil: targeted messages and political radicalisation*. *Internet Policy Review*, 8(4). <https://doi.org/10.14763/2019.4.1434>

First post (2018); *More than half of Narendra Modi and Rahul Gandhi's Twitter followers are fake, says report*; publié le 14 mars 2018; <https://www.firstpost.com/india/more-than-half-of-narendra-modi-and-rahul-gandhis-twitter-followers-are-fake-says-report-4390105.html>

Giroir, Claire (2017) ; *la politique étrangère indienne depuis 1991 : Vers une redéfinition du non-alignement* ; ASIA FOCUS #14 - PROGRAMME ASIE / Janvier 2017 ; <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/01/Asia-Focus-14-Inde-janv-2017.pdf>

Goyal, Prateek (2020); *How Hindutva vigilantes are battling 'love jihad' in Madhya Pradesh*; publié le 28 décembre 2020 dans *News Laundry*; <https://www.newslaundry.com/2020/12/28/how-hindutva-vigilantes-are-battling-love-jihad-in-madhya-pradesh>

Jackson JE, Warren KV. 2005. Indigenous movements in Latin America, 1992–2004: controversies, ironies, new directions. *Annu. Rev. Anthropol.* 34: 549–73

Freeman, Ben (2021); *Turkey's lobby in the United States*, Centre for International Policy, octobre 2021

Griffen S. Hungary: a lesson in media control. *British Journalism Review.* 2020 ;31(1) :57-62. Doi :[10.1177/0956474820910071](https://doi.org/10.1177/0956474820910071)

Harbulot Christian, « Le monde du renseignement face à la guerre de l'information », *Hermès, La Revue*, 2016/3 (n° 76), p. 80-85. DOI: 10.3917/herm.076.0080. URL: <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2016-3-page-80.htm>

Hopkins, Valerie (2021) *Campus in Hungary is Flagship of Orbán's Bid to Create a Conservative Elite*; publié le 28 juin 2021 dans *NY Times*, <https://www.nytimes.com/2021/06/28/world/europe/hungary-orban-university.html>

Human Rights Watch (2021); *India: Government Policies, Actions Target Minorities*; Rapport du 19 février 2021

Inotai, Edit ; Ciobanu, Claudia (2021), *Fakebooks in Hungary and Poland*, publié le 25 Janvier 2021, https://balkaninsight.com/2021/01/25/fakebooks-in-hungary-and-poland/?fbclid=IwAR2CZTK9-hLgZXgmDnvuyRa1b35BdFlpo6p7cCcx1QVU_TmyDQEnVY3IXQ4

Lamb, Kate (2018); *'I felt disgusted': inside Indonesia's fake Twitter account factories*; publié "the Guardian" le 23 juillet 2018; <https://www.theguardian.com/world/2018/jul/23/indonesias-fake-twitter-account-factories-jakarta-politic>

Lastennet, Jules (2021) ; *Qui est Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et champion de la "démocratie illibérale" ?*; Publié le 06.01.2021 dans « Toute l'Europe » ; <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/qui-est-viktor-orban-premier-ministre-hongrois-et-champion-de-la-democratie-illiberale/>

Le monde avec AFP (2021); *Jair Bolsonaro demande la destitution du juge de la Cour suprême qui a ouvert une enquête contre lui*; publié le 21 août 2021 ;

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/21/au-bresil-bolsonaro-demande-la-destitution-du-juge-de-la-cour-supreme-qui-a-ouvert-une-enquete-contre-lui_6091981_3210.html

Macé, Célian (2021), Qu'est-ce que le TPLF, le mouvement qui tient tête à Addis-Abeba au Tigré ? ; publié le 1er juillet 2021 dans « Libération » ; https://www.liberation.fr/international/afrique/quest-ce-que-le-tplf-le-mouvement-qui-tient-tete-a-addis-abeba-au-tigre-20210701_TLBNN7EJTVHYPAMEAMXPBUQRXI/

Madrid, R. (2005). Indigenous Parties and Democracy in Latin America. *Latin American Politics and Society*, 47(4), 161-179. doi:10.1111/j.1548-2456.2005.tb00332.x

Monjib, Maâti (2017); *The Relentless Tide of Morocco's Rif Protests*; Carnegie Endowment for International Peace; <https://carnegieendowment.org/sada/71331>

Mwai, Peter (2020); *Ethiopia's Tigray crisis: Fact-checking misleading images*; BBC reality Check; <https://www.bbc.com/news/world-africa-54985545>

Nalon, Tai (2018); *Opinion : Did WhatsApp help Bolsorano win the brazilian presidency*; Washington Post, publié le 1^{er} novembre 2018; <https://www.washingtonpost.com/news/theworldpost/wp/2018/11/01/whatsapp-2/>

New Africa Institute (2021); *Disinformation in Tigray: Manufacturing Consent For a Secessionist War* ; publié le 9 mai 2021

Pharma ; <https://www.fiercepharma.com/pharma/indian-industry-decries-smear-campaign-against-its-pharma-exporters-and-government-also>

Plaut, Martin (2021); *The use of social media to promote "hate speech" in Ethiopia's Tigray war*; <https://martinplaut.com/2021/12/18/the-use-of-social-media-to-promote-hate-speech-in-ethiopias-tigray-war/>

Privot, Michael (2017); *Espionnage de la Diyanet: quand les musulmans de Belgique seront-ils enfin considérés comme des compatriotes?*; Lesoir.be Publié le 8/04/2017 ; <https://www.lesoir.be/89232/article/2017-04-08/espionnage-de-la-diyanet-quand-les-musulmans-de-belgique-seront-ils-enfin>

Puig, S. M. i. (2010). The Emergence of Indigenous Movements in Latin America and Their Impact on the Latin American Political Scene: Interpretive Tools at the Local and Global Levels. *Latin American Perspectives*, 37(6), 74–92. <http://www.jstor.org/stable/25750421>

Rice, R. Indigenous Political Representation in Latin America. *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. Retrieved 4 Mar. 2022, from <https://oxfordre.com/politics/view/10.1093/acrefore/9780190228637.001.0001/acrefore-9780190228637-e-243>.

Ruzicka, David (2019), *four countries, eight styles of reporting*; publié le 20 décembre 2019, <https://datalyrics.org/en/four-countries-eight-styles-of-reporting>

Solomon, Salem(2021); *Ethiopia Government Clamps Down on War Coverage*; VOA publié le 1er décembre 2021; <https://www.voanews.com/a/ethiopia-government-clamps-down-on-war-coverage/6335716.html>

Sayadi, Emna (2019) ; *Comment les médias pro-gouvernementaux du Maroc utilisent les "fake news" pour cibler et faire taire les militants rifains* ; AccessNow ; <https://www.accessnow.org/comment-les-medias-pro-gouvernementaux-du-maroc-utilisent-les-fake-news-pour-cibler-et-faire-taire-les-militants-rifains/>

Sipos, Zoltán (2019) ; *Hungarian government pours money into football, churches and schools abroad*; publié le 21 février 2019 dans *Atlatzo*; <https://english.atlatzo.hu/2019/02/21/hungarian-government-pours-money-into-football-churches-and-schools-abroad/>

StraitTimes (2018); *Indonesia police break up radical Islamic cyber network provoking extremism*; publié le 1^{er} mars 2018 ; <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/indonesia-police-break-up-radical-islamic-cyber-network-provoking-extremism>

Szabo, Mark (2019); *Meet V4NA, Orbán's new (English-friendly) propaganda tool*; publié dans Kafkadesk le 15 juin 2019; <https://kafkadesk.org/2019/06/15/meet-v4na-orban-new-english-friendly-propaganda-tool/>

Szentpéteri, Izabella (2019); *Brave New Hungary: The Anatomy of Fake News on Social Media*; publié le 31 mars 2019; <https://cmds.ceu.edu/brave-new-hungary-anatomy-fake-news-social-media>

Toomey, Michael. (2018). *History, Nationalism and Democracy: Myth and Narrative in Viktor Orbán's 'Illiberal Hungary'*. *New Perspectives*. 26. 10.1177/2336825X1802600110.

Walker, Shaun (2018), *Hungary election: OSCE monitors deliver damning verdict*; publié le 9 avril 2018 dans "The Guardian"; <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/09/hungary-election-osce-monitors-deliver-damning-verdict>

Wasserman, Emily (2014); *Indian industry decries smear campaign against its pharma exporters and Government also intrigued*; publié le 26 septembre 2014 dans *Fierce*

Wilmot, Claire- Tveteraas, Ellen et Drew, Alexi (2021) ; *Dueling information campaigns: the war over the narrative in Tigray*; publié le 20 août par "the media manipulation casebook"; <https://mediamanipulation.org/case-studies/dueling-information-campaigns-war-over-narrative-tigray>

Witte, Griff (2015); *Hungarian bishop says pope is wrong about refugees*; publié le 7 septembre 2015 dans *Washington Post*; https://www.washingtonpost.com/world/hungarian-bishop-says-pope-is-wrong-about-refugees/2015/09/07/fcba72e6-558a-11e5-9f54-1ea23f6e02f3_story.html

Yang Hui, Jennifer et Newton, Jordan (2020); *oxic #Cybercampaigns: The Muslim Cyber Army versus Militant Pluralism*; *Global Network on Extremism & Technology*; <https://gnet-research.org/2020/10/02/toxic-cybercampaigns-the-muslim-cyber-army-versus-militant-pluralism/>

Yesil, Bilge (2021); *The Routledge Companion to Media Disinformation and Populism*, Routledge handbooks online, 10.4324/9781003004431-41

Zotian, Elsa (2013), *Beyond soft power: The stakes and configurations of the influence of contemporary Turkey in the world*, Appel à contribution, *Calenda*, Publié le jeudi 11 juillet 2013

1. Ces pratiques sont-elles efficaces ? Oui Trump a été élu.
2. *GAFa et five eyes sont-ils des avantages pour la suprématie du monde anglo-saxon sur le reste du monde en matière de guerre de l'information ?*
Evidemment puisqu'ils décuplent l'effet par l'amplification des capacités techniques et technologiques. Avantage certain aux Etats-Unis dans un contexte de forte concurrence russe, chinoise et turque.
3. *Quelles sont les nations émergentes en matière de guerre de l'information ?*
Les anglo-saxons et les US sont dominants. Voir mon cours sur les Etats-Unis et l'IE depuis 1990. Domination par la technologie, les investissements. Depuis 1993. C'est comme cela que les Américains contrôlent une bonne partie de la techno mondiale (Microsoft, Amazon, Facebook, etc...).
Les concurrents sont ceux cités plus haut.
4. *Un nouvel ordre mondial est-il en voie de positionnement en matière de guerre de l'information ?*
Non car les opérations sont souterraines. Par contre elle donne un vrai avantage pour celui « qui tire le premier » et enfin c'est sans risque grâce à la technique dite du déni plausible.
5. *Pourriez-vous s'il vous plaît nous éclairer sur les domaines d'influence de la Guerre de l'Information pratiquée par le Brésil ?* Non ça n'est pas mon domaine.
6. *Quelles perspectives pour les pratiques émergentes ?*
Je ne sais pas, je suis un praticien et non un technicien.
7. *Existe-t-il des possibilités de convergence ou de rattrapage avec les puissances traditionnelles ?*
Oui en investissant massivement.
8. *Quel est l'intérêt pour les grandes puissances de connaître les pratiques des pays périphériques ou sous-développés en la matière ?*
Oui il peut y avoir des pépites ou éventuellement pour se dissimuler les puissances dominantes peuvent avoir besoin de relais. Mais pour l'instant la technologie est américaine, russe ou chinoise. Donc le but est d'essayer de sortir ces technologies qui sont dites propriétaires.
9. *Votre mot de fin s'il vous plaît Professeur.*
Bon courage !
Merci pour votre disponibilité.

